

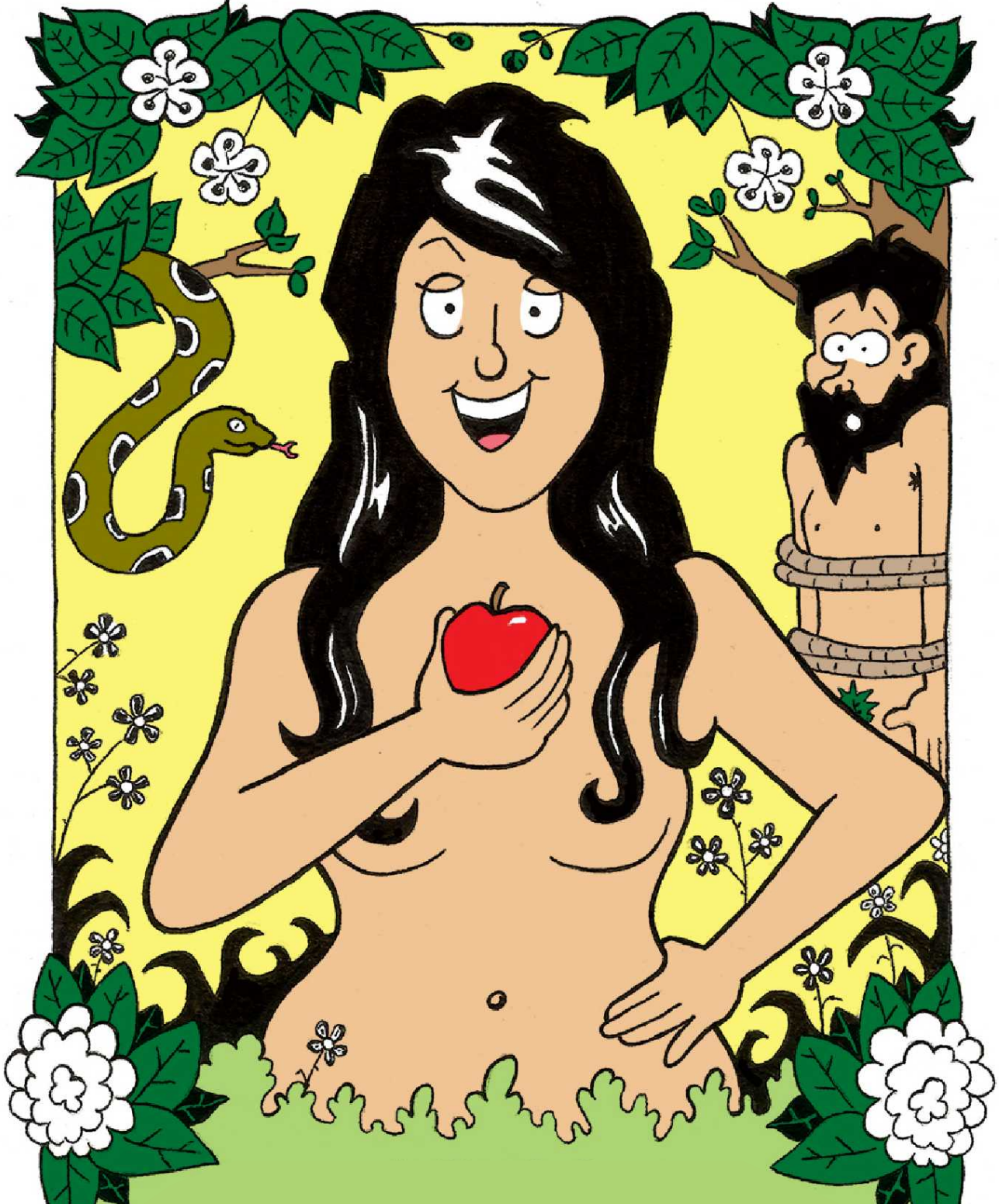
Le MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Membre de l'internationale des fédérations anarchistes

<https://www.monde-libertaire.fr>



HISTOIRES DE FEMMES
FEMMES D'HISTOIRE

©LUNE

Le MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



ADRESSE DE LIVRAISON

Nom :	Code postal :
Prénom :	Ville :
Adresse : _____	Pays :
_____	Courriel : _____ @

**OFFRE D'ESSAI TROIS MOIS
PAPIER + NUMÉRIQUE 6€**

JE CHOISIS MON ABONNEMENT

Tarif réduit, chômeurs-ses, étudiants-es France métropolitaine et DROM-COM. Gratuit pour les détenus-es

	Abonnement standard	Abonnement + soutien	Abonnement tarif réduit
UN AN, NUMÉRIQUE UNIQUEMENT	onze numéros 22€ <input type="checkbox"/>	onze numéros 42€ <input type="checkbox"/>	
UN AN, PAPIER + NUMÉRIQUE	onze numéros 44€ <input type="checkbox"/>	onze numéros 85€ <input type="checkbox"/>	onze numéros 22€ <input type="checkbox"/>
ABONNEMENT À DURÉE LIBRE, PAPIER + NUMÉRIQUE	Prélèvement automatique par trimestre 11€ <input type="checkbox"/>	Prélèvement automatique par trimestre 21€ <input type="checkbox"/>	Prélèvement automatique par trimestre 5,50€ <input type="checkbox"/>

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel: administration-ml@federation-anarchiste.org. ORGANISME CRÉANCIER -PUBLICATIONS LIBERTAIRES- 145 RUE AMELOT 75011 PARIS N°NATIONAL ÉMETTEUR: 58 50 98

Titulaire :	Votre compte à débiter	Votre établissement bancaire	Date et signature obligatoires
Adresse : _____	Nom :	Adresse : _____	

IBAN :	Merci de joindre un RIB		

BAISSE DU TARIF ÉTRANGER Tarif réduit, chômeurs-ses, étudiants-e. Gratuit pour les détenus-es

Uniquement virement ou PayPal	Abonnement standard	Abonnement + soutien	Abonnement tarif réduit
UNION EUROPÉENNE & SUISSE (si paiement €)	onze n° papier + numérique 49€ <input type="checkbox"/>	onze n° papier + numérique 89€ <input type="checkbox"/>	onze n° papier + numérique 24€ <input type="checkbox"/>
RESTE DU MONDE	onze n° papier + numérique 65€ <input type="checkbox"/>	onze n° papier + numérique 105€ <input type="checkbox"/>	onze n° papier + numérique 32€ <input type="checkbox"/>

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications Libertaires
145 rue Amelot 75011 Paris



Mon règlement:

- Par chèque bancaire, libellé à l'ordre de «LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES»
- Par virement bancaire: IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617
BIC CCOPFRPPXXX
- Par prélèvement pour les abonnements à durée libre en remplissant le coupon d'autorisation.

Table des matières

- 4 ÉDITO: Il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme
4 Faits d'hiver: Le gouvernement, débordé sur sa gauche... par le MEDEF !

Terrains de luttes

- 5 Ce n'est qu'un début ...
6 Désobéir. Légalité et légitimité
7 Du 20 au 26 avril semaine antinucléaire à la Maison de Résistance à Bure
7 Faits d'hiver: Radio Paris ment Radio Paris est allemand !
8 Vers une confédération communaliste
10 Librairie multi-usage
10 Faits d'été: Quinze mois sans gouvernement... Et la Belgique ne s'en porte pas plus mal !
11 Il faut interdire la reconnaissance faciale
12 #OnArrêteToutes #GrèveFéministe #JeGrèveLe8Mars
13 Janvier 2021: colloque "150 ans de la commune de Paris"

Histoire

- 14 Le prix sanglant du christianisme

Passe-ports

- 16 « LAS KELLYS » Révolte des femmes de chambre
17 Le monde comme il va: L'Allemagne n'existe pas !
18 Aube Dorée le crépuscule du fascisme 2e partie

Réflexions

- 20 Les anarchistes à nouveau fréquentables ?
21 Descadeaux aux patrons et d'avantage de militaires en Afrique
22 Le doigt et la lune
24 Blasphème, censures et cie...

Dossier

- 25 Faits d'hiver: Quand des policiers détournent les armes... des terroristes !
26 La Femme dans l'anarchisme espagnol
29 Retour du Rojava II, féminisme au Rojava
32 Les rebelles masquées du Chili
34 Du côté des femmes, échos d'Espagne
35 Rencontre avec Isabelle Attard
37 L'alchimie du verbe féministe contre le patriarcat
40 Evolution du partage des tâches domestiques
41 Schiappa ou l'incurie crasse
42 Trans et Femme : témoignage de Daisy
44 Entre transactivisme et féminisme universel
45 Pour elles toutes Femmes contre la prison
47 Les femmes aussi vont en prison
47 Salut l'amie !

Culture

- 48 Alexandre Skirda, Un plagiat « scientifique »
48 François le Ménahèze Désobéir est parfois un devoir.
49 Dans la tête de Gabriel Matzneff
49 Un futur renouvelable
50 Les Plumées : une collection
50 Soutien à la Librairie du Monde Libertaire
51 Adieu compagnon
52 Planche 3 " Bad Rabbit" d'Ulric

La Fédé...

- 53 Les dernières nouveautés de la librairie Publico
54 Annuaire des groupes et liaisons de la Fédération Anarchiste
56 Projection/débat/concert



Le Monde Libertaire 145 rue Amelot 75011 Paris.
Direction de la publication: Claudine Annereau
Prix de vente au n°: 4€
Dépôt légal 44145 1er trimestre 1977
N° ISSN: 0026-9433
Commission paritaire: 0624D80740
Numéro d'imprimeur: 19070146
Imprimé par: Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



ÉDITO

IL Y A PLUS INCONNU QUE LE SOLDAT INCONNU : SA FEMME

« Histoires de femmes, femmes d'Histoire »... peut-être vous attendez-vous à lire un article sur Louise Michel, Nathalie Lemel, Rosa Parks, Emma Goldmann, May Piquera, Angela Davis, Olympe de Gouges, Leymah Gbowee, Voltairine de Cleyre, Malala Yousafzai, Germaine Berton, Lucy Parson, Alexandra David Néel, Harriet Tubman, Phoolan Devi... Nous avons préféré parler de toutes ces femmes anonymes qui luttent.

Femmes qui inventent de nouvelles formes de combat : Chiliennes qui ridiculisent la loi anti-masques avec leurs cagoules bariolées, décorées. Parisiennes qui médiatisent les cortèges en chorégraphiant la lutte.

Femmes qui se battent : Kurdes des milices YPJ (Yekîneyên Parastina Jin, « Unités de défense de la femme ») qui s'inventent une nouvelle réalité, une nouvelle place comme le firent les *Mujeres libres* espagnoles qui combattaient les franquistes au pays inventeur du machisme.

Femmes qui luttent quotidiennement contre ce patriarcat d'un autre âge si bien ancré dans nos sociétés : contre les violences faites aux femmes qui font toujours trop de victimes. Pour l'égalité des salaires toujours pas acquise. Pour abattre tous ces symboles comme l'expression juridique - pour qui louait une salle, un local - « en bon père de famille » qui ne fut abandonnée qu'en août 2014.

Nous ne parlerons pas de cette « grande avancée » qui place trois femmes en tête des intentions de vote à Paris. Dans cette bataille pour un trône, nous souhaitons revenir sur un article du Monde libertaire du mois de février : nous n'avions naturellement pas prévu ce qu'il allait arriver en publiant un texte sur le désormais célèbre activiste russe Piotr Pavlenski. Nous ne regrettons nullement ce coup de projecteur offert dans la mesure où les actions évoquées alors nous semblaient conformes à l'esprit libertaire. Il en est tout autrement pour la sordide affaire de l'ex candidat aux couleurs du monarque. Attaquer un individu sur sa vie privée, sur ses pratiques sexuelles entre personnes adultes consentantes, nous laissons cela aux charognards. Nous n'oublions pas les vraies victimes, les victimes collatérales que sont les personnes de l'entourage du politicien ciblé.

Mais the show must go ! ... Approchez, Mesdames et Messieurs, le grand cirque électoral a planté son chapiteau sur toutes les mairies. Venez admirez nos jongleurs de promesses, nos dresseurs de projets d'un soir, nos acrobates des alliances et toute la troupe des clowns tristes.

Mais pas dans ces colonnes. Nous ne vous parlerons que du communalisme...

Faits d'hiver

LE GOUVERNEMENT, DÉBORDÉ SUR SA GAUCHE... PAR LE MEDEF !

Fin janvier 2020, Guy Bricout, un gauchiste black bloc de l'UDI, dépose à l'Assemblée une proposition de loi portant de 5 à 12 jours le congé prévu par le code du travail pour des parents ayant perdu un enfant mineur.

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, s'y oppose. Argument : cela léserait les entreprises. Sereine Mauborgne (1) jugeant, elle, « *Un peu facile de s'acheter de la générosité à bon prix sur le dos des entreprises.* » Les choses sont claires. Le gouvernement des riches reste droit dans ses bottes. Dur aux gueux. Donc, proposition de loi rejetée par presque tous les clébards de la majorité parlementaire.

C'était prévisible, ce rejet fait le buzz et hurler dans les chaumières. Et même dans certains châteaux, puisque le ci-devant de l'Élysée a demandé à ses barons et autres nobliaux de sa bande de... faire preuve d'humanité.

Mieux, le syndicat des patrons, le MEDEF, s'est offusqué de ce rejet en demandant un nouveau vote. Les patrons, des politiques, eux, avaient compris que 4500 cas par an c'était peanuts et que ça ne valait pas le coup de voir les manants sortir les fourches pour si peu.

La suite, à venir, sera, donc, de revenir sur cette « *connerie* », dixerunt quelques ténors du pouvoir. Et les mêmes qui avaient voté contre vont voter pour.

Bref, merci qui ? Entre autres, le MEDEF ! C'est vraiment le nouveau monde !

Jean-Marc Raynaud

1) Infirmière libérale, députée LREM (Le Réseau Emmanuel Macron ???) du Var. NLDR

CE N'EST QU'UN DÉBUT ...

« Désormais en France, quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit » (Nicolas Sarkozy – 2008)

Le moins qu'on puisse dire, c'est que depuis le 5 décembre, tout le monde a pu se rendre compte qu'il y avait des grèves dans notre pays, à commencer par le pouvoir en place actuellement.

Depuis deux ans, Macron et son gouvernement se sont franchement engagés dans une « thachérisation » d'un système libéral déjà de plus en plus autoritaire et inégalitaire. Finis le paternalisme, les pseudos négociations, les « concessions patronales », aujourd'hui plus qu'hier l'actionnaire commande au chef d'entreprise, le chef d'entreprise

ou son représentant (Medef) commande au gouvernement qui lui, est là pour préserver les intérêts du système capitaliste. Ce que les gouvernements précédents de ces trente dernières années n'ont pas pu imposer, Emmanuel Macron et Édouard Philippe se sont donnés comme mission de le réaliser à marche forcée pendant leurs cinq années de mandature. Avec Macron, plus de droite ou de gauche, ou pour reprendre son vocabulaire, droite et gauche en même temps. Plus de bipartisme, mais un non-choix : libéralisme ou extrême-droite, Macron ou Le Pen.

Macron ne peut pas céder

Le jeu électoral est donc devenu visiblement ce qu'il était déjà essentiellement : un jeu pipé destiné à maintenir en place un système capitaliste qui n'entend pas céder ses prérogatives, mieux, qui veut les étendre et engranger de plus en plus de profits. Rien d'étonnant donc, à ce que le secteur public tende à être privatisé. Dans cette optique, effectivement le gouvernement ne peut pas céder sur son projet de « réforme » des retraites. Des pseudos concessions ont été faites ? Elles ne représentent rien sur une période de trente ans où la classe travailleuse a vu ses conquêtes sociales rognées lentement mais sûrement, suite aux « réformes » successives imposées par la droite ou la gauche, ou plus brutalement par le « ni droite, ni gauche » macronien.

Le mouvement des Gilets jaunes avait été un avertissement : des revendications diverses et variées, mais trop souvent sans remise en cause du système capitaliste, la lutte des classes étant abandonnée sur le bord de la route ou autour d'un rond-point. Il faut toutefois lui reconnaître le mérite d'avoir bousculé la routine, en pratiquant une auto-organisation et des formes d'action directe qui n'avaient plus cours depuis longtemps parmi les travailleurs. Reste qu'un manque cruel de coordination a montré ses limites. Quant aux centrales syndicales, si elles ont pu se refaire une santé depuis décembre 2019, c'est toujours dans un cadre d'accompagnement du système en place. Inutile d'attendre de leurs dirigeants un rappel de l'un des buts originaux du syndicalisme : non seulement l'amélioration des conditions de vie des exploités, mais aussi l'abolition du salariat et la prise en main directe de l'économie par les travailleurs eux-mêmes, débarrassés du patronat.



2019

Le bilan actuel est mi-figue, mi-raisin : une grève exceptionnellement longue et suivie dans les transports en commun, des manifestations de travailleurs du service public, mais peu de relais dans le privé où l'on a pu voir des sections syndicales (délégués en tête) apporter verbalement leur soutien à la grève, mais sans y participer concrètement, ce qui est révélateur d'une situation qu'on ne peut nier : le recul d'une vraie vie syndicale à l'intérieur des entreprises. Juste des actions spectaculaires menées par des branches aussi diverses que les égoutiers, les étudiants, les musiciens et danseurs de l'Opéra, les éboueurs, les avocats... Et ceci dans une société qui a bien changé en trente ans, de plus en plus précarisée, ubérisée, individualisée et soumise à la brutalité et aux violences de l'État, systématiques et systématisées.

Et maintenant ?

Le combat continue sous quelque forme que ce soit. Depuis le début décembre, on a quand même vu ressurgir une combativité des travailleurs contre des conditions qu'on veut leur imposer. Pour un changement radical de la société ? Pas vraiment, en tout cas pas toujours. Il va falloir dépasser les revendications basées sur un simple aménagement du système qui nous opprime toutes et tous, ne rien lâcher dans les luttes actuelles. Vers une société sans classes ni État ? On n'y est pas encore, loin s'en faut. La grève par procuration, le soutien de la population non-gréviste ont montré leurs limites. La grève générale insurrectionnelle n'est pas au programme dans l'immédiat, mais pour nous anarchistes, elle est toujours d'actualité.

Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

DÉSObÉIR. LÉGALITÉ ET LÉGITIMITÉ



Au fur et à mesure que le conflit social généralisé actuel s'enkyste de par l'autisme du pouvoir et des maîtres du monde, le recours à un certain type d'actions du genre coupures et non-coupures de courant ciblées, sabotages petits et grands de toutes sortes, saccage de lieux emblématiques, désobéissances multiples et variées... fleurissent comme jonquilles au printemps. Toutes ces actions s'inscrivent clairement dans la non-violence sont tout aussi clairement illégales. Mais sont-elles pour autant illégitimes ? La réponse est non ! Pourquoi ?

Car, en effet, qu'est-ce que la légalité ? Ce qui est en accord avec la loi. Ok. Mais qu'est-ce que la loi ? Tout juste celle du plus fort du moment. Du moment. Car la loi d'hier, celle d'aujourd'hui et celle de demain sont rarement les mêmes et sont souvent antinomiques. Exemples. Entre 1939 et 1945, De Gaulle était dans l'illégalité et était même considéré comme terroriste. Après la victoire des alliés, il était dans la légalité. Comme quoi ! De même, avant la révolution de 1789, la légalité était celle du roi. Après le raccourcissement du ci-devant, la légalité devint celle de la République. Vous voulez d'autres exemples ?

En clair, la loi est un concept à géométrie variable selon les rapports de force du moment. Est-ce pour autant à dire que la loi et le droit qui s'y rattache sont, en tant que principes, à rejeter ? Bien sûr que non !

Toute société a besoin de règles, donc, de lois. Mais tout dépend de qui les édicte et comment elles le sont. Et, ça change tout ! Dans le cadre d'une société unifiée, c'est-à-dire débarrassée du chancre de la division sociale, et, donc, du capitalisme, le peuple

souverain sera à même d'édicter ses propres lois fondées sur la liberté, l'égalité et l'entraide. Et il sera à même d'en contrôler et d'en améliorer leurs champs d'application. Sur ces bases, pourra, alors, naître un véritable droit international. Universel. Applicable sur toute la planète tout en intégrant certaines spécificités non attentatoires à l'universel.

Pour l'heure, nous n'en sommes pas là. Nous en sommes même très loin. Et en attendant une révolution sociale susceptible de faire de la loi celle d'un peuple unifié en tant qu'espèce humaine souhaitant simplement organiser le paradis sur terre, que faire ?

Et bé, c'est simple ! Résister à l'intolérable et à l'injustice. A titre individuel et à titre collectif. Exemples. Mobilisation générale pour je ne sais quelle guerre contre je ne sais pas qui. Je n'irai pas. Et nous n'y irons pas. Surconsommation de merdes de toutes sortes qui nous fait crever et nous met des chaînes dans la tête. Je boycotte et nous boycottons. 200 milliardaires s'accaparent 60 % de la richesse du monde. Je leur pourris la vie. Nous leur pourrissons la vie. Qu'ils ne puissent plus se déplacer sans être bombardés d'œufs et de tomates. En attendant, selon notre loi, de les condamner à vivre au RSA. Votre patron vous nique de 10 balles. Niquez-le de 100 balles. Vous savez comment faire... Oui, bon, mais comment je vais faire pour les traites de la baraque, de la bagnole, du canapé... ? Je ne sais pas, mais si on est tous unis, ça la fera. Ça l'a toujours fait.

La légitimité de nos désobéissances, c'est quoi ? Juste dire non à l'intolérable et à l'injustice. Oui mais c'est quoi l'intolérable et l'injustice ? Ces choses ne peuvent-elles pas être réglées dans le cadre de la démocratie bourgeoise et d'élections bidonnées ? On essaye de nous le faire croire. Un seul exemple, Macron. 1^{er} tour 10 % des inscrits. 20 % des votants. 2^{ème} tour, plus de 50 % des votants. Mais, 50 % des votants pour Macron ou contre Marine Le Pen ? Donc, quelle est sa légitimité ? 10 % des inscrits ou 50 % des votants au second tour ?

La légitimité de nos désobéissances est d'une autre nature. 70 % des français contre l'intolérable de cette loi injuste sur les retraites, ça c'est de la légitimité. Pour une fois que les sondages bidouillés vont dans notre sens !

Bref, à l'heure d'aujourd'hui, les petits marquis qui nous gouvernent au nom de 10 % des inscrits sur les listes électorales (quid de tous ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas s'inscrire ?) ne sont pas dans la légitimité. Depuis plus d'un an, les gilets jaunes et les grèves de toutes sortes, le clament haut et clair.

Dans ces conditions, désobéir n'est plus une option, c'est une nécessité.

Rappelons que le droit du peuple à l'insurrection est inscrit dans le marbre de la Constitution. Souhaitons qu'elle le soit de manière non-violente. La guerre civile armée est souhaitée par le pouvoir qui la gagnera, fusse au prix d'un bain de sang. Nos seules armes sont l'intelligence et le nombre. Et ce sont des armes de destruction massive !

Jean-Marc Raynaud

Nous relayons cette information qui nous semble de toute première importance. Le CRML

du 20 au 26 avril se tiendra à la Maison de Résistance à Bure, une semaine sur l'histoire et les pratiques des luttes antinucléaires. 7 jours de discussions, d'ateliers, de conférences et d'échanges sur l'histoire de nos luttes et surtout l'histoire de nos pratiques de luttes. Quelles stratégies ont été pensées et mises en œuvre par le passé, quelles techniques d'actions ont existé, ont-elles été victorieuses ou non et dans quel contexte politique et répressif ? On parlera des luttes contre l'implantation des centrales dans les années 70-80, des mouvements contre les transports radioactifs, des luttes des travailleurs du nucléaire, des décennies de résistance contre l'ANDRA et sa poubelle nucléaire. Ce sera donc aussi l'occasion de faire un point pour parler de nucléaire : où on en est le projet Cigéo, l'extractivisme et le colonialisme d'Orano au Niger, au Kazakhstan, etc.

Au regard de toute cette histoire, nous tâcherons de penser le présent et nos actions futures. S'inspirer du passé pour penser le futur, voilà de quoi nous donner de la force face à un état nucléaire écrasant.

En plus des discussions et débats, on prévoit des balades, de la radio, des ateliers, des expositions et bien d'autres choses. Ramenez vos propositions, il y aura aussi des créneaux de libre. Le programme n'est pas encore terminé, on vous en dira plus très bientôt. Mais parlez-en déjà largement autour de vous. On prévoit un bel et gros événement.

La grande majorité du programme se passera à la maison de résistance à Bure mais les dortoirs et campings seront répartis entre Bure et Mandres-en-Barrois. Il est possible d'envisager d'autres types de couchages sur demande (accessible PMR, chambre chez l'habitant.e, aménagement d'espaces), si tu as des besoins spécifiques, écris-nous, on essaiera de trouver des solutions.

La cantine sera vegan, on aura besoin de tous les bras volontaires (n'hésite pas à nous préciser des régimes alimentaires spécifiques). Et il y aura une équipe de traduction, on ne sait pas encore dans quelles langues mais on espère le plus possible. Écris-nous si tu as une demande là-dessus ou si tu peux nous aider.

Adresse mail de contact : [semaineantinuk \(at\) riseup.net](mailto:semaineantinuk(at)riseup.net)

Coordination des opposant.e.s au projet Cigéo à Bure

**SEMAINE
ANTINUCLEAIRE**

à la Maison de résistance de Bure
du 20 au 26 avril

*films, récits, expositions,
ateliers, infokiosques,
discussions*

**PRATIQUES
ET HISTOIRES
DES LUTTES
ANTINUCLEAIRES**

*cantine vegan
à prix libre*

bureburebure.info / semaineantinuk@riseup.net

Faits d'hiver

RADIO PARIS MENT RADIO PARIS EST ALLEMAND !

C'était pendant la guerre. La radio nationale française embrassait la collaboration à bouche que veux-tu. D'où !

Les temps n'ont pas vraiment changé. Il y a deux mois, les camarades de France Inter ont entamé une grève qui se poursuit encore à ce jour (fin janvier nldr). Contre un plan de 200 suppressions d'emplois.

Toujours plus avec toujours moins. Au début, France Inter annonçait : « En raison d'un arrêt de travail de plusieurs organisations syndicales représentatives, nous ne sommes pas en mesure de... »

Puis, ce fut : « En raison d'un arrêt de travail d'une organisation syndicale représentative, nous ne sommes pas en mesure de... »

Et, désormais*, c'est : « En raison d'un arrêt de travail de la CGT, nous ne sommes pas en mesure de... »

Dans l'art de stigmatiser une organisation syndicale hier représentative mais non nommée et, désormais, nommée, mais sous entendu non représentative, c'est du grand art.

La honte sur ceux et celles qui font ces annonces. Ce sont des collabos qui, comme tous les résistants de la 25^{ème} heure ne cracheront pas sur ce que les travailleurs en lutte auront obtenu.

Jean-Marc Raynaud

VERS UNE CONFÉDÉRATION COMMUNALISTE

Un retour sur la « Commune des communes » de Commercy

Le terme de « municipalisme » étant de plus en plus récupéré et de moins en moins « libertaire », c'est le mot « communalisme » qui se répand désormais pour désigner la reprise en mains des villages et quartiers par leurs habitants en vue de l'autonomie politique et économique. Il présente aussi l'avantage de renvoyer à l'imaginaire de la Commune de Paris, et au-delà à toutes les expériences des communs qui ont existé au cours de l'Histoire.

C'est dans cet horizon que s'inscrivait la « Commune des communes », réunion de délégués d'initiatives communalistes des six coins de l'Hexagone. Et ce n'est pas un hasard si ça s'est passé à Commercy, cette petite ville de la Meuse (pas loin de Bure, juste pour situer...) qui avait déjà initié « l'Assemblée des assemblées » au cœur du mouvement des gilets jaunes. Depuis juin 2019, une partie des gilets jaunes de Commercy a fondé, avec d'autres franges de la population, une assemblée plus largement « citoyenne » — encore un mot ambigu, mais qui chez eux veut dire clairement : populaire, générale, souveraine et en rupture totale avec les institutions de l'État. Ils se sont réunis pour décider de l'auto-organisation de questions communes concrètes, comme l'eau, le traitement des déchets et l'autonomie alimentaire.

Ce sont des associations populaires du même genre qu'ils avaient invitées les 18 et 19 janvier pour échanger leurs expériences et af-

fronter ensemble les difficultés à surmonter pour se développer. Sur les deux cents personnes environ qui s'étaient réunies, il y avait :

- des délégués d'assemblées qui présentent une liste aux municipales en pensant avoir des chances de l'emporter et de remettre tout le pouvoir à l'assemblée ;
- des délégués d'assemblées qui présentent une liste mixte avec des candidats de partis, mais en imposant à ceux-ci la signature d'engagements éthiques et d'une Charte

selon laquelle les décisions de l'assemblée seront contraignantes pour les élus ;

- des délégués de communautés de vie, qui ne se présentent pas aux élections mais qui cherchent à avancer dans l'autonomie et éprouvent pour ce faire le besoin de se confédérer avec d'autres ;
- des membres d'associations d'aide au développement de la démocratie directe ou participative.

Des confusions à dissiper

Le but de la rencontre était, au-delà des échanges d'outils et d'expériences, de « **construire un réseau communaliste fort et sincère, s'affirmant comme étant émancipateur et révolutionnaire** ».

Cependant, on a très vite senti qu'il y avait deux tendances assez marquées, à peu près égales en nombre de personnes. D'un côté, les tenants d'un communalisme révolutionnaire, dont la visée est de remplacer l'État par une confédération de communes, et l'économie capitaliste par une production collective, axée sur les besoins et en harmonie avec tout le vivant. De l'autre, ceux

qui voient le municipalisme comme une ouverture des institutions actuelles à une large participation citoyenne et à leur réforme sur les plans éthique et écologique.

Pour nous qui sommes résolument du premier côté, la citoyenneté participative est un obstacle (naïf ou pas, selon les personnes) à l'émancipation totale des individus, c'est-à-dire à la suppression de la domination comme du paternalisme, de l'exploitation comme du consumérisme. En se focalisant sur des exigences éthiques et techniques à propos des candidatures, des programmes, des fonctionnements, les associations « mu-

nicipalistes » comme Commonspolis, Utopia ou La belle démocratie masquent les enjeux et objectifs essentiels, qui concernent le cadre général politique et économique. Ce qu'elles visent en réalité, c'est une articulation de l'État avec la « société civile », où des citoyens, guidés par des experts et des animateurs, s'entendent pacifiquement entre eux et avec leurs élus. Quant à la Fondation Charles-Léopold-Mayer, qui finance bon nombre de ces initiatives par ses revenus boursiers, elle semble combiner une conception réactionnaire de l'écologie avec la visée d'une gouvernance mondiale. On est loin, très loin de l'autonomie communaliste.



LA COMMUNE DES COMMUNES



Les débats et propositions

Les organisateurs de la Commune des communes, tout en étant parfaitement conscients de ces différences, avaient voulu rassembler large pour une première rencontre. Considérant leur propre parcours comme seulement l'une des voies possibles, ils voulaient laisser les questions le plus possible ouvertes, afin de ne pas manquer une approche qui pourrait être utile à tout le monde. La principale question politique à traiter ne laissait cependant aucun doute sur leurs intentions : « À quelle conditions la démarche communaliste pourrait-elle être une perspective de transformation sociale et révolutionnaire ? ». En passant, on constatera que, pour tout ce mouvement, la révolution n'est pas nécessairement un renversement insurrectionnel (du moins pas avant une phase finale) mais se construit plus sûrement par l'institution progressive d'autres relations et structures, en gardant toujours en vue l'objectif final afin d'y conformer toutes les étapes intermédiaires.

La question était déclinée en plusieurs sous-questions en fonction desquelles l'assem-

blée s'est divisée en groupes de discussion : Qu'entend-on par « contre-pouvoir » au système en place ? Quelles alternatives économiques et politiques ? Comment les développer et les mutualiser ? Comment articuler les initiatives communales avec la dynamique des luttes et des mouvements ? Comment se prémunir des dérives (récupération, bureaucratisation, logiques électorales et politiciennes, etc.) ?

Une deuxième série de questions était ensuite davantage orientée vers les moyens : Quels outils pour susciter une réappropriation du pouvoir à l'échelle communale ? Comment mieux visibiliser les initiatives communales ? Quelles autres pratiques pour se réapproprier le terrain et le rapport de force local ? Comment se doter de lieux communs et les pérenniser ? Comment renforcer l'autonomie matérielle et la capacité de production des communes ?

Cette deuxième série est révélatrice des obstacles que rencontrent les assemblées déjà constituées, qui se heurtent à une popula-

tion souvent démoralisée et apathique, à des médias qui les ignorent ou les déforment, et en général à une absence de moyens d'occuper concrètement le terrain. Les groupes de travail qui s'y sont attelés ont pu présenter en plénière des éléments de solutions fondés sur des expériences réussies mais encore largement à développer, comme :

- avoir nos propres médias, ouverts à la participation populaire, et multiplier les moyens de communication ;
- restaurer le lien social par des activités festives et conviviales, en évitant absolument l'entre-soi et en veillant à l'accueil des personnes les plus isolées ou précaires ;
- multiplier les moyens de financement alternatifs pour acquérir des lieux pérennes ;
- libérer du temps en travaillant moins grâce à des réseaux d'échanges matériels du genre coopérative intégrale ;
- collaborer avec des associations de terrain comme « Droit au logement » ;
- améliorer la solidarité active entre les assemblées éparses grâce à une confédération formellement instituée.

Les avancées politiques

Les discussions dans les premiers ateliers ont été plus compliquées, du fait que l'objectif politique n'était clairement pas le même pour tout le monde. Les plus engagés dans l'alternative ou dans la théorie révolutionnaire éprouvaient l'urgence de se confédérer et d'augmenter les forces proprement communalistes. D'autres avaient l'impression que c'était prématuré, qu'il fallait d'abord se réunir pour apprendre à mieux se connaître, et commencer par agir sur soi-même et sur ses propres pratiques. Les premiers soulignaient aussi le besoin d'alterner la construction de communes libres en marge du système et la lutte sur les différents fronts contre le système : un réseau solide devrait permettre aux personnes de passer de l'un à l'autre en s'intégrant chaque fois dans un collectif qui partage les mêmes orientations.

Le terme de « confédération » a d'ailleurs été préféré à celui de « réseau », parce qu'il implique une structure de rassemblement des assemblées locales vers des assemblées régionales ou plus larges encore, indispensable pour se doter de certains outils communs efficaces. Il a été préféré aussi au terme « fédération », parce que le lien confédéral est plus souple et donne davantage d'indépendance aux groupes confédérés.

Si cette confédération n'a pas été officiellement fondée durant la rencontre, les contacts sont établis, les affinités se sont reconnues, et il n'y a aucun doute que cela se fera.

On peut d'ailleurs annoncer qu'un jalon important sur cette voie sera posé les 15 et 16 février à Sainte-Foy-la-Grande (ville de nais-

sance d'Élisée Reclus et siège des rencontres anarchistes « les Reclusiennes »), avec la création d'un Institut d'écologie sociale et de communalisme. Ses objectifs seront doubles : d'abord informer sur ce qu'est exactement ce projet contre toutes les confusions et récupérations ambiantes ; ensuite stimuler la création des communes libres en offrant des formations théoriques et pratiques, et en aidant les collectifs à se coordonner, à se renforcer mutuellement et à partager les outils nécessaires (1).

Annick Stevens

(1) Les infos sur les activités de l'Institut et sur la vie des communes libres seront publiées sur le site www.ecologiesociale.fr.

LIBRAIRIE MULTI-USAGES



La librairie du Monde libertaire, notre librairie fédérale, on y fait quoi ? Diffuser des livres ; La Palice aurait pu dire la même chose s'il était encore en vie. Des livres d'auteurs anarchistes, sur l'anarchie, dépassant de loin le nombre plus que restreint de titres traitant de ce sujet que l'on peut trouver chez les « grands » distributeurs.

Mais notre librairie fédérale, c'est encore plus que ça ; outre que c'est le siège de notre Fédération, de notre journal (*Le Monde libertaire*), des Éditions du Monde libertaire, de Radio libertaire, c'est aussi là que se déroulent de plus en plus d'animations permettant de diffuser nos idées : projections de films, présentations de livres, organisation de débats, concerts... tout participe à la propagande anarchiste et au développement de notre mouvement. En soi c'est déjà un projet politique.

Avec mes camarades du groupe Salvador-Seguí nous nous inscrivons dans ce projet. En plus des actions diverses et variées auxquelles nous participons (comme tout groupe de la Fédération anarchiste), nous avons tenté depuis de longs mois d'amplifier la dynamique de notre librairie fédérale, en y organisant deux événements par mois. Un exemple au hasard : le dimanche 26 janvier (car oui, la librairie est désormais aussi ouverte tous les dimanches), notre groupe a été amené à participer ce jour-là à une réunion du Collectif de soutien à la librairie du Monde libertaire, pour enchaîner à 14h avec la tenue de sa permanence, continuer à 16h en projetant un film sur les « Gens du voyage », suivi d'un débat animé par

notre camarade Sophie avec la participation amicale de Claire Auzias qui, en guise de bonus avait « amené dans ses bagages » deux camarades grecs qui ont improvisé un autre débat sur la situation politique et sociale dans leur pays. Le tout en anglais traduit par Claire en simultané.

Autant dire, un dimanche bien rempli : commencé à 12h et terminé à 20h (histoire de respecter la journée de huit heures), et qui s'inscrit dans une dynamique que nous souhaitons développer dans nos murs et en dehors.

Par ces temps de grèves et manifestations contre un pouvoir obtus, toujours aussi arrogant, et désireux de raboter ou supprimer une à une toutes les conquêtes sociales obtenues de haute lutte par les travailleurs, développer notre librairie fédérale pour propager nos idées me semble être un des points indispensables s'inscrivant dans notre projet politique, dans ce que nous proposons à la classe travailleuse, à toutes celles et ceux que la société actuelle opprime d'une façon ou d'une autre.

Alors pas d'hésitation, Parisiens ou non, le dimanche ou en semaine, un détour s'impose au 145 rue Amelot (75 011). Plus que jamais, soutien à la librairie du Monde libertaire.

Ramón Pino

Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Faits d'été

QUINZE MOIS SANS GOUVERNEMENT... ET LA BELGIQUE NE S'EN PORTE PAS PLUS MAL !

Cela fait quinze mois que la Belgique est sans gouvernement. Treize mois, après la chute du gouvernement de coalition que dirigeait Charles Michel, aujourd'hui président du conseil européen (Un malin). Dix mois après les élections législatives de mai 2019 qui n'ont débouché sur rien. Et...

Et..., « Même quand il n'y a pas de pilote, l'avion vole... », déclarait Bernard Gilliot, président des patrons de Belgique.

En clair, et cela fait des lustres que les anarchistes le clament : « On n'a pas besoin, ni des gouvernants, ni des patrons, ni des curés, ni du PSG... ».

Eux, par contre, ont besoin de nous.

Incroyable !

Mais pour une fois que c'est le patronat qui le dit !

Jean-Marc Raynaud



IL FAUT INTERDIRE LA RECONNAISSANCE FACIALE

Un espionnage de masse se met en place dans les lieux publics : anonymat, suite et fin ! En intégrant la reconnaissance faciale, les caméras installées dans les lieux publics deviennent des robots chargés de transformer nos vies en pièces à charge offertes aux procureurs.

La rue reconnaît ton visage

Technologie, selfies et capitaux par milliards, chercheurs et ingénieurs par milliers, machines ultra-puissantes, coopérations sans frontières... Les ingrédients étaient réunis pour la Grande Marche des start up-nations vers la dystopie orwellienne, c'est chose faite. Dans ta rue, les caméras peuvent maintenant reconnaître ton visage, et leur réseau te traquer.

Alors que les regards sont tournés vers le Capitalisme de Surveillance des GAFAM (1), l'État se déploie à bas bruit : caméras robots et infrastructures de la 5G optimisées pour le transport des vidéos. Adeptes de l'action directe et ne se payant pas de mots, les Gilets jaunes ont mené et gagné en 2019 la première bataille contre les robots, les radars de bords de route, il s'agit maintenant de bannir les robots caméras de nos rues.

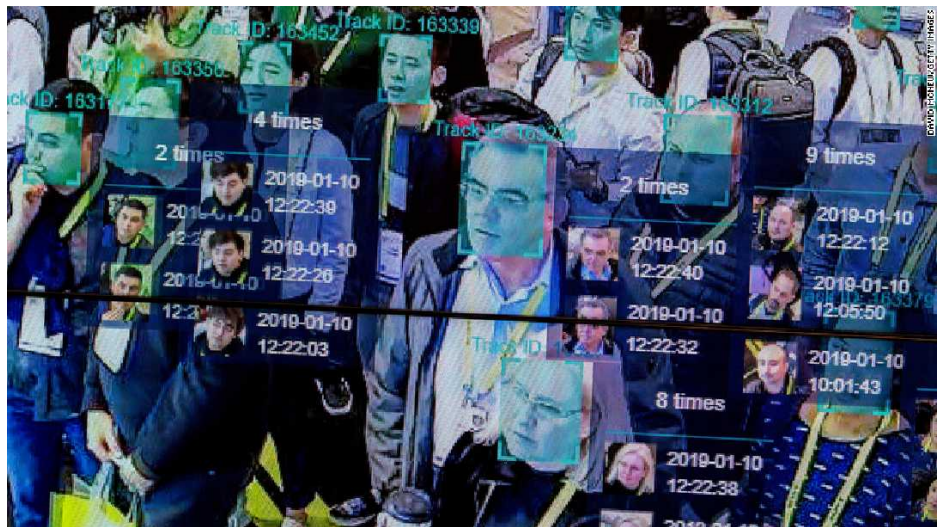
L'État veut nous voir tous

Quand la machine « regarde » le film, c'est en centaines de milliers d'heures de vidéo et non plus en heures que l'on compte. A la première caméra, tu es reconnu, les suivantes te traquent. « *M. Louis X (0.98) était en terrasse, place de la Contrescarpe entre 14h :08 et 15h:22, il a été rejoint par Mme Léa Y. (0.99) entre 14:45 et 15:03. à qui il a remis un paquet (0.72) à 15h, puis s'est déplacé jusqu'à la place de la République, etc. etc.* »

La société panoptique se met en place, c'est maintenant qu'il faut empêcher son avènement. Si nous laissons passer la première vague de robots espions, il sera extrêmement difficile de revenir en arrière, car la perte de l'anonymat peut produire l'autocensure, l'auto-limitation, le découragement.

Aux USA, la police a plié

Le trio leader de ces technologies est sans surprise : Israël, USA et Chine, équipés de leurs cobayes les Palestiniens, Mexicains ou Ouïghours qui fournissent aux start up



les cohortes de testeurs « bénévoles ». Aux USA toutefois, la résistance fête déjà ses premières grandes victoires, en particulier dans les villes de San Francisco, Berkeley et Cambridge qui ont interdit par arrêté municipal l'utilisation policière de la reconnaissance faciale dans les lieux publics. Trois villes qui sont les phares de cette technologie, peuplées de chercheurs et ingénieurs qui connaissent parfaitement les capacités présentes et futures de cette surveillance robotisée. Ils n'en veulent pas ! Leur résistance a été des plus efficaces, elle doit servir d'exemple : « *L'année 2019 a prouvé que l'on peut bloquer la surveillance par reconnaissance faciale !* » nous disent-ils !

L'offensive en France, c'est maintenant

En France, les ministères de la Défense et de l'Intérieur, Google, Facebook, Microsoft, sont les grands bénéficiaires du plan Macron-Villani « Artificial Intelligence for Humanity » on se pince ! Main dans la main, ils tiennent la bourse, en chœur ils dictent la loi, et c'est ensemble que toujours plus ils nous espionneront. Certains chercheurs et ingénieurs commencent à s'en inquiéter mais les directeurs d'instituts et de labos courent à la soupe. Contre ce front uni, la Quadrature du Net et la LDH ont initié le combat pour s'opposer à un déploiement que Cédric O, secrétaire d'État au Numérique assume tout en le minimisant afin de passer sous les radars (3). Il faut « expérimenter » ... notre rôle est celui du cobaye.

Et l'épidémie de coronavirus tombe à point pour augmenter le discours « antiterroriste » d'une justification hygiéniste que le regretté Foucault pourrait nommer – *Surveiller et con-*

finer. Mais il nous faut attaquer : première salve des cobayes récalcitrants : la lettre « *Interdisez la reconnaissance faciale sécuritaire* » (4) publiée le 19/12/2019, et signée par 80 organisations, dont l'Union communiste libertaire. Fin janvier, à cette lettre maintenant signée par plus de 120 organisations s'ajoute la deuxième salve : un « *Appel aux candidat.e.s aux municipales à s'opposer à la reconnaissance faciale* » (5), signée par 124 organisations, dont la Fédération anarchiste. Il s'agit de profiter des élections municipales pour créer le débat, interpeller les candidats et les inciter à se positionner.

Un monde sans anonymat est un monde désespérant et ultra-violent, battons-nous maintenant pour interdire les robots espions.

André Durand

1. Google, Facebook, Amazon, Microsoft : les premiers à avoir compris le potentiel de l'Intelligence Artificielle
2. Selon l'adage « Quand c'est gratuit, c'est toi le produit. »
3. https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/10/14/cedric-o-experimenter-la-reconnaissance-faciale-est-necessaire-pour-que-nos-industriels-progressent_6015395_3234.html
4. https://www.laquadrature.net/2019/12/19/rf_securitaire/
5. <https://www.laquadrature.net/wp-content/uploads/sites/8/2019/12/lettre-ouverte-reco-faciale.pdf>

#ONARRÊTETOUTES #GRÈVEFÉMINISTE #JEGRÈVELE8MARS

En ce 8 mars, plusieurs appels préparatoires à la mobilisation. La grève féministe est appelée par *On arrête toutes*, d'un côté, et de l'autre, les associations féministes et les syndicats font une proposition d'appel unitaire et d'action en commun pour la grève féministe. « *Le 8 mars prochain, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous appelons toutes les dynamiques féministes à converger* ». Tant pour les unes que pour les autres, la visibilité des femmes dans la mobilisation des Gilets jaunes et dans celle contre la réforme des retraites avec « *A cause de Macron* » ne doit pas être perdue mais le 8 mars ne peut s'effacer derrière la seule lutte contre les retraites à la sauce Macron. Et faire grève le dimanche 8 mars, oui, et continuer le lundi 9 pour que l'impact soit plus fort !

Nous sommes les femmes du monde entier qui se lèvent et se révoltent pour dénoncer la domination et l'exploitation et remettre en cause le patriarcat.

Mobilisées en masse depuis des décennies et encore le 23 novembre dernier pour exiger une société sans violences sexistes et sexuelles.

En lutte, en grève, en manifestation depuis le 5 décembre pour exiger le retrait de la réforme des retraites.

Nous sommes fortes, nous sommes fières. Nous sommes les grandes gagnantes.

Si nous sommes les grandes gagnantes ce n'est pas grâce à la réforme des retraites de ce gouvernement, mais parce que notre mobilisation sera victorieuse.

Nous sommes les grandes gagnantes parce que nous sommes celles qui brisons le silence et qui dénonçons les violences.

Nous sommes les grandes gagnantes parce que nous refusons la dévalorisation du travail des femmes, travail salarié, précaire, et travail invisible domestique quotidien.

Nous sommes les grandes gagnantes parce que nous refusons toute discrimination liée au genre, à l'origine ou à l'orientation sexuelle.

Nous sommes les grandes gagnantes car nous refusons que les jeunes soient livrées à la précarité.

Le 8 mars, ensemble portons le mot d'ordre international de grève féministe. Le 8 mars, on arrête tout-e-s. Pour exiger une égale répartition du travail domestique et de soin entre les femmes et les hommes. Pour libérer les femmes du travail précaire et décalé auquel elles sont trop souvent assignées. Pour en finir avec des modes de consommations sexistes et destructeurs de la planète. Pour défendre le droit à l'avortement contre

les attaques constantes dont il est l'objet, pour dénoncer la casse des services publics dont nous sommes les premières à faire les frais, pour dénoncer le refoulement en dehors de nos frontières des personnes exilées fuyant les guerres, la misère et le dérèglement climatique.

Le week-end du 8 mars, multiplions les actions et organisons la marche des grandes gagnantes sur tout le territoire. Cheminotes, infirmières, hôtesses, agentes du nettoyage, ouvrières, caissières, enseignantes, cadres, étudiantes, travailleuses indépendantes, artistes, avocates, retraitées..., défilons toutes en tenue de travail, à l'image de « *Rosie la Riveteuse* », icône de toutes les travailleuses invisibles. Revendiquons, dansons et chantons d'une même voix pour exiger le retrait de la réforme des retraites et refuser qu'« *À cause de Macron, grandes perdantes nous soyons* ». Dénonçons partout les inégalités de salaires et de pensions, exigeons l'égalité professionnelle.

Parce que les femmes partout dans le monde se lèvent et luttent pour l'égalité et leur émancipation, soyons les grandes gagnantes ce 8 mars !



1871 - 2021

il y a 150 ans

La Commune de Paris



Colloque

PROGRAMME

SAMEDI

- Film La Commune de Guerra
- Conférence inaugurale
- Les internationalistes anti-autoritaires
- La Commune et les femmes
- La Commune et l'éducation
- Les artistes et la Commune... Courbet et les autres

DIMANCHE

- Les autres Communes : Marseille, Lyon, Limoge, Grenoble
- Les réquisitions d'atelier, décret du 16 avril 71
- Conclusion des organisateurs

organisé par la CNT-RP 

et le groupe

Commune de Paris

de la FA 

23 et 24 janvier 2021

au LAP

SOUSCRIPTION pour

la publication des Actes :

15€



Chèque à l'ordre de Norbert Devermelle, inscrire au dos du chèque "Colloque 21", à adresser à PUBLICO - 145 rue Amelot - 75011 PARIS, à l'Intention de Norbert D./Commune de Paris

LE PRIX SANGlant DU CHRISTIANISME

« Je préfère le paradis pour son climat, mais l'enfer pour ses fréquentations. »

Cardinal de Bernis

Quand le catholicisme s'implante

Contrairement au Christ, son héros, le christianisme n'est pas né sur des terrains « vierges » ; à chaque vague d'expansion, ses représentants se sont heurtés de plein fouet à des cultures et croyances solidement installées. Des peuples adoraient le soleil, respectaient la nature, craignaient la foudre et les éclairs, ils avaient pour les guider des chamans ou des « sorciers », pratiquaient le « vaudou », se prosternaient devant des totems... Autant dire que pour imposer le monothéisme, il a fallu répandre la peur et semer la terreur, et trop souvent la mort... Il s'agissait de s'approprier la domination des êtres humains souvent considérés comme des sous-hommes. Pensez donc, ils adoraient et vénéraient des choses bassement matérielles... et ils vivaient en symbiose avec la nature. Alors que ces charlatans d'une espèce autrement dangereuse leur imposaient d'abandonner leurs croyances et disaient d'eux que c'étaient des païens, ils ne croyaient pas à l'existence de ce Dieu qu'ils leur apportaient sur « l'autel » de la religion catholique. Ce Dieu qui avait créé le monde et fécondé une femme qui, après son accouchement, était encore vierge !

Concrètement, ces « païens » avaient compris que sous le couvert d'apporter la « civilisation » les missionnaires envoyés sur le terrain par l'Église catholique voulaient s'approprier leurs terres et leurs richesses, et qu'il fallait pour cela les endoctriner, les rendre dépendants, leur faire croire à un Dieu que l'on ne pouvait voir mais qui avait forme humaine, mais et surtout, qui avait un immense pouvoir. Il suffisait d'y croire ! Bref, il était partout et capable de punir, car il voyait tous nos gestes et toutes nos fautes. De surcroît, il était très méchant, car il pouvait déclencher des catastrophes, des guerres et épidémies tuant des milliers de personnes... mais parce qu'il était bon, disaient ses représentants sur terre. Et cerise sur la vierge, si durant notre vie, nous avons été obéissants, au moment du trépas, nous irions au paradis sinon, c'est l'enfer et son lot de souffrances éternelles (sic). Le christianisme, en fait, avait peu inventé, il a surtout plagié le polythéisme et en moins bien, car les païens croyaient aux pouvoirs de choses qu'ils voyaient ou entendaient agir – le soleil, la lune, le tonnerre... –, tandis que les chrétiens devaient croire en un personnage invisible, omnipotent et omniscient !



Menhir christianisé sur la commune de Pleumeur-Bodou

Destruction, oblitération et dénaturation

Bien avant l'assaut des conquistadors portant le sabre et le goupillon contre les « Indiens », l'Europe elle-même a été la première victime de cette barbarie coloniale, portant l'épée et la croix contre ses paysans, les « païens » ! Grégoire de Tours, relate l'initiative pastorale d'un évêque auvergnat qui, impuissant à déraciner une fête païenne qui se déroulait sur le mont Helarius, fit construire sur les lieux une église en l'honneur du saint chrétien Hilarius ! Ou encore Grégoire « Le Grand » donnant aux missionnaires envoyés en Angleterre des instructions sur la façon de transformer les temples païens en églises chrétiennes. Ces deux exemples illustrent la façon avec laquelle l'Église catholique s'est implantée : par la force. Pour se développer et construire une légitimité, c'est une autre Trinité, qu'elle a mise en œuvre. Inavouable, car faite de *destructions*, *oblitérations* et *dénaturations*.

Destruction : pour laisser le champ libre au monothéisme, il fallait rendre impossible la pratique des coutumes et des rites dédiés aux dieux ancestraux. Détruire les temples, souiller les sources, abattre les bois sacrés, brûler les sanctuaires, et jusqu'à des villages. Dans ses édits impériaux, Théodose II, em-

peur de 408 à 450, interdit les sacrifices, exile les prêtres, ordonne de détruire les temples, puis finalement, de « *supplicier par l'épée* » les derniers réfractaires. Pour parfaire le crime, les autodafés ordonnés par l'empire, ont éradiqué les très riches sources de la culture païenne savante. Pour y revenir, il faudra attendre les Lumières, et passer par les traducteurs et commentateurs arabes des Grecs pour renouer avec la philosophie.

Oblitération : cette arme culturelle consistait à créer la confusion en superposant à l'existant, comme on l'a vu plus haut, des thèmes, des pratiques, des monuments, des personnages chrétiens. Il s'agissait d'oblitérer, d'éliminer la culture païenne.

Dénaturation : un des procédés les plus importants, qui dénigre et tourne en dérision la culture païenne, ses thèmes, ses rituels, ses idoles, ses temples... pour dénaturer radicalement leur signification. S'appuyer sur la culture existante pour en imposer une autre encore plus sclérosante, comme par exemple dans le cas du dragon, figure ambivalente de la culture traditionnelle interprétée comme « bonne ou mauvaise ». Ce thème a été repris par la culture catholique d'une

façon purement négative et a été « démonstré », pour mieux le dévaloriser. Le dragon des paysans doit être « terrassé » par Saint Michel.

Carnac, en Bretagne, un centre culturel d'une grande importance, est un autre exemple montrant à quel point la religion catholique s'est appropriée d'une manière violente et obscurantiste la culture plus que millénaire qui existait bien avant l'invasion. L'Église catholique, apostolique et romaine se devait de l'éradiquer rapidement, elle y mit les moyens ! Carnac est le lieu d'un site mégalithique de plus de 3000 menhirs et dolmens, qui date de l'époque néolithique, il y a près de 5000 ans... donc bien avant l'arrivée de Jésus-Christ. A proximité des menhirs et des dolmens, on trouvait un ou plusieurs tumuli. Contrairement, bien sûr, à la propagande catholique, les individus du Néolithique n'étaient ni des sauvages ni des mécréants, mais vivaient au sein d'une organisation sociale structurée faite de villages et de camps. Ils pratiquaient l'élevage, la pêche, l'agriculture et le commerce, et travaillaient la céramique et la pierre polie.

Un site religieux

Ce site mégalithique était un lieu de cérémonies et de culte. Ces alignements de menhirs « pierres longues » et dolmens « tables de pierre » avaient un lien fort avec l'astronomie. La population connaissait les relations étroites entre les tempêtes, les marées, les quartiers lunaires et les saisons.

Les composantes du site sont de différentes natures :

- « Menhir » : partie d'un alignement de pierres levées qui permet le cheminement vers un espace sacré, un lieu de culte. Il est très rare de trouver un menhir isolé.

- « Cairn » : un alignement de pierres formant un muret.

- « Cromlech » : une enceinte constituée de pierres levées formant un cercle. Certaines de ces pierres sont ornées de gravures.

- « Dolmen » : une table où l'on pratiquait des sacrifices (animaux) en offrandes aux Dieux. Il servait également de chambre funéraire collective ou individuelle.

- « Tumulus » : un amoncellement de terre et de pierres qui donne l'apparence d'une colline. L'intérieur est constitué de chambres funéraires, de galeries qui permettent d'y accéder et ces galeries sont étayées par des menhirs.

Les menhirs sont parfois gravés de formes abstraites comme des lignes ou des spirales mais aussi d'objets concrets, comme des haches, des jougs, des houlettes de berger, ou encore de visages, de seins, de colliers,

de plis de vêtements, de cheveux en tresse... Ce sont des vestiges d'une civilisation avancée à même de déplacer et lever des pierres de plusieurs tonnes, qui maîtrisait des techniques et des méthodes complexes, signes d'une culture développée et efficace... la preuve qu'une population importante vivait dans cette région, avec ses propres rites et croyances. Les dieux étaient nombreux, notamment ce dieu cornu totémique, protecteur du bétail et plus particulièrement des bêtes à cornes. Lié à la fertilité, tout à la fois maître des animaux et intermédiaire entre le monde des vivants et celui des morts, il s'appelait Kernunnos, ou Cernunnos.

Le site de Carnac illustre la violence déployée pour éradiquer les cultes ancestraux de la terre bretonne. Au Moyen Âge, certains menhirs sont « christianisés » par l'adjonction de croix et de gravures religieuses. Les nouveaux obscurantistes ont bâti une chapelle « saint Michel » sur le haut du tumulus et ont inventé une fable pour s'approprier le site sacré. Ils ont fait de Kernunnos (Korneli en breton) un pape du nom de « Cornély », saint patron de Carnac et des bêtes à cornes ! Au point où, devant l'entrée principale de l'église, figure son portrait encadré de deux bêtes à cornes. Voici comment on peut abrutir les individus avec des sornettes (des cornettes) et profiter de leur crédulité. Poursuivi par une armée de « païens », le pape « Cornély » se serait retrouvé face à la mer, sans possibil-

ité de fuite possible. Se cachant (sic) alors dans l'oreille d'un de ses deux bœufs qui l'accompagnaient et grâce à ses prières, il changea en pierre la troupe de ses poursuivants. Ainsi seraient nés les « alignements de Carnac » ...

Certes le paganisme peut contenir une idolâtrie de la nature et des éléments qui la composent, tandis que le christianisme est la vénération d'un Dieu que l'on pourrait nommer « l'Arlésienne », ses fidèles en parlant d'autant plus qu'ils ne le voient jamais – ils appellent cela « un miracle ». La morale païenne me paraît en définitive beaucoup plus équitable que les morales révélées. C'est une morale qui ne crée pas des valeurs sur la base sclérosante des interdits, de l'ascèse et du péché, mais sur la base stimulante de la discipline, de la fierté et de l'affirmation de soi et du respect de la nature.

Le paganisme même pris dans son sens le plus crédule reste une entreprise de divination poétique de la nature, tandis que les religions monothéistes – qui se prétendent « grandes » – sont avant tout des instruments de déviation du sens naturel et se fondent sur la foi. La crédulité reste enracinée dans le monde, elle est vaincue dès lors que la vérité s'épanouit, lors que la foi est constitutivement tournée vers l'au-delà... inaccessible à la vérité.

Justom



Dolmen de Cruz Menquen (Carnac) transformé en calvaire avec le rajout de la croix de granite

« LAS KELLYS » RÉVOLTE DES FEMMES DE CHAMBRE



En Espagne, elles sont plus de 150 000 (90% du personnel féminin de nettoyage dans les hôtels ou les appartements de tourisme) à offrir leurs services sans compter leurs heures sup. 71,5% d'entre elles consomment quotidiennement des médicaments pour affronter leur journée de travail. Dans ce secteur, les femmes immigrées sont nombreuses, en particulier celles originaires d'Amérique latine.

En totale sous-traitance. À s'occuper de vingt-cinq chambres par jour. Quatre lits par chambre, trois euros de rémunération chacune. Afin de subvenir à leurs besoins, plusieurs d'entre elles alternent les hôtels. La détérioration des conditions de ce travail éreintant a poussé « Las Kellys », contraction de « Las que limpian », en espagnol, (celles qui nettoient), à se regrouper et créer un collectif de revendication. Le mouvement est né en 2014 sur Facebook. Une association autonome qui parie sur l'autogestion s'est créée le 11 octobre 2016 à Barcelone, sur la base d'un manifeste dont les groupes territoriaux ont adhéré, chaque groupe se réunit dans des lieux gratuits et ouverts, la coordination des groupes se fait entre ses porte-paroles. L'association « Las Kellys » dispose de huit relais à l'échelle espagnole. Outre Madrid, elles sont présentes dans plusieurs points névralgiques du tourisme ibère : Benidorm, Cádiz, Fuerteventura, La Rioja, Mallorca ou encore Lanzarote. L'objectif est clair : rendre visible un service aussi indispensable que méprisé et contribuer à améliorer leur qualité de vie, revendiquant la retraite anticipée, reconnaissance du travail pénible, reconnaissance des maladies professionnelles reliées à l'appareil moteur et musculaire squelettique.

L'association « Las Kellys » regroupe des femmes de chambre en révolte contre des

conditions de travail qui se détériorent alors que le tourisme croît de manière constante. Non à la sous-traitance. Au-delà des conditions de travail qui se dégradent, les femmes de chambre dénoncent une véritable « fraude » de la part des responsables du secteur, qui applique une lecture large des cas où devraient s'appliquer l'externalisation.

Lulu, affiliée chez les anarchistes de la CNT, célèbres au temps de la guerre civile espagnole (1936-1939), confirme la tendance au tout-externalisé : « *J'ai passé vingt ans de ma vie dans ce monde, j'ai bien vu la différence. Ils essaient d'évacuer celles sous contrats fixes. C'est sur notre dos qu'ils deviennent millionnaires !* ». Elles jouent les trouble-fêtes. « *On montre du doigt des hôtels en allant crier juste devant leurs portes* », « *ici, on exploite* », alors « *ils ont un peu peur de nous* », résume une porte-parole du mouvement, Myriam Barros, (40 ans).

À force de manifester sous les fenêtres des hôtels, « Las Kellys », ont remporté plusieurs victoires et colporté en Europe leur revendication : en finir avec la sous-traitance du ménage qui les épuise et appauvrit (certaines sont au chômage, d'autres en activité, certaines sont en stage, d'autres sont rémunérées, certaines sont temporaires d'autres fixes, certaines travaillent en équipe, d'autres pour une entreprise externe, certaines ont un contrat à la demi-journée, d'autres à la journée de huit heures, certaines sont affiliées dans différents syndicats, d'autres dans aucun, certaines sont espagnoles, d'autres sont étrangères). En 2016, les socialistes - alors dans l'opposition - avaient vainement présenté une proposition de loi pour « *garantir que les travailleurs en sous-traitance (...) bénéficient des mêmes conditions que s'ils étaient embauchés directement* ». En 2017, les Kellys étaient allées clamer leur cause

au Parlement européen et dénoncer la sous-traitance qui va en se généralisant.

L'association attend de voir ce que fera le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez. Deuxième destination mondiale, l'Espagne a connu une nouvelle année record en accueillant 82 millions de touristes étrangers. Les touristes internationaux ne les remarqueront sans doute pas. Elles sont les petites mains de l'industrie du tourisme de masse. Invisibles, ou presque. Les femmes de chambre, maillons incontournables de la prestation offerte au client d'hôtel, effectuent des tâches difficiles et peu valorisées. Ces femmes discrètes que les clients des hôtels ne font qu'entrevoir quand elles poussent leur chariot dans le couloir se transforment en "guerrières", quand elles enfilent le T-shirt vert de militante, en revanche dans leur démarche, elles font déjà figures de travailleuses à la lutte exemplaire, soutenues et applaudies par Gonzalo Fuentes du syndicat Commissions ouvrières. Une exposition en ligne *Le combat des femmes contre la précarité* leur est même déjà consacrée. De quoi faire des émules en Espagne, en Europe, et bien au delà. Un mouvement exemplaire.

En France également, les femmes de chambre manifestent au devant de Matignon pour faire entendre leurs droits auprès de la secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes. Les motifs d'indignation sont les mêmes : sous-traitance, surcharge de travail et fragilité sociale. Le mépris des clients et des entreprises n'a que suffisamment duré pour les guerrières de l'hôtel !

Juan Chica Ventura
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Le monde comme il va

L'ALLEMAGNE N'EXISTE PAS !



Vous n'étiez pas au courant, et bien voilà. Des habitants de l'autre côté du Rhin considèrent que la République fédérale allemande n'a pas d'existence légale. Ils se considèrent eux comme des citoyens du Reich (Reichsbürger) ! Donc aucune raison de payer des impôts à une bureaucratie qu'ils ne reconnaissent pas. Combien sont-ils ? Selon le BfV (Bureau du renseignement allemand) ils seraient entre une dizaine de milliers et 120 000 dont 5 à 600 proches des néo-nazis et prêts à recourir à la violence. Selon la même source, 10% d'entre eux seraient titulaires d'un permis de port d'arme. Certains auraient même tenté de se procurer des AK47 (Kalashnikov).

Comment justifient-ils leur position ? Le Reich existe toujours, il a été occupé et exploité par des forces exogènes depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Logiques, ils le sont en refusant de payer leurs impôts, en refusant les textes fondamentaux de la République fédérale. Certains ont même créé un passeport du Reich. Leur position est axée sur le désir d'afficher ouvertement son patriotisme et le sentiment que les Allemands continuent d'être discriminés du fait de leur passé national-socialiste. Cette vision du monde se veut antiméricaniste et fait montre d'une peur de la mondialisation en ce qui concerne l'économie et la culture. Cette dernière caractérise aussi l'idéologie anti-Union européenne dont le groupe se revendique, ainsi que le sentiment relatif d'abandon et d'exclusion par les pays européens en termes d'intégration économique, politique et sociale. Ces citoyens du Reich parlent même d'une « dictature européenne ». L'antisémitisme traditionnel a cédé le pas à une islamophobie délirante. Ils sont Le Peuple, das Volk !

Et le KKK ?

Présent en Allemagne depuis près de cent ans le Klan semble avoir des liens avec ces Reichsbürger. Selon le gouvernement fédéral, des responsables de la police auraient eu également des contacts avec le KKK : "Deux membres de la police du Bade-Wurtemberg étaient au moins temporairement membres des" Chevaliers blancs européens du Ku Klux Klan "(EWK KKK) en 2001/2001". Ce qui est sûr par contre, c'est que les signes nazis se portent bien dans l'Amérique des suprémacistes blancs. Dans Paris Match (08/02/20) il était possible de lire une description d'une espèce d'uniforme pro nazi d'une certaine jeunesse allemande. Pas de Boots aux pieds mais des New Balance, casquette noir Nike, pantalon de survêtement Adidas noire aussi, veste NorthFace, qui n'a plus rien à faire avec la montagne et « un petit sac Wotanjugend du nom d'un groupe russe responsable de profanation de tombes juives ».

En France la frange « dure » de l'extrême-droite a vu partir un de ses plus beaux fleurons. Roger Holeindre est mort à l'âge de 91 ans. Marion Maréchal et son grand-père ont assisté à ses obsèques, dans une église, de celui qu'ils considéraient comme "Un des derniers remparts de l'armée française". Gardons les yeux ouverts !

Le guetteur.

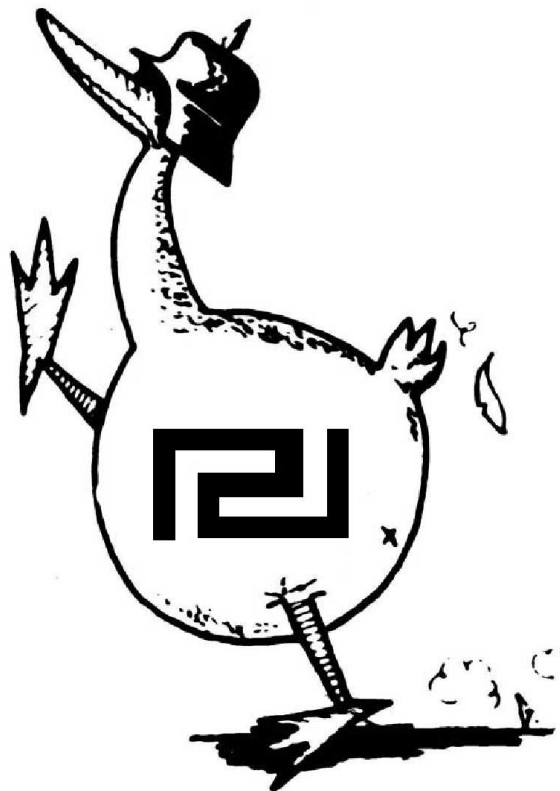
AUBE DORÉE

LE CRÉPUSCULE DU FASCISME 2E PARTIE

Ma découverte d'Aube Dorée

Ma découverte de l'existence de la revue « Aube Dorée » s'est faite de façon surprenante. C'est dans un kiosque de l'aéroport international grec d'Athènes que j'ai aperçu, entre deux magazines de militaires, une revue dont la « Une » montrait un dessin d'Hitler brandissant fièrement un drapeau nazi. Le titre était « *Hitler pour 1000 ans* » (!) était offert en cadeau sous cellophane un drapeau nazi ! (1) Quand je montre le magazine à la vendeuse, aussi surprise que moi, elle le retire immédiatement.

C'est avant les élections de 2009, dans un spot publicitaire que j'apprends l'existence d'un parti « Aube dorée ». Le fait qu'un parti néonazi se présente à des élections me paraît tellement absurde que je souris niatement. Sourire de très courte durée, puisque trois ans après, ce parti qui en 2009 avait obtenu juste 19 624 voix (0,29 %) obtient aux élections de mai 2012, 440 966 voix (6,97 %) et 21 sièges du parlement... Mon visage s'est même glacé quand, lors de leur première conférence de presse en direct, des hommes rasés en noir ordonnent aux journalistes présents de se lever pour accueillir dignement leur « führer ». « *Levez-vous, montrez votre respect... tout le monde debout !* » Michaloliakos monte sur l'estrade et lance son discours : « *Veni, Vidi, Vici... L'heure de la peur a sonné pour les traîtres à la patrie !* »



2009- 2019-La décennie de la crise

Entre 1950 et 1973, la Grèce est le deuxième pays au monde après le Japon à connaître une croissance annuelle de plus de 7 %. Ce pays très pauvre se développe et se transforme. En 1981, la Grèce entre dans l'Union européenne et en 2001, fournissant de fausses statistiques, elle rejoint la zone euro. Durant les années 2000, l'économie se porte toujours bien et les Grecs restent confiants. Divers événements augmentent la « fierté nationale », comme l'organisation des jeux olympiques d'Athènes 2004 ainsi que la coupe d'Europe de football la même année (2) ; la première place au concours de l'Eurovision en 2005 et la finale de la coupe du monde de basket en 2006. C'est une époque où les banques appellent les ménagères pour les féliciter d'avoir gagné une carte de crédit... L'époque où des spots publicitaires encouragent les grecs à prendre un « crédit de vacances ». Et puis, arrive la crise mondiale de 2008, les parachutes dorés et tout le tralala... Qui va payer la facture ?

En 2009 la Grèce, le mauvais élève de la zone euros, se retrouve avec un déficit de

279 milliards euros de dette (115% de son PIB). Le taux de croissance de 2004 (+ 4,7%) tombe à (-9,1 %) en 2011 L'Europe est en crise ! La « Une » de l'hebdomadaire allemand *Focus* du 22 février 2010, est honteuse. Elle montre la statue de la Vénus de Milos avec le drapeau grec autour de sa taille, faisant un doigt d'honneur. Le titre : « *Fraude dans la famille de l'Euro* ». Deux mois plus tard, le magazine allemand « *Bild Zeitung* » (12 millions de lecteurs), incite la Grèce à vendre ses îles : « *Vendez donc vos îles, Grecs en faillite !* », et ajoute que « *Quand on est en faillite, on vend tout ce qu'on a.* » « *Bild* » estime que la valeur de l'Acropole est de 100 milliards d'euros. Quelques jours plus tard, en riposte, le quotidien grec « *Eleftheros Typos* » affiche en Une, la déesse de la colonne de la Victoire (Berlin), brandissant la croix gammée. Toujours en 2010, le vice-premier ministre grec, Théodoros Pangalos, lors d'une interview à la BBC lance une bombe : « *Ils ont pris les réserves d'or de Banque de Grèce, ils ont pris l'argent grec et ne l'ont jamais rendu. C'est un sujet qu'il faudra bien aborder un jour ou l'autre.* » (3).

Pour rembourser une partie de cette dette en cinq ans seulement de 2010 à 2015, l'État grec se voit octroyer 216 milliards d'euros (4) de prêt assortis à de sévères mesures d'austérité (5). Malgré ces réformes, la dette continue d'augmenter. En juillet 2013, le chômage atteint un pic de 27,9 % et en 2015, la dette s'élève à 175 % du PIB du pays.

Deux partis sont les grands gagnants de cette terrible crise :

- Le parti de la coalition de la gauche radicale (Syriza) (6), qui en presque dix ans seulement après sa création, accède au pouvoir, passant de 6 sièges aux législatives de 2004 (3,3 % des suffrages) à 149 sièges (36,34% des suffrages), en 2015 (7).
- Le parti néonazi grecque Aube Dorée, qui passe de 0,46 % des suffrages aux législatives de 2009, à 6,97% en 2012 et envoie 21 députés néonazis au parlement. Lors des élections européennes de 2014, il devient le troisième parti de Grèce et obtient trois eurodéputés.

F. Foinikiotis



1) La Grèce est un pays surprenant, on peut tout y voir. Des vieilles personnes xénophobes loger des immigrés. Des fascistes admirateurs du Che. Des policiers applaudir des manifestants communistes. Un jour, au centre d'Athènes j'ai même vu sur un stand ambulancier, un immigré vendre parmi d'autres livres : « Mein Kampf » ...

2) Petite anecdote : l'équipe nationale de Grèce qui n'avait jamais auparavant remporté une seule victoire en compétition internationale, gagne la coupe d'Europe.

3) Le 6 avril 1941, quand l'Allemagne envahit la Grèce pour subvenir à ses besoins de guerre, elle impose à la Banque centrale grecque, un prêt de 476 millions de Reichsmarks. Un emprunt qui ne sera jamais remboursé. Le 15 février 2012, l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit interpelle les responsables allemands au Parlement européen : « Les Allemands, qui rechignent à financer un second plan de sauvetage pour la Grèce,

devraient se souvenir de tout ce qu'ils ont pillé dans ce pays pendant la Seconde Guerre mondiale (...) Avec les intérêts, ce sont 81 milliards d'euros qui sont dus à Athènes. C'est là une autre façon de voir l'Europe et son histoire (...) Les Allemands, qui se disent vertueux, estiment que les Grecs ont péché et qu'ils doivent payer. Or, ceux qui ont le plus péché, ce sont tout de même les Allemands, dont la dette a pourtant été effacée parce que les Américains y voyaient un intérêt stratégique. Pourquoi ne pas considérer que sauver la Grèce est stratégique, au lieu de mettre ce pays à genoux ? »

4) La Grèce est contrainte de rembourser une dette dont elle n'a sans doute jamais perçu l'argent. Selon Zoé Konstatopoulou, présidente du parlement hellénique en 2015, M. Stournaras directeur de la banque centrale de la Grèce a refusé de donner au gouvernement de Syriza, les transactions bancaires de la banque centrale grecque qui concernait les prêts. Un membre du FMI,

Paolo Batista, invité en 2015 à la télévision grecque, a déclaré : « *L'argent a été donné pour sauver les banques françaises et allemandes, pas la Grèce.* »

5) Réduction des salaires à plus de 30 %, baisse des retraites ; réduction des frais de l'État (hôpitaux, écoles) ; licenciements massifs ; gel des recrutements des fonctionnaires ; privatisations des propriétés foncières de l'État. Jusqu'à aujourd'hui les créanciers (Troika : Fonds Monétaire International FMI, Commission européenne, Banque centrale européenne), vont imposer au peuple grecque plus de 450 réformes ! La situation sociale est dramatique. Le peuple grec est déprimé. Des milliers de boutiques spécialisées dans le commerce de l'or fleurissent dans tous les coins d'Athènes. Par moments, on se croirait aux États-Unis au moment de la crise de 29...

6) Depuis la chute de la dictature des colonels en août 1974 et le rétablissement de la « démocratie » durant 40 ans, il n'y a eu que deux partis seulement qui ont dominé le paysage politique grec : La Nouvelle Démocratie (parti conservateur) et le PASOK (mouvement socialiste panhellénique).

7) Jusqu'à son accession au pouvoir, le parti de Syriza s'est toujours présenté comme un parti « antisystème et eurosceptique ». Alexis Tsipras, lors d'un discours de 2012, avait déclaré que s'il était élu, il allait « *Déchirer les memoranda imposés par les créanciers.* » Une fois élu en 2015, il change de discours et promet de se battre pour renégocier la dette. Les créanciers restent fermes : soit la Grèce accepte le nouveau plan d'austérité, soit elle sort de la zone euro. Il n'y a pas de négociation possible. Le 27 juin, Alexis Tsipras lance un référendum demandant aux Grecs s'ils sont prêts à accepter le nouveau plan imposé par la zone euro. Les créanciers, pour influencer le vote, vont même oser fermer les banques une semaine avant le référendum. Malgré ce chantage, le peuple grec persiste et vote massivement « Non » à 64 %. Un « Non » que Tsipras ne prend pas en compte puisqu'il signe un nouveau plan d'aide à 80 milliards assorti d'encre plus de mesures de rigueur. Ça rappelle le référendum français de 2005...

LES ANARCHISTES À NOUVEAU FRÉQUENTABLES ?



France Culture qui consacre une émission *Les Chemins de la philosophie* à Bakounine, le capital sympathie drainé par Isabelle Attard et son interview virale sur Reporterre, le quotidien de l'écologie, et maintenant RTBF Info (chaîne publique belge francophone) qui enfonce le clou, en faisant à son tour l'éloge de la fréquentabilité des anarchistes... Une BD vient de sortir, signée Véronique Bergen sur les dessins de Winschluss (Éditions du Lombard), intitulée *L'Anarchie*, et on en parle sur la chaîne du service public. Que se passe-t-il ? Les médias plus ou moins mainstream et respectables auraient-ils découvert un nouveau continent ?

Allez, on va pas bouder notre plaisir ! C'est plutôt positif pour un mouvement caricaturé à l'envi depuis sa naissance, et dont on n'a retenue en général que la période de la propagande par le fait. Foutus poseurs de bombes, va ! Ou : comment faire passer pour de dangereux criminels des Ravachol ou des Émile Henry, qui voulaient renverser une société qui, entre 1914 et 1918, a engendré un des conflits les plus meurtriers de l'histoire. Les "terroristes anarchistes" ? Des petits joueurs face aux bouchers célèbres comme des héros des Nations !

Toujours est-il que le risque est grand, et la tentation guette, de demeurer dans l'entre-soi des "vrais" anarchistes militant.e.s. Alors, non, on ne va pas bouder notre plaisir et rester de notre côté, chacun, chacune dans nos factions (parce que c'est bien connu, en plus : moins on est nombreux, plus on se divise, parmi les milieux activistes... !) Tout

comme on ne l'a pas boudé quand ARTE a diffusé le documentaire de Tancrède Ramonet, *Ni dieu ni maître*. Au demeurant, c'est assez cocasse de constater que la chaîne de télé culturelle n'a pas souhaité financer la suite prévue par le réalisateur... Parce que cet ultime volet se rapprochait un peu trop d'ici et maintenant ? Parce qu'on quittait le sol rassurant de l'illustre passé ? Parce qu'on pourrait craindre de favoriser un regain d'engagement anarchiste aujourd'hui ? Allons, assez de mauvais esprit ! Quels rabat-joie, ces anars...

En fait, ce qu'on veut rappeler, surtout, c'est que l'anarchisme, ce n'est pas un courant pittoresque de l'histoire. Ce n'est pas une clique de doux utopistes rêveurs, pas plus qu'on ne peut résumer leur influence aux attentats des propagandistes par le fait. Les anarchistes, aujourd'hui plus que jamais, ne font pas la révolution « pour rire ». Il est réellement question de favoriser l'éclatement de la révolution sociale, encore et toujours, c'est-à-dire l'avènement d'une société sans classe et sans État, avec les terres et les moyens de production aux mains des travailleurs et travailleuses (un socialisme non autoritaire... libertaire, quoi !), débarrassée de toutes les formes d'aliénation que sont le patriarcat, le salariat, le religionariat (des fois, il faut pouvoir avoir recours à des néologismes juste pour le plaisir de la rime !)

Le problème de la pratique libertaire, aux yeux de l'État bourgeois, comme à ceux des États despotiques au demeurant, c'est que ça marche ! Chaque fois que les anarchistes

luttent et agissent intensivement, les droits sociaux évoluent dans le bon sens. Voilà sans doute ce que veut faire savoir madame Véronique Bergen. Mais que les anarchistes, peu nombreux et nombreuses, savaient déjà... Alors quoi, quel constat ? Notre mode de propagande, à nous autres anarchistes, serait-il défaillant ? Peut-être. Faut dire qu'on n'a pas les mêmes moyens non plus (on parle ici de moyens financiers, bien entendu). En attendant, nous pensons que ces petits pas, dans le bon sens, des médias bourgeois et des médias plus ou moins alternatifs devraient les inciter à aller encore plus loin. Non seulement en évoquant, par exemple, les luttes qui se mènent actuellement en Rojava, ou plus près de nous, à Exarcheia, quartier d'Athènes où se déroulent des événements décisifs pour l'avenir des libertés, en Grèce comme partout en Europe et dans le monde. Mais encore, en revendiquant l'application concrète de l'autogestion au sein même de leurs entreprises ! Délivrez-vous, autant que possible, tant de l'actionnariat que des conseils d'administration politisés, qui ne convoitent que l'accaparement des petites parcelles de pouvoir auto-justifiant leur existence. Et *le pouvoir est maudit*, comme a dit Louise Michel... Vous le savez, à présent que vous avez lu la BD de Véronique Bergen et Winschluss !

Allez, compagnons, compagnonnes, encore un petit effort si vous voulez devenir anarchistes !...

Chéridoine

DES CADEAUX AUX PATRONS ET DAVANTAGE DE MILITAIRES EN AFRIQUE

Mardi 21 janvier, Emmanuel Macron a tenu à l'Élysée un discours devant « 500 champions des territoires » baptisés Entreprises de taille intermédiaire (ETI). Le credo du président est d'amputer les indemnités de chômage, les pensions de retraites, les aides au logement et l'accès aux soins afin de donner carte blanche à ces ETI pour investir. Huit jours avant, il annonçait au sommet du G5 Sahel, l'envoi de 200 militaires supplémentaires au Mali. Objectif : renforcer la « lutte contre le terrorisme » dans cet ancien territoire de l'Afrique Occidentale Française (AOF).

Emmanuel Macron, ce 21 janvier, s'est penché sur le dossier épineux de la « rénovation de l'économie française » en s'appuyant sur les Entreprises de taille intermédiaire (ETI) et sur ce qu'il appelle les « Petites et moyennes entreprises (PME) de croissance ». Dans son allocution accessible via le site Internet et la chaîne YouTube de l'Élysée, le chef de l'État affirme que 500.000 emplois ont été créés ces deux dernières années et que « la France a des chiffres de croissance, d'investissements, de créations d'emplois qui sont supérieurs à ses voisins européens ». Son obsession du « produire en France » nous habitue à un souverainisme pénible. Les ETI dont il parle sont supposées contribuer au développement des Centres de formation des apprentis (CFA) afin d'améliorer la « compétitivité de la France ». Son dispositif phare pour cela se nomme le Volontariat territorial en entreprise (VTE) censé « accompagner les PME et ETI des territoires de France dans

le recrutement de jeunes talents » et « proposer aux étudiants en alternance (à partir de bac +2) ou récemment diplômés d'études supérieures, d'accéder à des postes à responsabilités » (consulter le site web <https://www.vte-france.fr/>). L'obsession de Macron pour ce qu'il appelle le « coût du travail » ne peut que nous tenir en alerte : il revient en effet régulièrement sur la « baisse des coûts salariaux » qui, elle aussi, aurait pour objectif de « faciliter l'embauche » de demandeuses et demandeurs d'emploi. Les intérêts de ces personnes ne sont naturellement jamais pris en compte. Le président des chefs d'entreprise ne cherche évidemment pas à faciliter leurs démarches. Son maître-mot reste la « relance de la croissance française » et à travers cela la santé des patrons.

Dans le même temps, la politique française dans ses anciens territoires d'Afrique continue d'être guerrière. L'idée de Macron est d'y maintenir une solide présence afin d'importer des matières premières bon marché depuis ces pays et assurer un bénéfice sur la vente des produits manufacturés. Une règle simple pour n'importe quel PDG un minimum lucide. L'accentuation de la présence militaire annoncée par le chef des forces armées ce 13 janvier consolide l'action française au Sahel. L'extension de la francophonie est également très importante pour continuer d'y disposer d'une position avantageuse. Macron a aussi expliqué durant ses nombreuses prises de parole au sommet du G5 Sahel que la France défendait la sécurité des Européens et des Africains contre des

« puissances étrangères qui ont un agenda de mercenaires ». C'est dans ce cadre qu'il annonce l'envoi de 200 militaires français de plus au Mali en vertu de l'opération Barkhane. La France, dans ce dossier, joue très gros : elle cherche à apparaître comme l'État le plus à même de faire la loi en Afrique. C'est là une vieille motivation que Jacques Doriot, chef du Parti populaire français (PPF) ressassait en son temps arguant que la France devait impérativement demeurer une « grande puissance européenne et coloniale ». Le territoire français est en effet situé à un emplacement stratégique, à l'ouest de l'Europe et au nord de l'Afrique. Le président a donc un intérêt manifeste à gouverner sur les deux tableaux. Il a annoncé en outre le « renforcement des capacités militaires africaines » et que son objectif résidait en « la consolidation de l'État, le retour de l'État partout et dans toutes les régions ».

Il est aisé de comprendre que les nouvelles faveurs en préparation pour les patrons vont de pair avec l'accentuation des « capacités militaires françaises » en Afrique. Nombre d'entreprises françaises y sont implantées et l'envoi de régiments toujours plus nombreux doit faire en sorte de sauvegarder leurs intérêts. Pour nous qui résidons en France métropolitaine, le problème est aussi important. L'armée peut en effet à n'importe quel moment être mobilisée pour le maintien de l'ordre en cas « d'insurrection armée » et prendre dans cette hypothèse la place de la police.

Karim



LE DOIGT ET LA LUNE

« Lorsque le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt » Adage chinois

Nous avons tous entendu parler des problèmes environnementaux. Nous en avons vu un nombre colossal à la télévision. Parmi nos lecteurs, probablement certains en ont vécu, inondations catastrophiques, éboulements, grande chaleur, etc. Il serait lassant de tous les énumérer. Les médias se sont fait un devoir de répercuter les rapports de plus en plus alarmistes, les uns après les autres, du GIEC (1). S'il fut une époque où, ce que ces rapports contenaient, était mis en doute par les climato-sceptiques ; les temps ont changé. Il n'en reste pas moins au pouvoir, çà et là, des guignols qui en contestent la réalité. Puis est apparu un groupe de climato-réalistes qui avancent que oui, il y a changement mais que la science va trouver les moyens d'en limiter les risques. Simultanément un autre groupe a occupé l'espace ouvert par ces révélations, ceux qui prirent le nom de *collapsologistes*. Et ils le firent avec succès. Leurs ouvrages se vendent fort bien. Certains commentateurs avancent le chiffre de 130 000 exemplaires. Cela déplut à beaucoup. Depuis, les critiques pleuvent. Ce sont elles que nous allons examiner.



Aux origines

Comme dans tout succès, pour les critiques il y a un péché originel. Dans ce cas il s'agit du Rapport du Club de Rome qui a pris aussi le nom de Rapport Meadows et qui est paru en 1972. Selon Wikipedia il s'agit de « *la première étude importante mettant en exergue les dangers, pour la Terre et l'humanité, de la croissance économique et démographique que connaît alors le monde* ». Ce club qui rassemble nombre de gens « bien » est présidé alors par un industriel italien lié à Fiat ou Olivetti. Il ne s'agit pas de contestataires de quelque sorte que ce soit. Rappelons-nous l'époque. L'Europe vient de sortir du maelstrom de Mai 68, en Italie les années de plomb occupent tout l'espace médiatique. Wikipedia ajoute à propos de ce rapport « *Beaucoup lui ont reproché à l'époque une certaine exagération dans ses prévisions, voire de verser dans le catastrophisme, même si le rapport ne prévoyait aucun épuisement de ressources, ni aucun événement catastrophique avant 2010 au moins, même dans le scénario le plus défavorable (et il ne s'agissait alors que des prémices de l'effondrement)* ». C'est dans ce rapport qu'apparaît la date de 2030, moment où devrait s'effondrer l'économie mondiale.

Ce rapport est donc publié peu après Mai 68. C'est une époque où la Révolution est à l'ordre du jour. L'idée que tout le monde, dirigeants et dirigés, oppresseurs et opprimés, puisse être concerné au même titre est alors insupportable et même incompréhensible. Les contestataires du moment ne peuvent y voir que les efforts d'une clique de dirigeants pour les détourner des lendemains qui chantent (2). D'autre part cela obligeait à poser, plutôt à reposer la question de la nature et du rapport entre les humains et elle. Un questionnement qui avait traversé le mouvement ouvrier et particulièrement libertaire sous différentes formes depuis la fin du XIX^e siècle sous les termes de naturalisme, naturianisme, néonaturiens, frugivores ou naturocratisme. Un collaborateur de l'*Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure, Henry Le Fèvre, définira ainsi ce dernier terme : « *Le naturocratisme a pour base réelle la reconnaissance des forces naturelles et leur évolution, l'étude des possibilités d'adaptation de l'homme au milieu naturel et non la modification dudit milieu.* » Edouard Rothen, dans le même ouvrage avancera quant à lui : « *Le vrai naturalisme ne prendra réellement sa place, toute sa*

place, que lorsqu'il sera l'expression d'une véritable humanité qui fera l'homme libre, conscient de ses forces, de ses droits et de ses devoirs, pour réaliser une vie harmonieuse au sein de la nature ».

Il ne faudra pas attendre longtemps pour que des chercheurs scientifiques se penchent sur cette question et forment communauté. Le GIEC a été créé en 1985. International dès le début il dépend de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations unies pour l'environnement. La dégradation de plus en plus évidente de l'environnement mondial amène cette entité à intervenir de façon de plus en plus radicale dans le débat public. Simultanément apparaissent çà et là, des tentatives de penser concrètement la situation. C'est la naissance de l'idée de transition. Elle va se concrétiser en Grande Bretagne dans la ville de Totnes et se propagera, selon ses partisans, dans plus de 2000 endroits de par le monde. Ce pari d'un passage d'un mode de production indifférent à la nature à quelque chose qui la prend plus en compte, va influencer un petit nombre de militants qui vont avancer ce terme qui a acquis depuis une certaine célébrité : la collapsologie.

Catastrophisme ou collapsologie ?

Collapse, terme anglais signifiant effondrement. Aujourd'hui dans notre monde médiatique, un homme incarne ce courant, il n'est pourtant que l'un des auteurs de ces livres qui se vendent si bien. On peut le regretter, mais c'est un fait. Pablo Servigne, puisqu'il s'agit de lui a décrit son cheminement dans un article publié en 2014 dans la revue *Réfractations* (3). Il n'est pas à ce moment-là « collapsologue ». Il affirme alors qu'il est devenu catastrophiste, il l'avoue à contrecœur tant « *cette posture est unanimement décriée et ridiculisée* ». C'était il y a peu de temps. Alors on balayait « le catastrophisme d'un revers de main, en ricanant, parce que l'on a passé l'âge de croire aux discours apocalyptiques ». Pourtant le chemin était tracé bien des années auparavant par le philosophe Jean-Pierre Dupuy. En septembre 2002 il participait à une table ronde (4); il présentait son essai *Pour un catastrophisme éclairé* (5) *Quand l'impossible devient certain*. C'est à ce moment-là qu'apparaissent les thèmes de réflexions qui sont encore aujourd'hui d'actualité. Dupuy était alors inspiré par l'analyse de la société industrielle développée par Ivan Illich. Ce dernier avait élaboré une critique radicale de cette société. Il avait, par exemple, émis l'idée que si on calculait l'énergie nécessaire à la fabrication d'une voiture et que l'on mettait en regard la distance qu'elle pouvait parcourir tout au long de sa vie, une bicyclette allait plus vite. Il avait appliqué cette démarche appliquée à nombre de données de notre société comme l'école, les outils, etc. Avancé qu'« *En se libérant des anciennes traditions et des coutumes ethniques pour aider et donc choisir son prochain, l'homme perd également les garde-fous que celles-ci pouvaient représenter* (6) » Illich était accusé de vouloir revenir à l'Âge de pierre. Pour Dupuy nos sociétés industrialisées contiennent des dangers dont les solutions ne peuvent être que politiques. Il faut, ajoutait-il, travailler sur les concepts. L'avenir, disait-il, est celui des possibles. Nous sommes au temps des « *catastrophes attribuables au mode de développement économique et technique et les catastrophes dues à la violence humaine* ». Ce qui pose la question du choix : « *ou bien la démocratie, ou bien le mode industriel de développement* ». Dupuy avait précédemment participé à un séminaire organisé par le Commissariat général du plan portant sur les supposés « nouveaux risques » (liés aux OGM, au réchauffement climatique, à l'agribusiness, aux nanotechnologies, etc. Il était alors possible d'en résumer ainsi la démarche : nous allons vers des choses qui peuvent être terrible et nous



y allons comme des somnambules. Ce qui fait dire alors à J-P. Dupuy « *Si la seule perspective de la catastrophe nous laisse complètement indifférent, comment la rendre crédible ? Quel est l'obstacle d'ordre conceptuel qui nous empêche de penser la catastrophe ?* ». Pour lui, nous sommes passés du temps de l'histoire au temps de la prophétie. Dans ce cadre il est une tâche incontournable : il s'agit de « *raisonner comme si le fait d'envisager que la catastrophe est possible équivalait à penser qu'elle se produira [nécessairement]* ». Tenir l'impossible pour certain, invite à agir afin d'éviter la catastrophe. L'idée est de « *se fixer sur un avenir catastrophique pour qu'il ne se produise pas* ». Ici apparaissent les limites de la position de Dupuy, sur lesquelles nous serons amenés à revenir plus loin. Quelques mois après dans le numéro 76-77 de la revue *Autres Temps*, consacré à Paul Ricœur, paru en 2003, une recension du livre de Dupuy est publiée. Son auteur reconnaît que « *l'actualité abonde en ces catastrophes réputées impossibles dont nous déplorons après coup - et trop tard - les conséquences dévastatrices, avant de nous en détourner jusqu'à ce qu'elles se reproduisent ailleurs et nous prennent à nouveau en défaut* ». Il ajoute : « *bien même que nous connaissons le risque, le plus souvent nous ne faisons rien car nous nous refusons à y croire*

». Cette recension se termine sur cette recommandation attribuée avec justesse à Dupuy comme nous l'avons vu : « *accréditer l'image d'un avenir suffisamment catastrophiste pour être repoussant et suffisamment crédible pour déclencher les actions qui empêcheraient sa réalisation* ».

Pierre Sommermeyer

A suivre : Du catastrophisme à la collapsologie, la question de l'émotion et la technique

- 1) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
- 2) Moi-même, quelques années plus tôt, j'avais assisté, médusé, à une prise de parole du dirigeant de la communauté de l'Arche, Lanza del Vasto allant déjà dans le même sens.
- 3) Voir l'avenir en noir. Quel anarchisme pour les catastrophistes ? *Réfractations* N°32 Entre techno et éco, quelle logique pour l'avenir ?
- 4) *Futuribles international*. Compte rendu de la table ronde du 17 septembre 2002
- 5) Jean-Pierre Dupuy - *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible devient certain* - Seuil 220p Paris 2002.
- 6) Wikipedia. Illich

BLASPHEME, CENSURES ET CIE...

On ne l'entend pas réellement, mais pourtant elle est bien présente et rôde autour de nous, se rallumant à la moindre occasion comme un feu mal éteint.

La censure est un essai de soumission maintes fois tendu envers celles et ceux pour qui l'on nourrit une haine confortable. Confortable, car elle permet de s'abriter sous la figure invisible d'un groupe, d'une association, d'un clan ou d'une communauté pour dénoncer, accuser, vilipender une personnalité ou une œuvre jugées contraires aux valeurs ou aux normes que l'on défend.

De tous temps, la censure a été une arme fatale pour conforter un pouvoir. L'Église comme le pouvoir royal en ont abusé sans problème, les deux l'utilisant pour le maintien de leur propre pouvoir.

Mais qu'en est-il aujourd'hui, les choses ont-elles vraiment changé ? Voyons par exemple les tentatives, parfois réussies, parfois vaines de ces dernières années.

En 1985, le film *Je vous salue Marie* de Jean-Luc Godard est visé par la censure de la part de l'Agrif (1).

Le 23 octobre 1988, le cinéma l'Espace Saint-Michel à Paris est incendié lors de la projection du film *La dernière tentation du Christ* de Martin Scorsese par des militants de l'Agrif qui l'accusent de « racisme antichrétien ». 1990, l'Agrif, encore, demande en vain le retrait du film de Jean-Pierre Mocky *Il gèle en enfer*.

2002, l'Agrif encore et toujours demande l'interdiction de l'affiche du film *Amen* de Costa-Gavras.

2005, la une de *Charlie Hebdo* dont le slogan *C'est dur d'être aimé par des cons* est dénoncée par la Ligue islamique mondiale (LIM), pour injure à un groupe de personnes en raison de leur origine.

Toujours en 2005, la publicité de Marithé et François Girbaud détournant *La Cène* de Léonard de Vinci dans laquelle les apôtres et le Christ sont remplacés par des jeunes femmes est attaquée par l'association Croyanes et libertés.

2011, la photographie *Immersion Piss Christ* du plasticien Andres Serrano est détruite par des militants du groupuscule Le Renouveau français (RF), animé par Gaël de Crépy, familier des actions « coups de poing », entre autres lors des manifs homosexuelles, bénéficiant du soutien de Bruno Gollnisch, vice-président du Front national.

En 2011, la pièce *Sur le concept du visage du fils de Dieu* de Romeo Castellucci présen-

tée au Théâtre de la Ville de Paris est interrompue à plusieurs reprises par des membres de l'Institut Civitas (2). La pièce subira d'autres attaques comme en 2012 à Poitiers où elle sera jouée sous protection policière et sans les enfants qui devraient y participer, puis en 2018 au Mans, où elle est à nouveau amputée d'une scène sur ordre du préfet de la Sarthe.

Novembre 2011, le siège à Paris de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* est incendié, vraisemblablement par des salafistes (3) après la sortie d'un numéro rebaptisé pour l'occasion *Charia hebdo* - censé avoir eu le prophète Mahomet comme rédacteur en chef, à propos duquel Rokhaya Diallo et les *Indigènes de la République* dénoncent l'anticléricalisme primaire doublé d'une obsession islamophobe.

En novembre 2011 toujours, la représentation de la pièce *Golgotha Picnic* de Rodrigo Garcia doit être protégée par des mesures de sécurité, face aux manifestations catholiques intégristes, dont Civitas.

Encore en novembre 2011, l'affiche *Unhate* (traduction littérale : « dés-haïr ») pour Benetton, montrant le pape Benoît XVI et le grand imam sunnite Ahmed Mohamed Al-Tayeb s'embrassant, provoque un unanime rejet de la part de l'Agrif, de Civitas et des intégristes de l'extrême-droite.

2014, violences la veille d'une représentation d'*Exhibit B* au théâtre Gérard Philipe à Saint-Denis du Sud-Africain Brett Bailey, voulant dénoncer la souffrance infligée aux noirs lorsqu'ils étaient exhibés dans des zoos humains : des acteurs nus sont en cage et, pour la première fois, des militants antiracistes s'en prennent à un spectacle antiraciste.

Janvier 2015, l'œuvre de Zoulikha Bouabdellah *Silence*, mettant en scène des tapis de prières sur lesquels sont posés des escarpins féminins est retirée après l'intervention d'une association musulmane.

2017, polémique autour du film *Les proies* (*The Beguiled*), de Sofia Coppola, accusée de « White washing » (littéralement : « laver blanc ») à cause du remplacement des rôles de deux femmes noires du roman de Thomas Cullinam par des femmes blanches.

En décembre 2017, des féministes demandent (en vain) au Metropolitan Museum of Art de New York de retirer de ses murs le tableau de Balthus *Thérèse rêvant* (1938), au prétexte qu'une gamine laisse voir sa culotte, l'accusant de « romancer la sexualisation de l'enfant ».

En 2018, contre les violences faites aux

femmes, Leo Muscoto, metteur en scène de *Carmen*, l'opéra de Bizet, réécrit le finale « parce qu'on ne peut pas applaudir le meurtre d'une femme ».

En mars 2019, à la Sorbonne, des activistes se réclamant de l'antiracisme, empêchent la représentation de la pièce *les Suppliantes* du poète antique Eschyle, mis en scène par Philippe Brunet, en signe de protestation contre l'usage de masques de maquillages noirs par des acteurs blancs, qu'ils appartiennent au « blackface », pratique raciste. Des censeurs se réclamant de l'antiracisme importent une problématique raciste américaine, décrite par Louis-Georges Tin, président honoraire du Conseil représentatif des associations noires de France (Cran), comme une « propagande afrophobe, colonialiste et raciste ».

Avril 2019, dans une tribune publiée dans *L'Obs.*, deux signataires français, tous deux professeurs dans des universités américaines, demandent le retrait d'un tableau de l'artiste français Hervé di Rosa accroché au Palais-Bourbon depuis 1991 illustrant l'abolition de l'esclavage en France en 1794, au prétexte que le visage de deux esclaves noirs sur fond de chaînes brisées est une « banalisation du racisme », condamnant une esthétique « pop, déréalisante ».

Le 18 janvier 2020, Mila, une adolescente de 16 ans déchaîne les passions avec des torrents d'injures et des menaces de mort sur les réseaux sociaux pour avoir tenu des propos insultants envers l'islam, obligeant la ministre de la Justice et Garde des Sceaux à une volte-face après qu'elle ait déclaré « l'insulte à la religion, c'est évidemment une atteinte à la liberté de conscience ».

En France, le délit de blasphème n'existe plus depuis son abolition par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881. Il est donc possible de critiquer ou même d'insulter une religion.

En revanche, elle interdit d'insulter les adeptes d'une religion, de même que les provocations à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance ou non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion. La liberté d'expression est également encadrée, la diffamation, la calomnie, l'injure ou l'appel à la haine ou à la violence sont répréhensibles.

La liberté d'expression a toujours été menacée par les pouvoirs, pouvoir de l'État mais

aussi de l'Église menacée dans son dogme. Cependant aujourd'hui, de nouvelles menaces issues de groupes aux revendications communautaristes gagnent peu à peu toutes les sphères de la société. Le phénomène identitaire importé des États-Unis, drapé d'un costume victimaire est une menace liberticide, de nouveaux inquisiteurs en viennent à condamner l'art, non pas au travers de l'esthétique ou du culturel mais du communautaire. Ainsi, un Blanc ne peut jouer le rôle d'un noir sans être accusé de racisme. Or les masques du théâtre avec les contrastes qu'ils mettent en scène montrent en réalité les identités comme des altérités. Ils permettent de comprendre l'étranger avec le respect qui lui est dû et la dignité qu'il revendique, en reconnaissant précisément les valeurs de chacun. Quant aux résurgences du colonialisme, qui peut se sentir à porter le poids de nos pères ou de nos aïeux ? Mais dorénavant, Internet tient lieu de tribunal et ce n'est plus le procureur Ernest Pinard condamnant *Madame Bovary* ou *Les fleurs du mal* qui est face à nous, mais des cohortes

de militant.e.s qui cherchent à imposer un ordre, classé par eux dans le camp du Bien. Les victimes, elles, sont essentialisées dans une vision binaire du monde. Aussi se pose la question du jugement porté sur les œuvres théâtrales, sur les films, les romans, au filtre des vertus brandies.

Paul Gauguin aux États-Unis est désigné comme prédateur sexuel, faudrait-il ne plus montrer ses œuvres ? Ne plus voir les films de Roman Polanski accusé de viol ? Ne plus lire *Voyage au bout de la nuit* au risque de passer pour antisémite ? Le cadre idéologique restreint le champ des libertés, comme les actions radicales se réclamant d'un post-colonialisme, d'un antiracisme ou d'un anti-patriarcat qui montrent l'échec d'une société en perte de repères identitaires. C'est l'autre qui nous constitue, ce sont ses différences qui nous conscientisent.

La liberté d'expression est aujourd'hui menacée par des censeurs de tous bords, de toutes obédiences. « *Le droit de tout dire, de tout écrire, de tout penser, de tout voir et entendre découle d'une expérience préalable,*

selon laquelle il n'existe ni droit ni liberté de tuer, de tourmenter, de maltraiter, d'opprimer, de contraindre, d'affamer, d'exploiter. » (4)

Alain Eludut

Groupe Pierre Besnard

(1) Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne, pour la défense de tous les chrétiens quelle que soit leur origine.

(2) Civitas est un parti politique français adhérent à la Coalition pour la vie et la famille, avec le soutien des membres de l'extrême droite européenne.

(3) Mouvement religieux de l'islam sunnite, prônant un retour aux pratiques en vigueur dans la communauté musulmane à l'époque du prophète Mahomet et de ses premiers disciples.

(4) Raoul Vaneigem, *Rien n'est sacré, tout peut se dire* - Éditions La Découverte, 2003.

Faits d'hiver

QUAND DES POLICIERS DÉTOURNENT LES ARMES... DES TERRORISTES !

ETA (les méchants basques qui nous ont permis de sabler le champagne quand ils ont envoyé Carrero Blanco, le premier ministre de Franco, au paradis des fascistes) a arrêté la lutte armée il y a 10 ans. A remis ses stocks d'armes en 2017 et s'est auto dissoute en 2018. Total respect pour ce processus de paix engagé de manière UNILATÉRALE.

Les autorités françaises ont récupéré (à l'encontre de leur plein gré) les armes d'ETA pour examen et destruction. Mais...

Mais, sur information anonyme (à l'évidence un flic honnête), une enquête de la police d'Arras a découvert, dans un centre de déminage d'Arras, un stock d'armes en provenance de celles qu'ETA avait rendu. 80 détonateurs, des pistolets mitrailleurs M4, des 357 Magnum... Ces armes avaient été « détournées » par un chef flic anti terroriste. A l'évidence pour les



revendre. Il a plaidé coupable (il était juste un amateur d'armes) et sera vraisemblablement sanctionné... d'un blâme. L'enquête préliminaire a, en effet, été ouverte pour » détournement de scellés » et

non pour trafic d'armes. Ah, le gentil procureur maître de l'opportunité ou non des poursuites !

Une camarade handicapée des gilets jaunes de Toulouse a, elle, été condamnée à un mois de prison avec sursis pour, via son fauteuil électrique (elle ne peut bouger que les doigts), considéré comme arme par destination,

n'avoir pas obtempéré à une charge des CRS et... Ah mais... ! Cherchez l'erreur ! Il n'y en a pas.

Jean-Marc Raynaud

LA FEMME DANS L'ANARCHISME ESPAGNOL

« La vraie émancipation ne commence ni dans les urnes, ni dans les tribunaux. Elle commence dans l'esprit des femmes. Son épanouissement, sa liberté, son indépendance doivent venir d'elle et à travers elle » *Emma Goldman*

Dans le contexte du 80^{ème} anniversaire de *Mujeres Libres* (Femmes Libres) à l'initiative de la CGT espagnole, du 8 au 10 septembre 2019 s'est tenu à l'auditorium culturel « Casa del Reloj » l'exposition « *La Femme dans l'anarchisme espagnol* », qui retraçait le parcours des 19^{ème}, 20^{ème} et 21^{ème} siècles sur 29 panneaux regroupés dans des espaces de différentes couleurs correspon-

dant aux différentes étapes et qui classées chronologiquement s'intitulent: les Pionnières, Femmes du Mouvement Libertaire, Femmes Libres, Les Milliciennes, L'Exil et la Résistance, et enfin La Transition et la Reconstruction, avec des femmes libertaires et des femmes d'aujourd'hui.

Au travers de cette exposition, la CGT es-

pagnole, une des organisations héritières de la longue tradition de lutte anarchiste des deux derniers siècles, porte une attention particulière au combat des femmes qui a signifié un tournant décisif à une époque où la femme était condamnée à l'inégalité, l'exploitation et la soumission dans un contexte général de maltraitance, inculture et analphabétisation.

Les Pionnières (1800-1910)

Au 19^{ème} siècle on initia une période de cent ans (depuis les années 1830 jusqu'à 1939) traversée par différents courants idéologiques. Ce parcours commença avec la tradition du mouvement ouvrier français des utopies. Ce qui commença, en étant le patrimoine du socialisme utopique, se transforma en militantisme républicain pendant la « période de six ans » (1868-1874) aboutissant à la libre pensée et à l'internationalisme.

Dans l'internationalisme se détachent Teresa Claramunt et Teresa Mañé qui jetèrent les bases du féminisme ouvrier d'obédience anarchiste. Claramunt à la différence de Mañé

se consacra à la création d'organisations spécifiquement féminines et de classe (ouvrière). Elle participa à la création de la Section Varia des Travailleuses anarcho-collectivistes de Sabadell (1884), au groupement des Travailleuses de Barcelone (1891), et ensuite au Syndicat des Femmes de l'Art Manufacturier (1901).

Le féminisme ouvrier d'obédience anarchiste comme le reste du féminisme de l'époque, acceptait les distinctions entre sexes, tant du point de vue biologique que culturel, et l'existence d'une nature féminine différente de la masculine qui était la base de la divi-

sion sexuelle du travail et des fonctions différenciées au sein de la famille et de la société. À cela s'ajoutait le particularisme anarchiste de critique de l'autorité et de construction d'une société basée sur l'égalité et la liberté, où chaque personne devait être estimée et respectée pour elle-même, contribuant à traiter la subordination féminine et la nécessité de l'émancipation à l'intérieur comme hors du foyer.

Beaucoup de femmes connues et méconnues servirent de maillon entre la génération des Pionnières et celle de *Mujeres Libres*.

Femmes dans le Mouvement libertaire



Mujeres libres

Les questions centrales du débat sur la Femme dans les milieux anarchistes furent au nombre de trois : l'éducation, le travail, et la relation des sexes dans le cadre domestique.

On comptait sur une sorte d'équilibre entre hommes et femmes qui mettrait en marche le processus révolutionnaire où la Femme serait une camarade et non une subordonnée.

L'alternative à la situation de subordination et de retard des femmes consistait à s'organiser pour canaliser la lutte de l'émancipation. À ce sujet, la divergence des pionnières, les « deux Teresas » est très significative. Claramunt était partisane de constituer des organisations autonomes de femmes où elles seraient les protagonistes ; la femme ne devait pas attendre de l'homme la solu-

tion à ses maux, c'était elle qui devait avoir totalement la main sur son émancipation.

Cette tâche d'organiser les femmes en organismes de classe ou en organismes inter-classistes et libre-penseurs, différencie clairement Claramunt de Mañé, cette dernière ne s'inscrivit pas ni ne s'inséra dans les projets organisationnels féminins, faisant confiance aux organismes mixtes et au travail de conscientisation par la propagande. Dans ce même sens, sa fille, Federica Montseny et de nombreuses autres femmes avaient déjà une position similaire quand elles rejetèrent des années plus tard l'existence au sein du Mouvement libertaire de *Mujeres Libres* (comme 4^{ème} composante après la CNT, la FAI et les Jeunesses libertaires).

Mujeres Libres (Femmes Libres)

À Madrid, Lucía Sánchez forma un noyau autour d'elle et de Mercedes Comaposada, rejoint en 1934 par Amparo Poch qui quitta Saragosse pour s'installer à Madrid. Sans connaître l'existence du noyau madrilène, naissait à Barcelone le Groupe Culturel Féminin au début 1935, malgré la résistance des syndicats et le refus des « anciennes », parmi lesquelles se distinguent Federica Montseny et Libertad Ródenas.

Les deux noyaux étaient décidés à chercher une voie d'activité autonome dans le but d'incorporer les ouvrières à la lutte active et de se doter d'une organisation propre ; cette nécessité se concrétisa par la réalisation

d'articles, causeries dans les athénées culturelles et les écoles rationalistes, réunions, meetings, diffusion de propagande et la création en mai 1936 de la revue « Mujeres Libres ».

Mais la guerre éclata le 18 juillet et tout se précipita. À Madrid se constitua le premier groupement de Mujeres Libres, entre juillet et août 1936, et à ces mêmes dates les deux noyaux découvrirent leur mutuelle existence et commencèrent à avoir des contacts directs. Au début septembre se constitua le groupement barcelonais et à partir de ces deux premiers groupements, l'organisation grandit pour atteindre quelque 20 000 adhérentes et 147 groupes.

Elles se disaient anarchistes et malgré le refus de se nommer féministes, elles recherchèrent la double libération (de genre et de classe). Elles considéraient que leur but était un « humanisme intégral » visant un destin commun avec les hommes dans la transformation révolutionnaire, ce qui n'empêchait pas de désigner ceux-ci comme étant la cause de la subordination des femmes. Dès le début, Mujeres Libres posa le problème de l'autonomie des femmes dans le Mouvement libertaire, ce qui ne fut pas bien accepté par celui-ci.

Miliciennes et Internationalistes

L'héroïcité de femmes comme Julia Hermosilla, Concha Pérez ou Casilla Méndez, les transforme dans les premières semaines du conflit, en mythe et symbole de la résistance contre le soulèvement militaire, bien qu'en réalité très peu de femmes s'engagent comme miliciennes sur le front, la majorité adoptant l'image plus acceptable de mères combattives ou « héroïnes de l'arrière-garde ».

La propagande républicaine était chaque fois plus imprégnée de vocabulaire militaire, la division des rôles de genre fit son appari-

tion et les femmes restèrent destinées au service auxiliaire et de soutien à l'arrière. Il y eut consensus entre toutes les forces politiques et syndicales sur la nécessité d'obliger les miliciennes à quitter les fronts de combat, et en septembre 1936 fut appliquée une procédure pour les forcer à abandonner ces fronts. À partir de 1937 une stricte division des genres s'impose et la propagande républicaine transforme les femmes en mères pleureuses et en victimes endurent les vicissitudes de la guerre.

Le conflit constitue une expérience de liberté et de responsabilité sans précédent pour les femmes. La majeure partie des travailleuses prennent conscience de leurs capacités et apprécient leur nouvelle vie. La grande nouveauté est que la femme doit vivre seule, sortir seule et assumer seule les responsabilités familiales, chose supposée impossible et dangereuse. Les femmes conquièrent la liberté de mouvement et d'attitude dans la solitude et l'exercice des responsabilités.

Exil et Résistance

La guerre civile espagnole mit aussi en évidence une distinction de genre. Les femmes y poursuivirent la longue histoire de cent ans qui avait tracé une voie d'émancipation. Le conflit constitua une expérience de liberté et de responsabilité sans précédent pour les femmes. Le franquisme coupa court à ce chemin d'émancipation féminine et fut un dur correctif pour beaucoup de femmes qui vécurent un long et silencieux exil intérieur en Espagne ou bien qui s'en allèrent hors du pays.

Aux femmes forcées au silence, succédèrent les exilées pour ensuite laisser place aux oubliées. Il y eut un exil intérieur aussi désespéré et destructeur que celui de l'extérieur.

Les femmes compromises (par leur engagement) qui ne purent passer la frontière, et d'autres qui revinrent en Espagne à la fin de la guerre, furent persécutées, humiliées, victimes de vexations, emprisonnées ou fusillées.

Les femmes qui s'exilèrent vécurent un dur exode vers la France en 1939. Pour les femmes réfugiées commença un autre combat qui se prolongea avec la résistance à l'occupation allemande ou au régime de Vichy et aux camps de concentration allemands. La fin de la Seconde Guerre mondiale ne fut que le début d'un long chemin pour obtenir des papiers puisqu'elles ne purent retourner en Espagne.

Au début des années 60, nombreuses sont les femmes qui faisaient partie du Mouvement libertaire en exil, dont une partie d'entre elles dans les Jeunesses libertaires (JJ.LL), accomplissant diverses fonctions en rapport avec Défense Intérieure (DI : organisme de la CNT de lutte armée antifranquiste). La majorité de ces femmes étaient filles de militant-e-s de la CNT, et leurs conjoints appartenaient aussi au Mouvement libertaire. Les plus âgées avaient participé à la guerre civile, les plus jeunes ne l'avaient pas fait en raison de leur âge, et il y avait même des femmes françaises, italiennes ou anglaises liées à l'anti franquisme libertaire.

Transition/Reconstruction

Dans le processus politique de la Transition démocratique s'inscrit l'apparition des groupes de Mujeres Libres/Libertaires qui tentent de renouer avec l'histoire de 100 ans initiée avec les mouvements utopiques de 1830 et qui s'épanouit avec Mujeres Libres. En 1976 se formèrent les premiers noyaux de féministes dans le mouvement libertaire.

Très liée à l'apparition rapide de multiples athénées, l'organisation barcelonaise créa en mai 1977 la revue Mujeres Libres (11ème époque) et participa en présentant quelques exposés aux Journées Libertaires Internationales qui se tinrent du 22 au 25 juillet 1977. À Barcelone en 1978, fut créé un Athénée Culturel de la Femme jugé utile comme un outil organisationnel. L'Athénée avait aussi une double fonction éducative : d'une part éduquer et former les femmes, et d'autre part faire des recherches sur une culture propre non influencée par les stéréotypes de genre.

Pendant cette impulsion organisationnelle s'opéra peu à peu le contact avec les femmes liées à l'organisation historique comme les déjà mentionnées, Sara Berenguer, Matilde Escuder (compagne de Francisco Carrasquer), Concha Liaño et d'autres qui vivaient presque toutes en exil.

En 1979 il y avait deux groupes de Mujeres Libres à Barcelone et à Valence ; à partir de cette date, d'autres groupes s'organisèrent dans d'autres villes ; en 1985 la revue Mujeres Libertarias éditée par le collectif de Femmes Libertaires de Madrid, comptabilisaient neuf groupes : Saragosse, Séville, Valence, Grenade, Alicante, Burgos, Barcelone, Málaga et Madrid.

Tout cela ne doit pas nous faire oublier qu'à la veille de la Révolution espagnole de juillet 1936, la femme était loin d'être sur un pied d'égalité avec l'homme. C'était vrai dans la société espagnole, mais c'était vrai aussi dans le mouvement libertaire ibérique. Telle-ment vrai qu'en mai 1936, un groupe de femmes anarchistes avait décidé de créer *Mujeres libres*, organisation autonome et prolétarienne anarchiste et féministe. Leur objectif ? En finir avec leur triple esclavage : ignorance, capital et les hommes. Elles étaient dans leur quasi-totalité, issues de la classe ouvrière. Donc loin de se contenter de la démarche des féministes bourgeoises (suffragettes demandant le droit de vote pour les femmes), elles participaient au combat révo-

lutionnaire au sein de la CNT pour en finir avec le capitalisme et instaurer une société communiste libertaire. Toutefois pour elles, ce combat devait s'accompagner de façon concrète d'une autre lutte contre la domination des hommes, y compris au sein même du mouvement libertaire.

Force est de constater qu'à l'époque la majorité des anarchistes organisés (anarchistes hommes, mais aussi certaines femmes, éminentes militantes de la CNT) étaient opposés à l'organisation séparée des femmes dans la lutte révolutionnaire, au motif que leur subordination culturelle et économique était beaucoup plus marquée que celle des hommes, du fait de leur illettrisme plus élevé que chez les hommes et reléguées pour celles qui travaillaient aux emplois les moins bien payés (sans parler du grand nombre « condamnées aux travaux domestiques du foyer »).

La majorité des militants anarchistes, s'ils reconnaissaient les formes spécifiques de la subordination des femmes, étaient opposés à une organisation séparée risquant d'après eux de nuire à l'unité du Mouvement libertaire. Or depuis 1934, presque simultanément, des groupes de femmes anarchistes s'étaient créés à Madrid et Barcelone (indépendamment les uns des autres), pour aboutir assez rapidement à la création de *Mujeres libres* en mai 1936. Pour elles l'éman-

icipation des femmes ne devait pas attendre le lendemain du grand soir, mais commencer immédiatement dans la lutte en cours de manière égalitaire avec les camarades hommes. Pour cela elles mirent en application entre autres, des programmes d'éducation pour les enfants et les femmes adultes, destinés à combattre les valeurs bourgeoises et patriarcales.

En octobre 1938, elles demandèrent leur reconnaissance comme branche autonome du Mouvement libertaire au même titre que la FAI et les Jeunesses libertaires (FIJL). Si ces deux dernières avaient un programme spécifiquement anarchiste, *Mujeres libres* insérait en plus un projet féministe spécifique. Leur demande fut rejetée par le Mouvement libertaire ; il n'y a que quelques rarissimes tracts ou affiches portant conjointement les signatures conjointes du Mouvement (CNT-FAI-FIJL-Mujeres libres), comme quoi une minorité avait quand même compris que *Mujeres libres* n'était pas un groupe de femmes luttant contre les hommes mais un groupement autonome de femmes prolétaires (30 000 adhérentes quand même!) participant au combat du Mouvement libertaire en lutte pour un changement total et radical de la société.

Traduction et ajouts : Ramón Pino Groupe anarchiste Salvador-Seguí



Marina Ginestà sur la terrasse de l'hôtel Colón, Barcelone, le 31.08.1936

RETOUR DU ROJAVA II FEMINISME AU ROJAVA



combattante des YPJ, Yekîneyên Parastina Jin, " Unités de défense de la femme

Pour certains, rien de moins évident que certaines évidences, telles que " les femmes sont la moitié de l'humanité ", et sa conséquence, " si on veut que l'humanité soit libre, alors il faut que les femmes soient libres ". Le PKK, d'abord parti marxiste-léniniste bon teint, mit longtemps à découvrir l'évidence de ces évidences. Dans les années 1990, l'échec patent de sa stratégie d'affrontement armé systématique le pousse à réfléchir. Öcalan d'une part, des femmes du PKK d'autre part, commencent à comprendre que le changement de stratégie doit passer par un changement de paradigme et de cible. La seule lutte contre l'oppression des Kurdes avec pour seule visée l'établissement d'un État-nation kurde et socialiste ne mènera pas à la vraie liberté. Entre autres, il devient clair que l'oppression commence par l'oppression des femmes. En 1999, Öcalan est emprisonné par l'État turc. Si d'aucuns soupçonnent que le virage d'abandon de la lutte pour un nouvel État-nation pourrait avoir été influencé par le désir d'Öcalan de sauver sa peau, on ne voit aucune raison de douter de la sincérité du virage du PKK pour le féminisme. Trois institutions essentielles prouveront, au Rojava, cette sincérité

; les YPJ, Yekîneyên Parastina Jin, " Unités de défense de la femme ", les fameuses unités militaires exclusivement féminines ; les Mala Jinê, les " Maisons des Femmes " ; et la règle inflexible que toute position électorale doit être partagée entre les deux sexes : s'il y a un président, c'est un co-président, travaillant sur un pied d'égalité absolue avec une co-présidente, et vice-versa.

Plusieurs raisons concourent à la création des YPJ. D'abord, de même que " la libération des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes " la libération des femmes doit être l'œuvre des femmes elles-mêmes. On n'est jamais si bien libéré que par soi-même. Ensuite, la société kurde, très traditionaliste, étant ce qu'elle est, les YPJ permettent d'augmenter le nombre des combattantes. Non seulement parce qu'on ne se contente plus, comme réservoir de nouvelles têtes, des seuls hommes, mais aussi parce qu'on peut faire d'une pierre deux coups ; les jeunes femmes désireuses d'échapper à la tutelle familiale, à un mariage plus ou moins forcé comprennent que s'engager dans les YPJ (et puis, après deux ou trois ans à manier des Kalach', papa baisse

d'un ton...) est une bonne idée, et en créant une unité non mixte, on rassure les familles persuadées que partir à l'armée, c'est perdre sa virginité ; l'une des raisons pour lesquelles les relations sexuelles sont strictement interdites dans les forces armées kurdes de la galaxie PKK. Pas féministe du tout, ceci ? Non bien sûr, mais d'où les Kurdes partent-elles ?

Également, dans l'idéologie du confédéralisme démocratique, si chaque groupe humain a le droit de créer ses propres structures, de gérer sa propre vie de manière autonome, il est évident que dans un contexte de guerre, chaque groupe doit avoir le droit de créer ses propres unités militaires. D'où la " Force de protection des femmes du Bethnahrain " pour les Syriennes, les " Unités des femmes d'Êzîdxan " pour les Yézidites, etc.

Enfin, on s'aperçoit que les femmes font d'excellentes combattantes, en général plus disciplinées, plus solidaires, moins susceptibles de commettre des erreurs par désir d'épater la galerie. Un ancien de la légion étrangère a déclaré à Lebrujah : " Si les hommes kurdes se battaient comme les femmes kurdes, Daesh aurait été écrasé un an plus tôt."

Instituées par les femmes pour les femmes, les Mala Jinê ont de multiples fonctions. Elles servent de lieu de réunion pour les femmes, qui ont le droit d'opposer un veto à n'importe quelle décision de n'importe quel autre groupe si cette décision s'avère nocive pour les femmes. Ce veto est exercé, à l'échelle de la Fédération démocratique du Nord et de l'Est de la Syrie (le Rojava), par Kongreya-Star, l'organisation-chapeau des organisations de femmes du Rojava, et à l'échelle locale par les Mala Jinê, : un budget communal qui néglige les besoins des femmes, ou les besoins identifiés par les femmes, ne passera pas si les femmes s'y opposent. Les Mala Jinê sont donc un fabuleux instrument d'éducation et de changement. On y apprend à parler en public, à faire valoir son opinion, à gérer les affaires municipales, qu'elles ressortissent de la voirie, de l'hygiène, de l'économie, de l'écologie, etc. Et si on sait déjà y faire, et bien, c'est de là que part l'action.

A noter une sidérante dichotomie : j'ai été hébergé ou reçu dans des familles kurdes. J'y ai donc mangé. Assis, avec les hommes. Les femmes étant, au moins la première fois, debout (c'est une marque d'intimité grandissante que les femmes de la maison mangent assises avec les hommes et l'invité). Cuisine, service et vaisselle entièrement exécutés par les femmes. Des femmes qui se sont ensuite révélées exercer telle ou telle

fonction publique à la municipalité ou à la Mala Jinê !

Il y a encore dix ans, la polygamie, les mariages forcés ou les ventes de fiancée étaient monnaie courante. En cas de viol, la victime était, au mieux, blâmée, au pire... Nul ne trouvait rien à redire quand un mari battait sa femme. Les crimes d'honneur, c'est-à-dire l'assassinat des femmes adultères, des femmes crues adultères, des jeunes femmes ayant une relation sexuelle avant le mariage ou étant soupçonnées d'avoir eu une relation sexuelle, ou même un flirt un peu poussé, avant le mariage, étaient bien " d'honneur " : honorables pour qui les commettait, car il lavait l'honneur de la famille, le fond de l'affaire étant bien sûr que les femmes restant la propriété des hommes, le crime d'honneur représentait le châtement d'un vol. Une femme agissant de son propre chef vole sa propre personne à ses propriétaires, les mâles de la famille : CQFD. Les crimes d'honneur demeuraient donc impunis, à moins qu'ils ne s'étendent au mâle étranger dont l'éventuelle exécution déclenchait alors une vendetta. Désormais, les femmes peuvent aller, vont, à la Mala Jinê. Maris, pères, frères à la main lourde, violeurs et criminels d'honneur sont accusés à la Mala Jinê. Les révolutionnaires du Rojava ont lu et réfléchi. Le système à la bolchevique, d'emblée une balle dans la nuque ou trente ans de camp, ça ne marche

pas, ça n'est pas du tout révolutionnaire, et encore moins moral. Donc, d'abord, a priori, on discute. Si l'on s'aperçoit que le mâle posant problème veut continuer à poser problème, alors les asayish (en gros, les flics), voire les YPJ, entrent dans la danse, et l'imbécile se retrouve en prison, la peine de mort étant abolie dans la Fédération du Nord et de l'Est de la Syrie, quel que soit le crime. On notera que l'une des choses reprochées, à juste titre, au PKK est d'avoir abattu plusieurs de ses propres membres pendant les années marxistes-léninistes... Lebrujah et moi avons interviewé Ilham Omar, responsable des Mala Jinê du " canton " de Djéziré. L'énergie de cette vieille dame lui vient entre autres d'un long séjour dans les prisons d'Assad, ou comme pour toute personne incarcérée, chaque jour, chaque jour, on lui pendait les jambes à un long bâton que l'on levait, et on lui battait ou fouettait les pieds. Chaque jour, interrogatoire ou pas interrogatoire. Quand aux " insultes à la dignité " bien entendu, quelle femme n'y passait pas ? Ilham Omar ressent encore chaque jour de violentes douleurs dues à ces tortures : elle n'oublie pas, et c'est cela qui lui donne l'énergie nécessaire à son travail dans les Mala Jinê. Qui n'est pas de tout repos puisque, encore récemment, elle dut interposer son propre corps entre un mari jaloux armé et la femme qu'il voulait abattre, en pleine Mala Jinê.



inauguration d'une mala jinê (maison des femmes)



vie dans une mala jinê

Le féminisme au Rojava dispose de sa propre " science ", la " Jinéologie ". " Jin " signifiant " femme ". Cette science a un petit défaut, elle a été créée par... un homme, l'inévitable Abdullah Öcalan. Un trait constant des apports intellectuels d'Öcalan est qu'en général, ils présentent de très louables conclusions - abandonner l'État-nation, mettre le féminisme et l'écologie en première place, désarmer le capitalisme, décentraliser autant qu'il est possible, etc. - mais en les fondant sur des analyses douteuses, parfois douteuses parce qu'Öcalan n'a pas eu accès à l'intégralité de la pensée mondiale et qu'il travaille depuis vingt ans en prison, et parfois douteuses parce qu'il a une opinion, disons... très positive de la valeur de son intellect. Il faut donc lire les textes de Jinéologie avec ces fortes réserves en tête, mais une idée est intéressante : le début de l'oppression institutionnalisée des femmes remonterait droit au Néolithique, droit à l'invention de l'agriculture et de la ville, qui aurait conduit à la destruction de l'universel matriarcat précédent. Nul le n'a la preuve d'un universel matriarcat précédent, ni même d'une éventuelle égalité des femmes dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, les données de l'ethnologie ne s'avérant pas spécialement rassurantes sur ces deux points. Mais il semble bon de poser que l'oppression des femmes est de loin la première, la plus ancienne des oppressions, celle qui a ouvert la porte à, entre autres, l'oppression par l'argent, par le capitalisme.

Jinwar, le " village des femmes " a séduit l'imaginaire de gauche. Un village de femmes non-mixte créé dans l'une des zones les plus

violemment patriarcales de la planète, fabuleux pied-de-nez à la dévalorisation islamiste des femmes ! Qu'en est-il exactement ? Avant d'y aller, je croyais, comme beaucoup de monde, que le seul but de Jinwar (jinwar@riseup.net) était de permettre à des femmes battues ou violées de se reconstruire et de construire une vie entre femmes, et que tout mâle n'y était qu'à peine toléré et ce, brièvement.

Rectifications.

Jinwar se veut la traduction dans les faits des deux priorités du confédéralisme démocratique : féminisme et écologie.

Il m'a suffi d'écouter parler Zeynab pour comprendre que l'écologie y a au moins autant d'importance que le féminisme. Cela se voit directement dans la belle architecture des maisons en adobe, mélange séché d'argile et de paille. Les portes des maisons se font toutes face les unes aux autres. Chaque maison dispose de deux jolis dômes traditionnels, qui contribuent au rafraîchissement de l'édifice en été. Trente maisons seulement. Le but n'est pas de construire une métropole anti-mâles. Le but est de tester jinéologie et écologie, de fournir un exemple et un encouragement aux femmes qui veulent construire des communautés à taille humaine, à structures respectueuses de l'environnement et favorables à la vie ensemble. Quand j'y suis allé, quinze femmes adultes y vivaient. Des Kurdes, des Arabes, et une Yézidie. Et 45 enfants. Filles ET garçons. Malgré l'extrême brièveté de ma visite, je m'y suis immédiatement senti très à l'aise, les lieux me rappelaient Christiania, au Danemark, où j'ai vécu quatre ans ; l'architecture,

d'abord, humaine, tactile, heureuse. Et puis, les enfants. Bien plus mûrs que les enfants... " normaux ", sans pour autant cesser d'être des enfants : je me suis taillé un franc succès en imitant l'horrible cri des paons que j'y ai vus. Je le répéterais encore si Zeynab ne m'avait pas arraché à mon public ravi !

Seulement quinze femmes, parce que les femmes qui veulent y habiter passent d'abord par une période au cours de laquelle elles peuvent voir si la vie à Jinwar leur conviendra et au cours de laquelle les membres du village peuvent voir si elles ont envie de vivre avec la postulante. Assemblée générale, où les débats ont lieu et les décisions sont prises, deux fois par mois.

Jinwar a été lancé en 2017, mais selon Zeynab, la vie n'y est stable que depuis 9 mois, donc depuis la fin de l'été 2018, en gros. On y trouve des poules. Des moutons, des brebis et des agneaux. Un chat. Des serpents et des grenouilles, des chiots et des paons (Jinwar est persuadé que les Yézidis sont les premiers Kurdes, et le paon est un symbole de la religion yézidie), et on cultive les champs alentour, et il y a une boulangerie/four à pain, et un bassin, où il est prévu d'élever des poissons.

Où il était prévu d'élever des poissons. Jinwar a été construit à quelques kilomètres à peine de la frontière turque. Trop exposé, en décembre 2019, il est évacué...

Nestor Potkine



LES REBELLES MASQUÉES DU CHILI

Leur nombre explose alors que le gouvernement veut bannir la dissimulation des visages.

[NDLR] *La version originale de cet article de Greta di Girolamo est parue sur VICE Latin America.*

Des écailles, des plumes, des paillettes et des perles ornent leurs têtes colorées. Des centaines d'entre elles. Certaines seules, d'autres en bande. Elles sont toutes différentes, mais leur revendication est commune : cesser de tuer les femmes, cesser de les violer, leur permettre de participer à la création de la nouvelle constitution. Ce sont les féministes masquées.

L'utilisation de masques était la norme dans le Chili des années 1980, par les groupes

armés de gauche face à la dictature, ils étaient un symbole de résistance, de révolution et d'insurrection. Aujourd'hui, il est redevenu un moyen de plus en plus pratique de dissimuler son identité pour éviter la persécution policière. Il sert aussi de barrière – bien que faible – pour atténuer les effets des gaz lacrymogènes que les policiers lancent depuis leur voiture. Les associations négatives avec les manifestants masqués se sont progressivement transformées ces derniers mois, car le vêtement a été revendiqué par des manifestantes féministes. Le point de vue sur les masques a changé, de plus en plus de gens sont descendus dans la rue, puis ont réalisé qu'ils ne pouvaient pas marcher le visage exposé. Josefina se promène dans Santiago avec une caravane de femmes qui participent à un atelier de fabrication de

masques. Dans son sac à dos, elle porte un masque qu'elle a fabriqué, une fermeture éclair ornant la bouche. Dans ses mains, elle porte une énorme affiche en toile sur laquelle on peut lire : « Masques rouges en résistance ». « Nous sommes des femmes et nous nous investissons beaucoup dans ce domaine. J'ai mis tellement d'amour dans mes masques. Faire un costume de guerre, le mettre et chanter "*Dignité*" avec toutes ces femmes me remplit le cœur », dit-elle. La dignité est le nom dont le mouvement social a rebaptisé l'ancienne Plaza Italia, le centre névralgique de Santiago et l'épicentre des manifestations. Sur la base de pierre de la statue, au centre de la place, il y a une nouvelle plaque de métal sur laquelle on peut lire : "Plaza Dignity".

La vague rouge

Il est 14 heures à Santiago, et 50 femmes d'âges et de milieux différents se sont réunies dans un centre culturel à quelques pas de la Place de la Dignité. Les femmes se mettent en cercle sur le sol autour d'une couverture brodée, d'un bol d'encens, avec du maté et des fruits à partager. Elles sont venues à la réunion des « Masques rouges en résistance », un groupe de femmes qui se réunissent chaque semaine pour organiser et créer des interventions artistiques dans différents endroits de la ville. Après que tout le monde se soit présenté, elles se divisent en groupes et suivent les instructions des couturières, qui distribuent un modèle de patron de journal à chacune des participantes. « Idéalement, utilisez un tissu extensible », dit l'une des instructrices, pendant que les novices observent les tissus rouges dans un récipient qu'on leur fait passer. Chacune

sélectionne son tissu, le plie en deux, et dessine le patron sur celui-ci avant de le couper. Elles cousent un rapide point de piqûre sur les parties ouvertes puis vers les extrémités courbes. Avec de la craie blanche, certaines aident les autres à marquer les coutures pour les yeux et la bouche à découper plus tard. Le masque est maintenant prêt à être décoré. Des bouts de tissu coloré sont étalés sur le sol, tout comme des bouts de fausse fourrure, des imprimés d'animaux, des néons, de la soie et de la dentelle. Les paillettes, les strass, les rubans, les miroirs, les perles et les plumes sont partout. Avec du silicone ou des aiguilles, les femmes donnent vie à leur alter ego. Le groupe de femmes qui dirige l'activité le fait depuis un certain temps. Après la montée du mouvement féministe national l'année dernière, elles ont commencé à donner des ateliers gratuits ou à faible coût pour

apprendre aux femmes à fabriquer leurs propres masques. L'intention est de partager ces connaissances et de reproduire ensuite cet atelier avec d'autres. « Les femmes masquées n'exposent pas leur visage par peur d'être reconnues, il s'agit de ne pas représenter un individu : leur visage est votre visage, votre visage est mon visage. C'est la protestation de tous et chacune d'entre nous, physiquement et idéologiquement, vit dans un espace de résistance », annonce un communiqué sur le message des Masques rouges. Le document est signé « Femmes masquées contre la loi anti-masques. » « C'est mon premier masque », dit Javiera, 25 ans, alors qu'elle tresse du tissu bleu et violet pour le coudre sur son masque. « Je suis venue parce que les masques féministes ont plus que des yeux et une bouche. Les nôtres ont plus de sens que ceux des



hommes, qui ne servent qu'à dissimuler. J'aime ça parce que ça sert de contrepoint. Nous ne voulons pas seulement cacher nos visages, mais nous nous présentons de la manière dont nous voulons être vues, entendues. Les décorations ne sont pas seulement esthétiques ; chaque article est important pour la femme qui le porte. Chaque femme crée une identité pour le masque qui reflète son histoire ».

Les histoires sont amères. Les rires et les larmes coulent entre les points de suture alors que les souvenirs de viol, de coups et d'amour abusif sont partagés. La valeur du masque dépasse le vêtement lui-même, il s'agit du processus collectif de création, c'est un moyen de se rencontrer et d'établir un

soutien. Ximena, 63 ans, porte des masques depuis les années 80. Elle protestait avec son collectif habituel de femmes, qui travaillait à la conversion d'une ancienne chambre de torture pendant la dictature en un mémorial, et a décidé d'utiliser les toilettes du centre culturel – c'est ainsi qu'elle s'est retrouvée à cet atelier. La scène, dit-elle, lui rappelle tant de souvenirs de sa jeunesse. A l'époque, elle s'organisait avec d'autres femmes dans le même bâtiment pendant l'Unité populaire, le gouvernement socialiste dirigé par l'icône de gauche du Chili, Salvador Allende. La dictature a pris le pouvoir en 1973. Ximena porte toujours le masque dans son sac à main : un mouchoir noir avec deux trous pour les yeux, un grand R pour résistance écrit en

peinture blanche. Elle a dit à ses enfants de l'enterrer avec.

Une fois que le groupe de femmes a terminé ses masques, elles s'habillent tout en rouge et marchent en masse vers Dignity Plaza. Au moment où elles arrivent au point de rencontre, le groupe a atteint 200 personnes. Tout le monde met son masque et commence à chanter et à danser sur « Un violeur sur ton chemin », la chanson du collectif féministe *Las Tesis* (La Thèse), qui est devenue un hymne féministe au Chili et dans le monde entier. « Ce n'était pas ma faute / ni l'endroit où j'étais / ni la façon dont j'étais habillée », chantent-elles en dansant. « L'État oppresseur est un violeur masculin », chante la vague rouge.

Les féministes qui luttent contre la loi anti-masque

Au début du mois de novembre, l'administration du président Sebastián Piñera a présenté au Congrès un projet de loi qui pénaliserait l'utilisation de masques dans les espaces publics. Ce projet de loi interdit la dissimulation faciale pendant les manifestations et augmente l'amende pour trouble de l'ordre public si le visage de la personne est dissimulé. L'accusation maximale pourrait aller jusqu'à trois ans de prison. Le projet de loi a été approuvé par le Sénat et est en cours d'élaboration. Entre-temps, les masques sont de plus en plus répandus. « Cette loi est un bluff, une distraction pour diminuer l'attention sur ce qui est important. Nous sommes complètement contre », dit Andrea, 29 ans, qui porte un masque blanc avec des oreilles de lapin, des lunettes de sécurité transparentes (ce qui est plus courant en raison du nombre croissant de blessures aux yeux) et du rouge à lèvres noir. Andrea est membre de *Complejo Conejo* (complexe de lapins), un collectif d'art textile qui se consacre au droit à l'anonymat. Compte tenu du contexte social, ils ont décidé de se consacrer pleinement à la création de masques

avec des tissus donnés, qu'ils distribuent ensuite gratuitement lors des manifestations dans le centre-ville de Santiago. « Nous voulons que les gens utilisent le masque comme un visage pour aller se battre et se défendre », dit-elle. « Le droit à l'anonymat va de pair avec la liberté d'expression, de ne pas être puni pour avoir réclamé vos droits fondamentaux. Qui sont les masqués ? Ce ne sont pas des criminels, c'est finalement tout le monde ».

A ce jour, malgré les menaces régulières sur les médias sociaux, *Complejo Conejo* a distribué plus de 700 masques et plaisante sur le fait qu'elles n'arrêteront pas, tant que tout le Chili ne sera pas masqué. Leur distribution a connu un tel succès qu'elles ont commencé à recevoir des commandes d'autres régions du pays et de l'étranger. Pour répondre à la demande, elles ont développé un tutoriel pour que les gens puissent fabriquer leurs propres masques.

Andrea et son équipe distribuent des masques sur la Place de la Dignité. Alors que certains tiennent une pancarte qui dit « Masques gratuits ! Pour le droit à l'anonymat », avec des

masques accrochés à des épingles à linge. Aujourd'hui, elles ont un invité spécial, un membre de *Protected Data*, une fondation qui travaille dans le domaine du droit à la vie privée et de la protection des données personnelles, qui répond aux questions sur le projet de loi qui interdit l'utilisation des masques.

L'une des chanceuses dans la file d'attente est Antonia, qui a reçu un masque orange avec des taches d'impression léopard bleu métallisé.

« Le masque est devenu utile, d'une part, pour nous couvrir parce qu'ils nous emprisonnent, mais aussi pour nous rendre visibles », explique la jeune femme de 27 ans. « Ces masques servent aussi à donner de la visibilité à nos propositions, à notre propre agenda, et à nous identifier les uns aux autres. Si vous rencontrez une partenaire avec le masque, vous savez que vous pouvez trouver du soutien auprès d'elle ».

Greta di Girolamo

DU CÔTÉ DES FEMMES, ÉCHOS D'ESPAGNE

Quelques infos en provenance d'Espagne, côté « lutte des classes/lutte des femmes » : Au début janvier s'est tenue à Madrid au siège du Comité confédéral de la CGT espagnole, la Rencontre nationale des secrétariats de la femme. Importante participation des secrétariats de la presque totalité du territoire, soutenus et accompagnés par des compagnes de différents syndicats, fédérations locales, cantonales ou simples sections syndicales. Au menu, préparation de la campagne pour la journée internationale de lutte des femmes avec le slogan : « 8 mars ; en luttant nous changeons le monde » et d'un numéro spécial de *Rojinegro* (Rouge et noir) sur ce thème.

De son côté, la CGT d'Aragon-La Rioja lors de ses débats ayant eu lieu au cours des II^e journées libertaires, s'est lancé dans une analyse et une dénonciation de la grande précarisation des emplois spécifiquement féminins, et pour l'obtention d'un revenu de base égalitaire pour lutter contre cette précarisation affectant spécialement les travailleuses.

Il y a quelques mois, des dizaines d'associations, syndicats et quelques – rares – partis politiques, avaient appelé les femmes dans chaque ville d'Espagne à descendre à la tombée du jour dans les rues et à les éclairer à l'aide de leurs écrans de téléphones portables de la couleur violette. Joli effet garanti, mais surtout affirmation que « *ceci n'est pas une alerte, mais une déclaration de l'urgence féministe, et que cette lutte contre la violence machiste est une lutte pour l'égalité réelle et effective entre les femmes et les hommes. Que cette urgence féministe est un cri con-*

tre la violence, contre l'injustice, contre la barbarie, un cri pour la liberté et l'égalité ».

Autre lutte menée depuis des années : les Kellys (contraction de « las que limpian » - celles qui nettoient), lutte des femmes de chambre contre la sous-traitance et pour rendre visible les dures conditions de leur travail. Notons au passage que ce type de combat se généralise dans nombre de nos pays dits « développés » y compris en France ; nous avons déjà parlé dans le *Monde libertaire* des actions dans ce sens menées dans notre pays par la CGT-HPE (Hôtels de Prestige et Économiques) ainsi que par la CNT-SO (nettoyage).

Même préoccupation à la CNT espagnole concernant les travailleuses domestiques à domicile, qui sont dans leur grande majorité des immigrées et à ce titre, précaires, surexploitées, ne bénéficiant pas de protection sociale, toujours sous la menace d'un licenciement injustifié ou d'une expulsion pure et simple du pays. Même situation pour celles travaillant dans le secteur de l'aide aux personnes dépendantes. La CNT en tant qu'organisation anarcho-syndicaliste et anarcho-féministe, outre la défense quotidienne de ces travailleuses, s'emploie par ses actions dans ces secteurs, à intégrer dans cette lutte pour la dignité et l'auto-organisation, le combat pour un monde nouveau.

En sortant du cadre des luttes purement féministes (quoique ...), la CGT espagnole étant bien sûr internationaliste, elle n'a pas manqué de commenter la grève en France contre le projet de réforme du système de retraite concocté par la Macronie en marche.

Ainsi le Secrétariat permanent du Comité confédéral a publié un *Soutien aux grévistes français* :

Les attaques contre les systèmes publics de retraite, en Espagne ou dans l'Union européenne n'ont qu'un but : la privatisation des pensions de retraite pour remettre des millions d'euros dans les poches des compagnies d'assurances et de la Finance. Une digne lutte nous incombe à tous, pas seulement aux retraité-e-s d'aujourd'hui ; étudiants et salarié-e-s actuellement doivent défendre le système public des retraites de demain. Nos droits fondamentaux n'ont qu'une seule garantie : la lutte dans la rue quels que soient ceux qui nous gouvernent dans ces fausses « démocraties représentatives » ; il s'agit de défendre des retraites suffisantes et dignes pour toutes et tous. La CGT esp. participe à la Coordination des retraité-e-s, locale, nationale et avec le Réseau syndical international de solidarité et de lutte, pour la défense des retraites dans le monde entier, car les attaques du Capital spéculatif contre les systèmes publics sont les mêmes dans tous les pays. La CGT esp. manifeste son appui entier et sa solidarité envers les camarades français en lutte et appelle à manifester (c'était le 23 janvier) devant les ambassades et consulats de France dans le monde entier.

Vive la grève générale en France ! »

La moindre des choses pour nous en France est de continuer inlassablement ces luttes sociales et féministes, ici et maintenant.

Ramón Pino

Groupe anarchiste Salvador-Seguí



RENCONTRE AVEC ISABELLE ATTARD

Bonjour Isabelle Attard, une recension de ton livre *Comment je suis devenue anarchiste* publiée dans le numéro de janvier 2020 du *Monde libertaire* pourrait presque passer pour un fake pour qui aurait adopté pour vraie la formule « *Tout homme qui n'a pas été anarchiste à vingt ans est un imbécile, mais c'en est un autre s'il l'est encore à quarante.* » Citation attribuée à Clémenceau. Pour exemple, Pierre Mazeaud qui, après avoir été secrétaire général de la Fédération des jeunes anarchistes, a embrassé le gaullisme sur la bouche... Tu as fait le chemin inverse. Quelles sont tes premières impressions d'ancienne représentante de la démocratie représentative ayant franchi le miroir aux alouettes ?

Depuis que j'ai assemblé dans ma tête toutes les pièces du puzzle politique et historique, je me sens beaucoup mieux car l'image qui se crée ainsi est très claire et surtout très cohérente. C'est vrai qu'être députée tout en se demandant quel est son rôle à l'Assemblée, ou si la démocratie peut s'exercer hors du vote, peut sembler illogique ou suicidaire. D'autre part, quand je vois avec le recul, ce qu'il se passe aujourd'hui dans le Landerneau politicien entre sentiment d'impunité, scandales et mépris généralisé, je ne regrette absolument pas d'avoir franchi ce miroir et de voir enfin clair.

Cela ne doit pas être simple... As-tu en tête des commentaires, critiques de tes anciens ami.e.s de EELV ? Ou peut-être n'as-tu aucun signe de vie de l'autre rive ?

Vous savez, quand je suis devenue députée, ce n'était pas du tout prévu au sein des instances dirigeantes d'EELV. Personne ne me connaissait et je crois que dès le début j'ai été "l'accident de parcours" et l'électron libre. Je suis toujours en contact avec des militantes qui sont restées à EELV. Notre amitié, nos combats féministes partagés, dépassent l'appartenance à un parti politique. Je pense que mon positionnement ne les étonne pas vraiment car j'avais déjà des idées politiquement "bizarres" lorsque j'étais à EELV : politiquement très à gauche et acharnée sur les questions de libertés individuelles, des biens communs etc.

J'ai également l'impression que certaines de mes amies encartées sont réellement anarchistes dans l'âme mais qu'elles restent dans un parti parce qu'elle y trouve une "famille", que leurs ami.e.s y sont etc. Peut-être que ce livre sèmera suffisamment de doute et qu'elles nous rejoindront, qui sait ?!

Il est souvent reproché à qui ne participe pas à des élections, soit en tant que candidat soit en tant que votant, de ne pas s'intéresser à la politique.

C'est effectivement ce que les journalistes me posent en premier comme question : "si vous ne votez plus, c'est que vous ne vous intéressez plus à la politique ?". Et je leur réponds qu'il faut faire la distinction entre politique politicienne et la politique au sens noble qui consiste à s'intéresser aux affaires de la "cité". Nous devrions tous, faire de la politique car il s'agit des affaires de tous. Ce n'est pas simple d'expliquer aux gens que l'on peut faire de la politique sans aller voter car le lavage de cerveau pour nous amener aux isolements a été très efficace. Mais même si le discours défendant la démocratie représentative et les échéances électorales a plus de deux siècles, je crois qu'il faut continuer à le déconstruire et à expliquer que l'on peut agir ensemble en se passant du vote.

Et puis, il y a toutes ces rencontres que tu as dû faire et que tu fais encore quand tu présentes ton livre dans des librairies.

J'aime vraiment beaucoup les discussions organisées autour du livre. Les personnes qui viennent sont très souvent dans la situation où j'étais il y a deux ans : une phase de questionnements, de doutes sur le bien-fondé de nos institutions etc. Beaucoup ont tenté de militer dans un ou plusieurs partis politiques puis ont abandonné. Je remarque aussi que davantage de femmes que d'hommes viennent discuter avec moi. Elles me confient leur mal-être dans cette société qui les oppresse de toutes parts et je crois qu'elles osent plus que les hommes dire qu'elles doutent, qu'elles se sont trompées. Les hommes n'évoquent pas leurs doutes, par peur d'avouer une faiblesse probablement et c'est dommage.

Nous nous sommes rencontrés devant l'une d'elle. Il pleuvait. Je me souviens d'une dame s'approchant puis reculant comme agressée par le titre...

Il s'agit d'une réaction fréquente ! Peut-être que si cette dame déambulait dans une librairie sans personne autour, elle se sentirait plus libre de feuilleter le livre ou de lire la 4ème de couverture pour en savoir plus sur le sujet ! J'ai délibérément choisi un titre qui bouscule. J'espère qu'il pousse à sortir de sa zone de confort ...

Et comment réagissent les anars ? Comment accueillent-ils l'ancienne députée ?

Avec méfiance au début et je les comprends car je conçois que cela puisse paraître étrange de prime abord, même s'il y a eu d'autres exemples dans l'histoire de députés devenus anarchistes en plus de Proudhon : Johann Most, Guiseppe Fanelli, Ferdinand Domela Nieuwenhuis ...Après la méfiance du début, j'ai apprécié le fait que les anars aient souhaité me rencontrer. Alors je ne suis pas dupe, me rencontrer c'était aussi pour me tester, voir si je pouvais vraiment entrer dans LA famille anarchiste, si je n'étais pas une imposture. Je crois avoir passé ce cap aujourd'hui et j'en suis très heureuse.

Je t'ai écoutée sur Radio libertaire, logique, et puis je t'ai vue sur France info. Après Tancrède Ramonet auteur de son histoire de l'anarchisme, *Ni dieu ni maître*, qui a piqué la curiosité de nombreux médias, perçois-tu un frémissement favorable des médias envers l'anarchie ?

J'ai été très surprise par la presse quotidienne régionale car bizarrement, c'est elle qui a réagi la première et rédigé de longs papiers à propos du livre. Pour les autres médias, ce fut beaucoup plus lent et, par exemple, aucune chaîne de Radio France n'a souhaité en parler. Donc au risque de doucher les espoirs de beaucoup, je ne suis pas sûre de sentir un frémissement favorable dans les médias.

L'anarchisme ne se limitant sûrement pas à démonter sans proposer, de nombreux anars agissent au quotidien en créant des AMAP, des librairies, des lieux de rencontres. Bref, la mise en pratique des idées libertaires ou la mise en route de la prise de conscience du pourquoi de ces idées. Tu es directrice d'un musée en Bretagne...

En fait j'ai le titre pompeux de "directrice" car j'endosse les responsabilités en cas de problèmes mais dans notre musée associatif, nous sommes une toute petite équipe de salariés. Nous nous partageons les tâches, surtout les tâches ingrates, et nos salaires ne sont pas très différents les uns des autres (un de mes rêves serait que nous ayons les mêmes, assez rapidement). Nous réfléchissons ensemble à l'évolution de nos activités et j'apprécie énormément de travailler dans cette atmosphère de confiance et de partage.



Isabelle Attard invitée de France Info

Songes-tu déjà à d'autres projets ?

Mon compagnon et moi avons depuis longtemps un projet d'éducation populaire politique. Dès que nous aurons trouvé un terrain favorable, nous allons créer un lieu de ressources, de formations pour y développer l'autonomie alimentaire et énergétique via les low techs. Nous voulons par-dessus tout que cet endroit soit en réseau avec tous ceux qui pensent qu'un autre monde est possible, sur les bases de la philosophie anarchiste. Il ne s'agit en aucun cas de se recroqueviller en attendant l'effondrement écologique, social et démocratique. La solidarité est essentielle.

Je reprends la citation attribuée à Clémenceau ou du moins le début : « Tout homme qui n'a pas été anarchiste... » Tu remarques le mot « homme » alors qu'il aurait pu mettre « personne » ... Clémenceau avait une profonde amitié pour Louise Michel. Tu cites souvent une autre femme, Voltairine de Cleyre...

Tout d'abord la mention de Clémenceau me gêne beaucoup. Qu'il ait eu du respect pour Louise Michel ne fait pas de lui un féministe, c'était même tout le contraire et le sort qu'il réserva à sa femme le prouve. Clémenceau "le briseur de grèves" est aussi et surtout celui qui développa le fichage et l'arrestation des anarchistes et sympathisants, avant la Première Guerre mondiale, et qui inventa les brigades spéciales dédiées à la traque des anarchistes individualistes.

Il est vrai que je cite beaucoup Voltairine de Cleyre car cette américaine née de père français, n'est pas la plus connue des féministes anarchistes, mais ce qu'elle écrit de 1890 à sa mort en 1912 est essentiel à mes yeux. Elle revendique l'indépendance économique des femmes pour qu'elles puissent être enfin libres. Elle parle de disposer librement de son corps et de se libérer de l'esclavage du mariage. Alors qu'aujourd'hui on parle encore très difficilement des violences et viols à l'intérieur mêmes des couples, les textes de Voltairine sont puissants et toujours d'actualité.

La lutte contre le patriarcat est une lutte de tous les jours mais avec des siècles de gestes, de propos, de comportements à réparer. Y compris dans les milieux libertaires qui en ont peut-être un peu plus conscience. On préfère le Proudhon de « La plus haute perfection de la société se trouve dans l'union de l'ordre et de l'anarchie. » (Qu'est-ce que la propriété ?) au Proudhon de « Nous ne savons si, en fait d'aberrations étranges, le siècle où nous sommes est appelé à voir se réaliser à quelque degré celle-ci : l'émancipation des femmes. Nous croyons que non. » (La Liberté, 15 avril 1848).

Lorsqu'on parle de luttes contre toutes les formes de domination, on pourrait imaginer que les anarchistes sont forcément féministes. Les propos misogynes de Proudhon prouvent que ce n'est pas si simple et que

le patriarcat est très difficile à abolir, même chez les anarchistes. Dans l'Espagne de 1936 et de la CNT-FAI, les compagnonnes ont dû se battre pour prendre une place qu'on ne leur donnait pas automatiquement, notamment en créant le journal féministe *Mujeres libres*. De mon côté, il n'est pas rare que je subisse le "mansplaining" de la part de compagnons, preuve que ce long travail de déconstruction n'est pas complètement achevé.

Tu reformes ton livre sur une citation d'Albert Camus : « La pensée libertaire constitue l'espoir et la chance des derniers hommes libres », je te propose une citation de Mark Twain : « Ils ne savaient pas que c'était impossible alors ils l'ont fait. »

Je passe beaucoup de temps à expliquer que les idées anarchistes ne sont pas restées à l'état d'utopies mais ont abouti à des réalisations concrètes, donc j'évite autant que je peux le mot "impossible" et je préfère largement parler d'espoir car nous en avons tous besoin en ce moment.

Il est toujours très courageux de quitter un modèle bien ancré dans le quotidien des gens qui nous entourent alors chapeau et bienvenue, tu prendras bien un morceau de pain de l'amitié ?... Je viens de le trancher...

Bernard
Groupe d'Aubenas

L'ALCHIMIE DU VERBE FÉMINISTE CONTRE LE PATRIARCAT

Les féministes sont souvent traitées de « mal-baisées », de « castratrices », de « n'avoir pas d'humour ». C'est la version des grincheux et des machos. En mai 2018, dans *Casse-rôles* (1), j'avais commis un article montrant bien le contraire : le décalage, l'humour, la créativité et la radicalité de certains -et fort nombreux- slogans féministes. Par exemples, « *Une femme sans homme, c'est comme un poisson sans bicyclette* », « *Le Torchon brûle* » (2), « *Il y a plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme* » (3), « *Prolétaires de tous les pays, qui lavent vos chaussettes ?* » ou bien encore plus récemment « *Les filles sages vont au paradis, les autres vont où elles veulent* » (4) ou « *Les grenouilles au bénitier, les femmes en liberté* ».

Aujourd'hui, il en est de même tant pour les slogans que pour les formes d'action. Petit voyage international au pays des féministes. Il est indéniable que les réseaux sociaux favorisent la propagation des idées dans un même pays mais aussi sur le plan mondial.

#MeToo

Ainsi #MeToo a fait le tour de la planète et continue d'être un puissant vecteur pour faire émerger publiquement ce que des femmes disent depuis des années sans être entendues. Tous les niveaux sociaux-professionnels s'y sont mis, bien moins cher que les tracts ou les tribunes dans les journaux. Le 15 octobre 2017, l'actrice américaine Alyssa Milano utilise Twitter afin d'inciter toutes les victimes de violences sexuelles à poster le simple message #MeToo sur les réseaux sociaux en réaction à l'affaire Weinstein révélée au monde entier par le New York Times quelques jours auparavant (5) : Weinstein était tout-puissant, difficile alors de se refuser à un homme qui peut faire ou défaire une carrière d'un claquement de doigts. Et à cette menace sourde, s'ajoutent la peur, l'effet de sidération, et autres mécanismes de défense du cerveau face à une violence, notamment sexuelle. En une seule journée, le hashtag est partagé plus de douze millions de fois. Certains médias vont qualifier ce phénomène de « rupture historique majeure » dans le mouvement féministe. Et pourtant MeToo n'est pas si nouveau puisque Tarana Burke, activiste africaine-américaine avait lancé dix années plus tôt une campagne pour dénoncer les agressions sex-

uelles infligées aux femmes. Le # déferle sans précédent et libère la parole : de nombreuses actrices hollywoodiennes franchissent le pas en partageant leurs propres expériences dans l'espoir de provoquer l'action publique et des changements tangibles. Le 6 décembre 2017, les « briseurs de silence » sont à la une du Time. Oprah Winfrey reçoit le prix Cecil B. DeMille et prononce un discours pour un futur où l'on n'aurait plus à dire « Me Too ». La vague de témoignages inonde bien au-delà des États-Unis et de l'industrie du cinéma. #BalanceTonPorc en France est créé par la journaliste Sandra Muller, #Quellavoltache en Italie est popularisé par l'actrice Asia Argento, #EuTambém se répand au Brésil, #انا كامانا (ana kamane, moi aussi) dans les pays arabes, notamment en Égypte, où selon l'ONU, 99,3% des femmes affirmaient en 2013 avoir été victimes d'au moins une forme de harcèlement, et #YoTambien dans les pays hispanophones. Le mouvement Ye Wo Shi a commencé en Chine sur le campus de l'université de Beihang, à Pékin, via Weibo, le Twitter chinois.

Solidarité et rassemblement ont été au rendez-vous, avec ce simple « MoiAussi ». Le



silence est brisé, le viol est tabou, la honte et la culpabilité changent de camp. #MeToo a ouvert les yeux de la société, a fait sortir de l'omerta le sujet du harcèlement sexuel au travail, que ce soit dans une suite luxueuse de Cannes ou dans le local technique moins prestigieux d'une entreprise du bâtiment. En France, le nombre de plaintes déposées pour violences sexuelles a augmenté de 23% au cours des six premiers mois de l'année 2018. Le 3919, numéro dédié aux victimes de violences sexuelles, a vu son nombre d'appels augmenter d'environ 30% en un an. Des groupes de soutien se multiplient pour accompagner psychologiquement les victimes et sensibiliser l'opinion publique. Cependant, le chemin à parcourir est encore long. Les femmes font face à des réactions conservatrices, réactionnaires. Telle la tribune du collectif de 100 femmes « *défendant une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle* », la nomination du juge Brett Kavanaugh à la Cour Suprême des États-Unis, accusé de plusieurs agressions sexuelles, ou la décision de nombreux hommes en Corée du Sud de restreindre tout contact avec leurs collègues féminines afin d'être exemptés de toute accusation.

Pédocriminalité

Il est difficile de dissocier les violences faites aux femmes à celles exercées sur les mineur.e.s, quand bien même ces dernières sont tuées pendant parfois des dizaines d'années. Le Conseil de l'Europe estime que près d'un enfant sur cinq est victime d'une forme de violence sexuelle.

Alors que le verdict concernant le père Preynat, accusé d'agressions sexuelles envers de jeunes scouts est attendu en mars, de nombreuses affaires sont révélées : celle du réalisateur Christophe Ruggia à l'encontre d'Adèle Haenel, de l'écrivain Gabriel Matzneff contre Vanessa Springora, jusqu'à la révélation aujourd'hui des violences et viols dans le sport, en particulier le patinage. Au-

cun secteur de la société ne semble pouvoir échapper à cette avalanche de déclarations. « *Si la société contemporaine s'accorde à considérer inceste et pédocriminalité comme des violences inacceptables, elle ne reconnaît pas encore que celles-ci s'exercent sur un grand nombre d'enfants et ne s'amende donc pas pour les examiner lucidement et les éradiquer. Il ne s'agit que de situations extraordinaires révélées par de grandes affaires comme celle de Marc Dutroux* » comme l'exprime Patric Jean dans son dernier livre (6). « *Il est temps d'ouvrir les yeux sur le fait que toute notre organisation sociale est fondée sur des hiérarchies violentes où les femmes (on commence à le découvrir) mais aussi les enfants sont les perdants perma-*

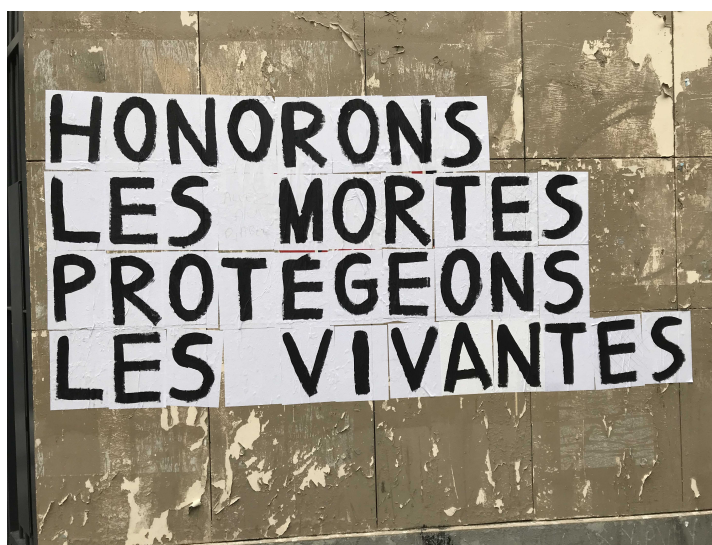
nents. Ces derniers n'ont même pas la possibilité de résister, de manifester ou de pétitionner. Ils souffrent en silence » (7).

Toujours est-il que #MeToo a permis de faire bouger les lignes. Ainsi, en janvier 2018, il a amené la question du harcèlement sexuel et des violences dans la sphère publique et politique, au sein des entreprises, des écoles ou des familles, et il a galvanisé des rassemblements comme la seconde marche des femmes aux États-Unis ou les manifestations des Argentines en faveur de la légalisation du droit à l'avortement, par exemple. #MeToo reste d'actualité bien que d'autres formes d'action apparaissent.

On ne tue jamais par amour

Depuis, fin août 2019, des affiches fleurissent dans les rues des grandes villes françaises : sensibiliser les passant.e.s et faire réagir les pouvoirs publics, sur la question des féminicides et ainsi investir l'espace public d'un phénomène considéré comme privé depuis toujours. Les médias ne disaient-ils pas « drame de la jalousie », « crime passionnel » ? Où est la passion quand un homme poignarde la compagne avec qui il a vécu, a eu ou non des enfants, a fait des projets, l'étrangle ou lui tire dessus avec une carabine ? C'est un homme qui tue une femme parce qu'elle est une femme, c'est un féminicide : « *On ne tue jamais par amour !* ».

Cette campagne d'affichage a été initiée par l'ex-Femen Marguerite Stern. A partir des informations recueillies par le Collectif « Féminicides par compagnons ou ex », des militantes, nouvelles ou plus aguerries, peignent sur des feuilles A4, à la peinture noire, les lettres qui emplissent la feuille et qui forment les messages destinés à être collés : « *Elle le quitte, il la tue* », « *En France, un féminicide toutes les 48 h* », « *Honorons les mortes, protégeons les vivantes* », « *Papa a évité la prison, Maman a succombé à la mort* ». Et des affiches « *Féminicides : État coupable, justice complice* » ont été collées sur de nombreux tribunaux début novembre 2019. Quatre militantes ont été interpellées à Lyon, trois à Paris pour avoir collé des messages sur un mur près du métro Varennes (7^{ème} arrondissement) : « *Féminicides : la grande cause du quinquennat* » et « *Aux femmes*



assassinées, la patrie indifférente ». Chaque femme verbalisée a écopé de 68 € d'amende. « *Nous souhaiterions autant de réactivité de la part des forces de l'ordre lorsqu'il s'agit de protéger les femmes victimes de violence* » a réagi le groupe Collages Féminicides Paris sur Twitter, « *70% des auteurs de féminicides avaient déjà commis des violences sur la victime et rien n'est fait pour mettre fin à ce massacre* », « *Par son inaction, l'État est coupable. Par son inefficacité, la justice est complice.* » Le 19 octobre 2019, cinq *die-in* étaient organisés : près de 300 personnes se sont rassemblées notamment place de la République à Paris. Parmi elles, 121 femmes portaient chacune une feuille avec le nom d'une des victimes tuées cette année.

D'abord debout, elles se sont allongées par terre l'une après l'autre, au fur et à mesure qu'un fichier sonore diffusait des dialogues fictifs, inspirés de vraies conversations téléphoniques illustrant le « mauvais » accueil des victimes dans les commissariats.

« *Je voudrais vous signaler que mon mari me frappe et ce soir, j'ai très peur qu'il m'arrive quelque chose de grave* », pouvait-on entendre, dans un des dialogues. « *Qu'est-ce que vous appelez "il vous frappe" ? Des gifles ? C'est pas des coups* », lui répond le policier fictif (8). Après le *die-in*, les femmes se sont relevées au cri de « *Pas une de plus* », puis « *121 femmes assassinées, Macron, il faut se réveiller !* ». Finalement ce sont 149 féminicides qui ont été comptabilisés en 2019.

Chorégraphies, Flash mob et chants

Depuis quelques années, s'organisent des chorégraphies de rue, appelées parfois *flash mob*, ou *flash mob dance*. Un certain nombre de personnes se mettent à bouger, à danser en rythme, subitement, dans une manifestation ou sur un lieu de promenade ou commercial. Et ce, dans de multiples villes du monde, souvent associé à la journée internationale des femmes, le 8 mars, ou celle contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre. En 2019, *Un violador en tu camino* (Un violeur sur ton chemin) a été créée par un collectif féministe de Valparaíso dénommé *Lastesis*, pour manifester contre les violations des droits des femmes dans le cadre des rassemblements de 2019 au Chili, et pour dénoncer la complicité des pouvoirs publics vis-à-vis des violences, des viols, des féminicides :

(...) *Y la culpa era mía ni dónde estaba ni cómo vestía El violador eres tú Son los pacos, Los jueces, El Estado, El presidente, El estado opresor es un macho violador...*

... *Et ce n'était pas ma faute, ni où j'étais, ni comment je me suis habillée, Tu étais le violeur, Ils sont la police, Les juges, L'État, Le président, L'État oppressif est un violeur masculin...*

Canto-Protesta et chorégraphie virale, si bien que nombre de pays l'ont reprise de Buenos Aires, à Mexico, au Nicaragua, en Équateur, au Costa Rica, New-York, Istanbul, Madrid jusqu'à Paris. Mais aussi au Liban, avec la chanson chorégraphiée *Not your honor* de l'association féministe Abaad : hymne sous forme de cri puissant contre le viol, l'oppression et le patriarcat, hymne à la liberté, à la lutte et à la résistance.

Dans les manifestations contre le projet de cassage des retraites, les militantes du collectif féministe Les Effronté.es, associées à Attac, se sont réappropriées le titre « À cause des garçons » (1987) du duo belge formé par Laurence Heller et Hélène Bérard pour le renommer « À cause de Macron ». Elles sont vêtues du bleu de travail et du bandeau rouge à pois blancs de la célèbre affiche de « Rosie the Riveter » au fameux slogan « We can do it ! ». Un tuto très pédagogique est même disponible avec la vidéo pour s'entraîner avant de se lancer dans la performance de rue. Les grandes villes françaises ont pu apprécier cette chorégraphie tant pour le texte que pour le rythme.

Et que dire des 600 femmes, avec la Compagnie Dicalà, entonnant l'Hymne des Femmes, composition collective du MLF, au stade de Rennes le mardi 11 juin 2019 : la puissance

de ce chant féministe dans un lieu traditionnel occupé par les hommes ! Le machisme tue tous les jours. Le féminisme, lui, n'a jamais tué personne.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

- 1) *Casse-rôles* n°4, mai 2018, pp. 16-18. <http://casse-roles.revulublog.com/>
- 2) Un des titres de la presse féministe, confectionné par le MLF au début des années 1970.
- 3) Ce fut le slogan affiché lors du dépôt d'une gerbe à l'Arc de Triomphe, le 26 août 1970 à Paris, jour symbolique aux États-Unis, celui du 50^e anniversaire du droit de vote des femmes.

À cause de Macron
CHANSON

Tu déconnes, on se laisse pas faire
tu nous prends toutes pour des connes
Ton sale plan retraite, nous jette
dans la pré-carité
Ta retraite à points n'aime pas
les p'tits jobs en pointillés
Moi tu vois, je veux être autonome

À cause de Macron
C'est la chute des pensions
pour Fatou et Marion
À cause de Macron
Grandes perdantes nous serons
faut t'le dire sur quel ton ?!
À cause de Macron
On crie révolution
À cause de Macron
À cause de Macron

La déprime, c'est le mot qui m'vient
quand je pense à mes copines
En mode gilet jaune, vénère
pour nous c'est la galère
J'hallucine, pour nos gosses on trime
ça vaudrait pas un centime ?!
Fais ton film, mais la lutte oui
c'est notr' style

À cause de Macron
BlackRock prend mon pognon
Capitalisation
À cause de Macron
Ma moitié meurt c'est con
moins d'pension d'réversion
À cause de Macron

On aura moins de ronds
À cause de Macron
À cause de Macron

C'est d'la faute de Macron et sa team
si c'est surtout, les femmes qui triment
APL, chômage, les plus précaires
c'est les fem' d'aujourd'hui comme d'hier
C'est la faute de Macron et sa team
Delevoye, maint'nant Pietraszewski
C'est quoi ce hic, y'en trop marre
Du défilé de ces tocards

À cause de Macron
Nous on cumule pas
les emplois comme Delevoye
À cause de Macron
Les filles sont sous pression
bien plus que les garçons
À cause de Macron
On crie RÉ-VO-LU-TION !
À cause de Macron

Bonne année
de grèves
M. Macron!

attac

- 4) C'est devenu le titre d'un album de la chanteuse, Samuele en 2017. *Harvey Weinstein Paid Off Sexual Harassment Accusers for Decades* (Pendant des décennies, Harvey Weinstein a payé celles qui l'accusaient de harcèlement sexuel).
- 5) Patric Jean, *La loi des Pères*, Éditions du Rocher, paru en janvier 2020 : une enquête choc sur l'aveuglement de la Justice et de la société face à l'inceste et à la pédophilie.
- 6) <https://blogs.mediapart.fr/patric-jean/blog/301219/si-seulement-matzneff-etait-le-seul-probleme>
- 7) Le spot sonore de ces dialogues fictifs a été diffusé dans toutes les émissions de Femmes libres en novembre et décembre 2019 sur Radio libertaire 89.4.

EVOLUTION DU PARTAGE DES TÂCHES DOMESTIQUES

Depuis la réforme des 35h

La diminution du temps de travail à 35 h a libéré du temps pour toutes et tous. Quelle évolution dans l'organisation des activités domestiques des femmes et des hommes, en termes de durée, de type de tâches réalisées et de répartition entre week-end et semaine ? Ariane Pailhé et Anne Solaz, chercheuses à l'Ined, ont réalisé avec Arthur Souletie, une étude permettant d'évaluer les conséquences de cette réforme dans la sphère privée. Le temps libéré par la réforme est utilisé différemment selon que l'on est femme ou homme. Les femmes restent responsables des tâches ménagères courantes et répétitives tandis que les hommes effectuent des tâches plus flexibles dans le temps, et assouplissent ainsi leur emploi du temps.

En fait, l'asymétrie des tâches entre les femmes et les hommes a été renforcée. Toute chose égale par ailleurs, les hommes consacrent plus de temps aux activités domestiques depuis les 35 h (environ 12 mn de plus en moyenne par jour). Mais, les jours de semaine, ils passent plus de temps à des tâches telles que le bricolage et le jardinage, les démarches administratives et la garde d'enfants « récréative », libérant du temps sur leur week-end où ils y consacrent en revanche moins de temps. Pour les femmes, avec les 35 h, elles consacrent davantage de temps à leurs enfants, dans des tâches de soins principalement. Si les femmes font très rarement du bricolage (89 % n'en font pas), la plupart des hommes ne font jamais de repassage (86 %). En revanche, au quotidien, une majorité de femmes font la cuisine, la vaisselle et le ménage quotidiennement. Contrairement à ces tâches courantes et répétitives effectuées par les femmes, celles effectuées par les hommes sont plus discrétionnaires et leur permettent de mieux réorganiser leur emploi du temps entre semaine et week-end.

La répartition des tâches domestiques n'est pas seulement une question de disponibilité de temps, elle est profondément « genrée ». La ré-allocation du temps libéré correspond aux stéréotypes et normes de genre traditionnels. Les comportements des

femmes et des hommes pendant les week-ends illustrent particulièrement ce phénomène, avec un surinvestissement dans les tâches socialement stéréotypées - bricolage et jardinage pour les hommes, garde d'enfants pour les femmes - et un sous-investissement pour les hommes dans les travaux ménagers, notamment s'agissant du ménage et du linge. Les femmes consacrent plus de temps en grande partie pour les enfants et non pas aux tâches ménagères. Ainsi, les enfants en seraient les grands bénéficiaires, en relation avec l'évolution des normes parentales dans les pays à mode de vie occidentale, l'investissement parental étant désormais considéré comme une nécessité.

À quand un réel partage des tâches domestiques ? À quand la rupture avec les stéréotypes et les normes assignés aux femmes et aux hommes, tant ils ont la vie dure, l'ancrage tenace ?

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Ariane Pailhé, Anne Solaz et Arthur Souletie, 2019, "How Do Women and Men Use Extra Time? Housework and Childcare after the French 35-Hour Workweek Regulation", *European Sociological Review* 35: 807–824.



SCHIAPPA OU L'INCURIE CRASSE

Schiappa ou l'incurie crasse
Marlène Schiappa, Secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes dans le gouvernement de l'auguste Philippe et sous le règne de sa majesté Macron, débite en permanence des évidences... Bref, elle occupe le terrain pour embobiner les citoyen.nes et laisser croire que le gouvernement dont elle est partie prenante, met, par son intermédiaire, tout en œuvre pour « la cause des femmes », et surtout taire son inefficacité.

La « diseuse »

Sa logorrhée n'a fait que répéter les mots et les phrases que lui ont soufflés les responsables d'associations qui, elles, sont sur le terrain et luttent concrètement contre la violence faite aux femmes au sein de cette société patriarcale.

Son incurie est tellement évidente qu'elle est amenée, pour justifier sa fonction, à seriner ce que nous dénonçons depuis des dizaines et des dizaines d'années. Nous n'avons pas eu besoin de cette donneuse de leçons pour dénoncer les manquements à tous les étages, de la police, des hôpitaux, de la Justice... et demander une meilleure prise en charge : temps d'écoute et surtout respect afin que les femmes maltraitées soient prises au sérieux.

Les femmes n'ont pas besoin de ce moulin à paroles pour parler à leur place et dire ce qu'elles ressentent dans leur vie quotidienne. C'est tellement patent qu'elle n'a pas grand-chose à dire, qu'elle est amenée à s'approprier les dires des femmes militantes qui luttent contre la violence qu'elles subissent.

« *Les femmes en ont marre d'être harcelées, invectivées, suivies dans la rue...* » ou encore « *Il faut appeler la police lorsque l'on est témoin.* » et pour conclure « *Chacun doit être mis en face de ses responsabilités...* »

Comme si, lorsque qu'une femme fait la démarche (pas évidente spontanément) de se présenter dans un commissariat pour dénoncer son mari, son compagnon... parce que ce dernier la menace ou la roue de coups, n'était ni sérieuse, ni responsable.

Mais vous, Madame la Secrétaire d'État à l'Égalité entre femmes-hommes, je pense que vous n'êtes guère responsable, car ce ne sont pas les quelques mesurette (éloignement du conjoint, port d'un bracelet d'éloignement, retirer les armes si certains hommes en possèdent) qui suffiront à régler ce problème. Mais là où vous m'avez fait carrément

rire, Madame l'amuseuse publique, c'est lorsque vous organisez un Grenelle des violences conjugales.

Comme disait l'autre, quand on n'a rien à dire et que l'on veut enterrer un problème, ou que l'on ne veut pas s'attaquer au nœud de la question, il suffit de mettre sur pied une commission, un Grenelle ou je ne sais quelle usine à gaz... Gageons que l'assassinat codifié des femmes - 149 recensés par les organisations féministes pour 2019 (une tous les deux jours) - continuera à progresser. Madame, vous et le gouvernement auquel vous appartenez ainsi que le Président de la République, êtes complices de tous ces assassinats.

La solution, si l'on veut vraiment éradiquer ce fléau sanguin, est de s'attaquer au régime capitaliste dont le fondement est le patriarcat qui est la source de toutes les dérives et violences envers les femmes. Mais cela, vous ne le ferez jamais.

Car vous, comme les gens d'Église et le patronat vous considérez les femmes comme une quantité négligeable. Cependant, par leurs luttes, elles ont fait reculer les obscurantistes et ont pu accéder à des postes de responsabilités. La parité n'est pas qu'un leurre car lorsque quelques femmes accèdent aux responsabilités, c'est pour singer

les hommes. La vigilance s'impose car les réactionnaires de tout poil sont à l'affût.

Des femmes cautions du système capitaliste

Et malheureusement, ils réussissent encore à tromper et à créer l'illusion que l'égalité entre les femmes et les hommes existe. La preuve, il y a des femmes ministres, députés, chefs d'entreprise, maires, présidente du Conseil européen, chefs d'État, directrice générale de la Banque européenne... Ces femmes sont dangereuses et ne sont surtout pas les amies des femmes du peuple, des ouvrières... Leurs intérêts sont diamétralement opposés, elles sont les suppôts et la caution du système.

La seule manière d'en finir avec le patriarcat est de terrasser le capitalisme et cela ne pourra se faire que collectivement, femmes-hommes en mettant de côté tous les a priori inculqués depuis des lustres et des lustres par le système.

Certes, la libération sera longue et peut-être violente car les tenants du système ne sont pas prêts à abdiquer.

Justhom
Groupe de Rouen



Estampe de Grandville

TRANS ET FEMME : TÉMOIGNAGE DE DAISY

Quand un homme veut devenir femme, quel modèle va le guider pendant sa transformation ? Tout semble possible, en fonction de son histoire, de son projet de vie... Pourtant, beaucoup de femmes trans (formistes, sexuelles, genres) utilisent des codes éculés voire sexistes : la FÂMME idéalisée serait toujours avec le même dress code : taille haute, longues jambes perchées sur des talons de 20 cm, longs faux cils, maquillage outrancier, vêtements hyper sexy, poitrine démesurée, attitudes lascives que les mecs les plus machos ne désavoueraient pas. Par exemple, Violet Chachki qui est drag queen, la reine des « habillés comme une fille », dress as a girl, a beaucoup fréquenté le milieu gay du sud des États-Unis où le milieu transformiste est très présent. Celui-ci organise des concours de Miss en tenue de bal strass à la main ! Y a-t-il beaucoup de femmes revendiquant ces codes stéréotypés ? De plus, si on ne veut plus être un homme, pourquoi ressembler à la femme imaginée comme idéale par et pour la gente masculine ? Ces mêmes codes se retrouvent dans les carnivals, hauts lieux de démonstration de ce que des hommes ont dans leur tête : bas résille, tenues hyper dénudées ! Des femmes prostituées utilisent aussi ces tenues qui les transforment en objets sexuels ! Là, au moins, les choses sont claires. Pourquoi cette caricature de femme ? Même si les relations femme/homme sont si compliquées, les hommes imaginant des femmes qui n'existent pas dans la réalité ! Mais les transexuel·les ? Étonnant, non ?



Daisy est une femme en devenir qui a commencé sa transformation depuis deux ans maintenant. Une des premières choses qu'il a faites est de s'épiler les sourcils Est-ce que la féminité passe obligatoirement par cet acte ? Pour lui-elle, oui, évidemment !

Qui est Daisy ?

Daisy est florale, coquette et adore les robes à fleurs. Elle revendique le style gothique. Elle est très sensible, parle de fraîcheur, se voit rayonnante. Elle porte les cheveux longs.

Je ne supporte pas les poils : je ne veux plus ressembler à un mec, surtout poilu, c'est pourquoi j'apporte tant d'importance à l'épilation. Cette année, un des objectifs est l'épilation définitive, remboursée par la Sécurité sociale à raison de 17 €. Chaque séance coûte 60 € : 8 séances seront nécessaires. J'ai commencé en janvier. Auparavant, je

pratiquais l'épilation à la cire sur le visage pour ne pas voir la démarcation entre barbe et peau quand le rasage est fait avec un rasoir. Cette démarcation me rappelait toujours l'homme que je n'étais pas et dont j'ai toujours l'apparence pour le moment. Le laser enlève le bulbe du poil et celui-ci met beaucoup de temps à repousser. J'ai vraiment besoin de cette épilation pour avoir ce visage féminin. Je suis prête à faire des choses extrêmes pour aller jusqu'au bout de la transformation. En fait, des sentiments multiples se bousculent dans ma tête. Il n'y a pas seulement le fait de la démarcation de

la barbe, des poils, mais aussi le fait de le voir dans un miroir, c'est très dur. Si je me rase, la repousse est très douloureuse pour moi : sentir ces poils qui piquent finissent même par m'irriter. Du coup, je suis dans un extrême : si je ne peux pas m'épiler, je ne veux pas pleurer ou souffrir en me regardant me raser. Je laisse donc pousser la barbe jusqu'à la prochaine épilation. Cela a un double effet : me "cacher" dans mon quotidien des hommes mais aussi faire que je ne peux plus me voir ni toucher mon visage et, au final, active souvent la présence masculine que j'étais avant.

J'accepte mon corps qui se transforme lentement ; je veux casser la « carrure avec beaucoup de muscles » en utilisant des subterfuges comme les robes sans manche.

J'ai vécu déjà deux fois en couple dans ma vie d'avant et je connais ce qu'est la répartition des tâches ménagères : actuellement, ma copine travaille et je suis au chômage. Ce n'est pas un problème pour moi de faire le ménage et la cuisine.

Quel travail faisais-tu auparavant et qu'en visages-tu dans l'avenir ?

Je veux travailler. Mais là, je suis au chômage depuis trois ans. Au départ, je ne voulais pas être électricien mais conceptrice de jeux vidéo. Études trop chères pour mon père, je me suis retrouvée en électro-technique. J'ai le niveau d'ingénieur, mais je pense que ce sera difficile pour moi de rester dans cette branche et ma dernière expérience en intérim s'est mal passée. Je suis prête à changer complètement de travail. D'autres problèmes interfèrent : je pense opérer mon changement de prénom et de genre en 2020. Si je travaille avec mon identité masculine, je devrais changer en cours de contrat. Il faudra alors que l'employeur refasse le contrat et on arrive au problème du changement de statut et de grille salariale.

Est-ce que mes diplômes vont être validés avec mon nouveau prénom ?

Pour le moment, travailler est difficile : les douleurs provoquées par les changements corporels sont très fortes, ma dernière expérience professionnelle comme électricien en bâtiment ne s'est pas bien passée dans un environnement où les 90 collègues étaient des hommes. L'ambiance testostéronée du chantier fait que je n'ai pas tenu le coup et ai dû abandonner au bout de deux mois et demi. J'avais peur de me faire coincer par des collègues de chantier dans un bâtiment vide. Je ne supportais plus ces mecs qui ne parlent que de sexe, qui regardent la moindre femme qui passe avec des commentaires sexistes. Comme j'ai perdu beaucoup de muscles et ne peux plus faire des tâches avec de gros efforts physiques, j'ai dû arrêter.

Depuis deux ans, je bénéficie d'un suivi : en ce moment, c'est l'épilation, des rendez-vous avec une psychologue, un psychiatre ou mon médecin traitant. C'est pour cela que les personnes qui souhaitent entamer une transformation peuvent demander à béné-

ficier de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH). Je n'ai pas encore fait la démarche car je ne me sens pas handicapée. Avec l'AAH, ce serait « se ré-handicaper à nouveau ». C'est la société qui me handicape ! Mon handicap est lié à mon diplôme et pas à mon physique. Je pense demander à la MDPH (Maison départementale pour les personnes handicapées) à bénéficier d'un changement d'orientation professionnelle. Mais quel métier ?

Comment se passe la découverte du corps féminin, devenir femme après avoir été homme ?

Je ne m'habille en femme uniquement que quand je ne suis pas seule en public. Depuis que je suis transgenre, je ne me sens pas en sécurité, très sexualisée dans les regards masculins. Depuis que j'ai raconté ma transformation en cours à des connaissances masculines, leur regard a changé ; dans la conversation, maintenant, j'ai droit à des propositions dégradantes. Je ne me sens plus respectée. Mon aspect est encore masculin et je ne me suis pas encore fait draguer comme mes amies.

Quand j'étais homme, j'ai fait des blagues sexistes. Maintenant, je vois le regard des hommes sur moi ! Ça fait bizarre. J'ai vécu comme un homme avec une éducation très masculine de par mon père et maintenant, je suis obligée d'avoir un nouveau comportement face aux hommes. Le sexe chez les hommes, c'est leur première nature. Chez les femmes, ce n'est pas ça ; et maintenant, je vois la différence !

Je souffre de la dysphorie de genre, c'est-à-dire ne pas être constamment femme ou homme, un passage entre deux états pas encore stabilisés. J'ai des troubles de l'humeur liés à ce sentiment d'inadéquation entre mon physique masculin et ce que je ressens en tant que femme. Cela crée des malaises. La transformation est vitale pour que je trouve enfin un équilibre. Je reprends les réflexes de mon « ancien moi », quand je me sens en danger, c'est-à-dire mon côté emporté, avec de grosses colères. Seule une présence féminine peut me calmer dans ces cas-là ! C'est notamment pour ça que j'ai besoin que l'image renvoyée corresponde à ce que j'attends : plus de poil !

Mes seins commencent à être plus gros, j'ai pris une taille de bonnet en un an. Je suis

très contente, pourtant, ça fait mal et que c'est gênant quand je cours ! Sur le plan hormonal, j'ai des cycles, il faut s'habituer. Les hormones influent énormément sur mon humeur ; le dosage hormonal équivaut à celui d'une femme enceinte pendant tout le temps de la transformation avec tous les effets secondaires ! La musculature diminue, j'ai pris du ventre, ma taille a changé... Les hormones influent aussi sur mon comportement. J'ai toujours été sensible mais maintenant, je pleure souvent et montre davantage mes émotions ; je ne sais pas si c'est le fait de devenir plus femme ou bien si ce sont les effets des hormones.

Je sais que je pourrai avoir accès à la chirurgie dite réparatrice car les médecins expliquent que je suis née dans le mauvais corps. Je pourrais ainsi supprimer mes attributs sexuels masculins et créer par la vaginoplastie, par exemple, un semblant d'organe sexuel féminin. Tout cela est à voir plus tard et c'est un choix personnel.

Quelle est ta perception des événements tels que ME TOO, la lutte actuelle contre les violences faites aux femmes, la place que prennent les femmes en ce moment, etc. ?

J'ai conscience de nombreux problèmes liés au fait d'être femme dans une société patriarcale mais ce n'est pas ma priorité pour le moment. Par contre, je suis allée à la première marche des fiertés en 2019 à Amiens avec ma mère. Comme je change, j'avais envie de l'affirmer. Je me rends compte qu'il y a beaucoup de transgenres et cette réalité me touche plus que le fait d'être femme. Je sais que je vais être confrontée rapidement à des problèmes tels que les inégalités salariales femme/homme.

Merci Daisy. Cette interview a été importante pour toi qui as besoin d'être écoutée. Ton témoignage permettra certainement à d'autres femmes dans ta situation de se reconnaître mais aussi à toutes celles et ceux qui ne connaissent pas de comprendre et d'être toujours dans la bienveillance.

Propos recueillis par Marie-Jo

Émission Femmes libres sur Radio libertaire

ENTRE TRANSACTIVISME ET FÉMINISME UNIVERSEL

La militante féministe Marguerite Stern a déploré sur Twitter que le mouvement Collages anti-féminicides qu'elle a fondé soit désormais accaparé par des femmes trans, et que celles-ci excluent les colleuses qui ne sont pas trans. Décryptage.

22 janvier 2020, de Marguerite Stern :
« Aujourd'hui, j'ai découvert ce collage sur le compte instagram "Collages féminicides Montpellier". Et ça n'est pas le premier. J'ai donc décidé d'écrire ce thread pour dire ce que j'en pense ».

« Je trouve que les débats sur le transactivisme prennent de plus en plus de place dans le féminisme, et cristallisent même toute l'attention. J'interprète ça comme une nouvelle tentative masculine pour empêcher les femmes de s'exprimer. De tous temps, les hommes ont tenté de silencer les femmes en faisant taire leurs révoltes. Aujourd'hui, ils le font de l'intérieur en infiltrant nos luttes et en occupant le devant de la scène ».

« Dans les débats féministes sur instagram, on n'utilise plus les mots "femmes" et "hommes". On parle désormais de "personnes à vulves". Et bien je considère que ça m'invisibilise. Non, je ne suis pas une "personne à vulve", je suis une femme ».

« Je suis pour qu'on déconstruise les stéréotypes de genre, et je considère que le transactivisme ne fait que les renforcer. J'observe que les hommes qui veulent être des femmes, se mettent soudainement à se maquiller, à porter des robes, des talons et des perruques ».
« Arrêtez de me dire que je vous oppresse. C'est vous qui m'opprimez en renforçant justement ces stéréotypes de genre. Que des personnes trans existent, je m'en fiche. Qu'elles viennent coloniser le débat féministe en ramenant tout à elles au point que certaines féministes dites "cis" n'aient plus que cette lutte pour objectif, me révolte ».

Marguerite Stern se fait traiter de transphobe et reçoit des appels au meurtre, pour les propos que vous venez de lire. Le transactivisme est aujourd'hui revendiqué par des hommes devenus femmes et par leurs soutiens intersectionnels (pour une prise en compte des discriminations de race, de classe, de religion, etc.). Ce mouvement lutte pour que les trans devenues femmes ne soient pas invisibilisées par les féministes. Jusqu'à imposer,



comme dans certaines villes, que les féministes se rallient à leur cause et uniquement à leur cause. Meilleur moyen de les faire fuir et non pas de les amener à militer ensemble sur la question des violences exercées sur les trans, au même titre que les violences exercées sur l'ensemble des femmes. Que gagne le transactivisme à attaquer des féministes et à leur lancer l'injure « cisterfs » ? « Cis » qualifie une personne s'identifiant à son sexe biologique (cela devient aujourd'hui une injure !), « terf » signifie « trans-exclusionary radical feminist », donc accusé de vouloir exclure les féministes trans. Ainsi dans la nuit du 24 au 25 janvier, des transactivistes ont appelé au meurtre de leurs rivaux avec un collage « Les terfs au bûcher », rue de Tunis, à Paris.

« J'ai peur de la déferlante de haine, écrit une des colleuses. J'ai assisté à leur violence, comme exclure toutes celles qui ne pensent pas pareil et les mépriser/insulter/lyncher, refuser que des femmes ayant été victimes de violences collent, car ces femmes n'étaient pas assez intersectionnelles, selon le groupe ».

Au sein des féminismes, des questions clivent depuis des années : le port du voile dans l'espace public, la liberté de son corps dans le système prostitutionnel, et maintenant l'intersectionnalité nourrissant le transactivisme. De tous temps, les diverses formes du féminisme

ont soutenu les femmes migrantes dans une sororité internationale, en témoignent les affiches et les documentaires féministes depuis les années 1970 ; les lesbiennes se sont engagées dans la lutte pour le droit à l'avortement et à la contraception – pourtant peu concernées – parce qu'elles inscrivaient cette lutte dans un combat politique de libération des femmes. Si l'intersectionnalité critique les monopoles de représentation des dominant-es, notamment en articulant genre/race/classe sociale, il ne faudrait pas qu'elle s'impose comme pensée relativiste, différentialiste ou identitaire. Le féminisme a déjà été confrontée au relativisme dans son combat contre l'excision par exemple et a su fédérer tout le mouvement pour éradiquer cette pratique. Marguerite Stern a eu le courage de dire ce qu'elle pensait du brouillage du message quant aux féminicides. En regard, pas de pensée politique mais des injures et des menaces. Il y a une injonction au silence. Non, les femmes ne doivent pas cesser de se parler et de parler aux femmes et pour les femmes sur toutes ces thématiques, au risque sinon d'invisibiliser et le féminisme et les femmes. La lutte pour les droits des femmes est universelle et prend des formes différentes en fonction des réalités locales : elle ne peut exister si elle hiérarchise les terrains de lutte.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

POUR ELLES TOUTES FEMMES CONTRE LA PRISON

Rencontrée fin décembre 2019, pour une émission de Femmes libres sur Radio libertaire (1), Gwenola Ricordeau nous a livré un réquisitoire abolitionniste contre la prison très convaincant. Trois à quatre pour cent des détenus sont des femmes, alors qu'apporte cet ouvrage paru aux Editions Lux ? Les luttes féministes et les luttes pour l'abolition du système pénal et de la prison sont souvent présentées comme antagonistes. Le livre vise à délier ce nœud en explorant ce que la prison fait aux femmes qui y sont confrontées. Trois figures de femmes : celles qui sont victimes, celles qui sont détenues, celles qui sont aux portes des prisons. Trois traitements différents qui permettent de penser la prison comme un non-sens.

Femmes victimes...

En quoi la guerre patriarcale contre les femmes – agressions sexuelles, psychologiques, économiques, viols, féminicides – justifie un traitement punitif des auteurs ? En quoi attribuer le qualificatif de victime permet aux femmes d'être protégées ? Peu de femmes portent plainte pour viols et agressions sexuelles, peu de condamnations sont prononcées : dans un rapport de 1 à 100 en France, dans 20% des cas pour violences conjugales. Mais le système pénal est sous influence médiatique : culture du viol, suprémacisme

blanc, intérêts de la bourgeoisie. Il choisit la qualification des faits et décide de la gravité, viol ou agression sexuelle, sans que cela corresponde souvent à la réalité des faits. La parole de la victime est mise en doute, il lui est demandé de détailler, de fournir des éléments personnels, et cela devant des tiers, mais aussi de se conformer à ce qui est attendu d'une « victime idéale ». Et pourtant, la prison fabrique les récidives, le fichage ne surveille guère, il n'est qu'à voir comment les enfants sont oubliés au sein des familles mal-

gré le fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJASV) créé en 2004. Pire, des femmes qui ont été contraintes aux violences et aux viols répétés sur elles et parfois sur leurs enfants et qui ont recouru à la violence en légitime défense sont incarcérées : la preuve qu'elles n'avaient pas été protégées durant les années de crimes à leur rencontre. Pire encore, celles qui meurent(2) sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint malgré les appels nombreux à la force publique.

... Femmes incarcérées...

Pour les femmes judiciairisées, sont-elles moins criminelles que les hommes, moins punies ? C'est vrai que les formes de criminalisation et de punition leur sont spécifiques au travers des siècles(3) : sorcière, empoisonneuse, infanticide, pétroleuse, tondeuse. Et les formes du contrôle social les renvoient à leur rôle maternel et à leur féminité : c'est à cet aune que leur déviance est évaluée. Pourtant, aux Etats-Unis, « 30 à 80% des mineures incarcérées ont été victimes d'abus à caractère sexuel, souvent à un très jeune âge », pourcentage plus élevé que chez les détenus hommes : fugue pour échapper à la violence familiale, précarisation matérielle et émotionnelle les exposent à des risques les conduisant en prison, qui renforce en-

suite leur vulnérabilité et augmentent le risque de re-victimisation. Même phénomène chez les femmes victimes de violences conjugales. Peu d'enquêtes quant aux femmes lesbiennes ou trans si ce n'est aux Etats-Unis une surreprésentation de ces femmes incarcérées au regard du pourcentage dans la population générale : précarité, rupture familiale, exclusion scolaire (du fait de comportement d'évitement des agressions homophobes ou transphobes), difficulté d'insertion professionnelle, fragilité des ressources sociales, vulnérabilité sous forme de divers comportements à risques se conjuguent et les amènent en prison. D'autres cas concernent la criminalité par association avec le partenaire qui les maintient sous emprise

pour la réussite des activités délictuelles : au Royaume-Uni, une étude(4) montre qu'altruisme et dévouement pour leurs proches figurent en bonne place parmi les motivations des femmes. Quant aux peines infligées aux femmes, « Marilyn Buck a comparé la vie des femmes en prison à celle qu'on mène avec un partenaire abusif » (5) : tous les aspects de la vie sont contrôlés. Mais surtout, elles se retrouvent plus isolées, plus éloignées des lieux de résidence de leurs proches (moins de prisons pour femmes), reçoivent moins de solidarité sociale car plus stigmatisées, leur partenaire les lâche et les enfants sont placés.

... Femmes aux portes des prisons

La dernière figure concerne les femmes aux portes des prisons. Femmes invisibles, faisant partie des proches de la personne incarcérée, absentes des médias sauf en cas de décès – *les médias donnent plus la parole à ceux qui en vivent qu'à ceux qui la vivent* – peu de présence dans les mouvements abolitionnistes – *excepté dans les proches des prisonniers et prisonnières politiques Basques ou Corses* – honte, coûts matériels, financiers et émotionnels très importants. Précisons que les détenues ne sont pas nourries, logées et blanchies gratuitement : location de télévision, produits d'hygiène et alimentaires, cigarettes sont vendus en prison à des prix supérieurs à ceux pratiqués à l'extérieur.

Or le travail carcéral reste rare, la rémunération est faible. Donc les achats sont supportés par les proches ce qui diminue les ressources du foyer et s'ajoute aux frais d'avocat alors que les proches constituent une population pauvre (moins de 900 € par mois). La dépense la plus importante, c'est celle liée aux visites : le prix du trajet aller-retour, du domicile à la prison. Si bien que les femmes qui viennent aux parloirs et accompagnent ainsi un conjoint, un père, un frère, un fils, disent qu'elles aussi vivent en prison, leur vie étant rythmée et amputée en budget et en temps par l'aide qu'elles apportent. C'est l'autre peine, d'autant qu'elles sont « louches », humiliées, infantilisées et en même temps on leur demande

d'être responsable du condamné, solidaire du détenu, garante du sortant de prison ! Solidarité ou pénitence ?

« Les outils du maître ne détruiront pas la maison du maître » Audre Lorde

Les femmes n'ont rien à attendre du système pénal tant elles sont affectées de manières spécifiques par son existence. Avec des luttes comme celles menées par Angela Davis et quelques autres militantes, l'abolitionnisme féministe peut se définir comme une coproduction du féminisme et de l'abolitionnisme pénal.

Manifeste pour les proches des personnes détenues

- Il n'y a pas de mouvement abolitionniste sans les proches des personnes détenues.

- Les manières spécifiques dont les femmes sont affectées par l'existence des prisons doivent être analysées et prises en compte dans la lutte pour leur abolition.

- Les proches des détenu·es ne sont ni de simples témoins ni des alliés des luttes abolitionnistes, elles et ils en sont des sujets politiques.

- Les luttes abolitionnistes doivent promouvoir l'autonomisation des proches des personnes détenues et favoriser le développement des solidarités politiques, matérielles et émotionnelles entre elles et eux.

- Les luttes abolitionnistes doivent refuser toute position d'assistance à l'égard des proches des personnes détenues et mener la lutte contre le complexe caritativo-industriel.

L'outil de droit n'est jamais sans ambiguïtés. C'est pourquoi Gwenola Ricordeau inscrit la « *lutte dans une perspective de justice transformative, qui s'attaque aux raisons structurelles* ». Par exemple, les limites des approches punitives des préjudices sexuels ont inspiré des programmes tels que les cercles de soutien et de responsabilité, développés dans les années 1990 au Canada, puis au Royaume-Uni et dans certains Etats des Etats-Unis : « *hospitalité radicale* » et « *amitié intentionnelle* » forment un cercle de *care* autour du sortant de prison et l'aident à trouver sa place dans le groupe social. Cela rappelle, sous l'impulsion de Franco Basaglia, depuis les années 1960, à Trieste et à Gorizia, le mouvement des communautés

thérapeutiques qui défendent le droit des individus psychiatisés, son combat fut à l'origine de la loi visant l'abolition des hôpitaux psychiatriques, devenue effective en 1999 dans toute l'Italie. Autre lieu d'enfermement et de punition.

« *Nous devons sans doute moins combattre le recours au pénal lui-même que l'habitude d'y recourir.* » Il est donc nécessaire de construire l'autonomie en prenant conscience de nos propres forces et de la richesse de nos compétences. Utilisons à l'échelle collective notre propre expérience de résolution de conflits en dehors du système pénal, telle que celle, source d'inspiration, trouvée dans les cultures autochtones nord-américaines et océaniques. Les techniques de prise en charge des préjudices portent des noms divers : justice réparatrice, restaurative, transformative. « *Elles refusent toutes le face-à-face pénal entre une victime et un auteur pour privilégier la médiation, la réconciliation et la guérison* » Je reste cependant sceptique sur la guérison dans bon nombre de cas de violences. « *Nous devons construire des solidarités entre nous, dehors, qui s'émancipent des relations de pouvoir qui existent dedans entre personnes détenues.* »

Vous toutes dont les doutes, les peurs, les colères et les espoirs font que mon cœur a ses raisons et qu'il bat contre toutes les prisons.

Hélène Hernandez
Emission Femmes libres

Gwenola RICORDEAU, *Pour elles toutes. Femmes contre la prison*, Editions Lux, 2019. Invitée de l'émission Femmes libres, le 15 janvier 2020. Elle a, par ailleurs, participé à l'émission Ras-les-Murs, il y a quelques années.

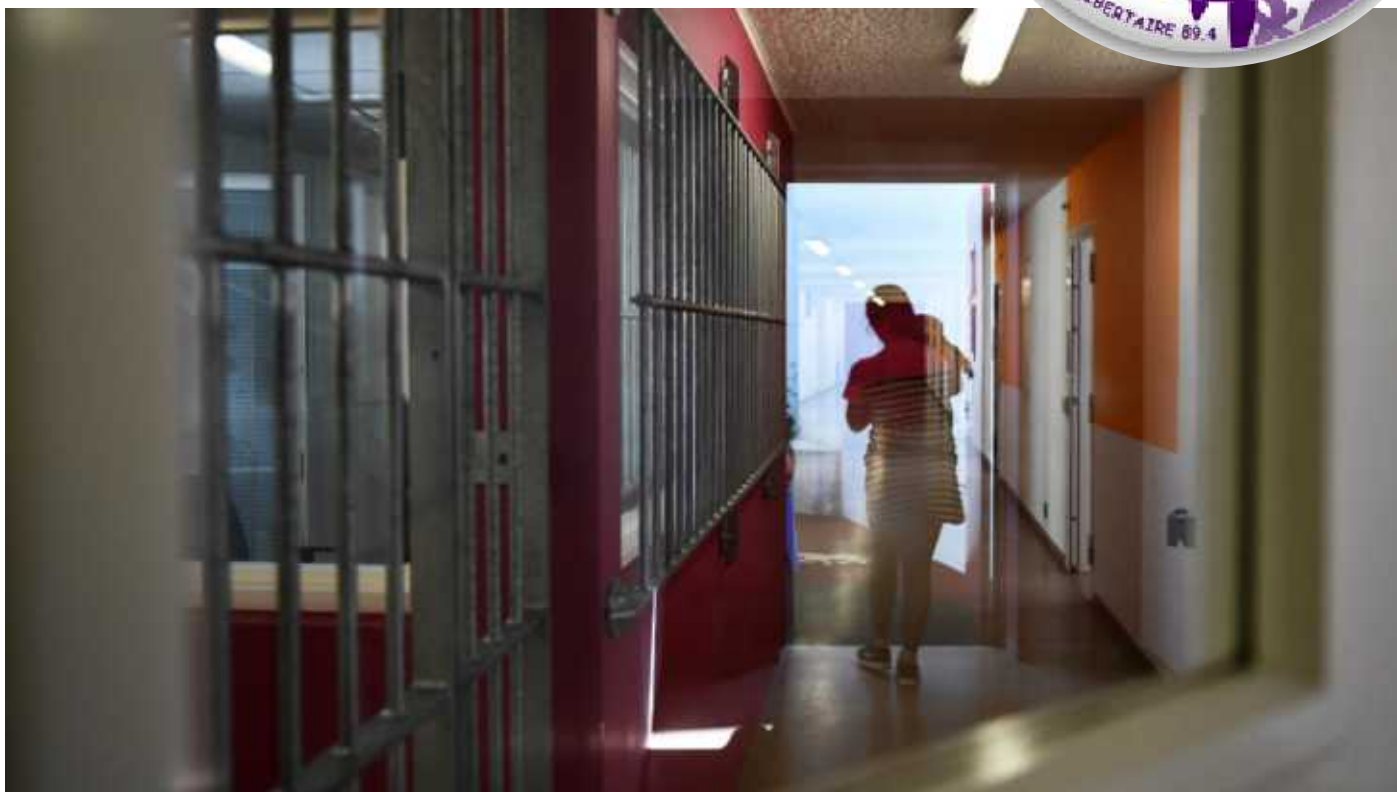
1) Emission Femmes libres sur Radio libertaire, 89.4, tous les mercredis de 18h30 à 20h30 : <http://emission-femmeslibres.blogspot.com>.

2) Samedi 21 décembre à Les Contamines-Montjoie (Haute-Savoie), Mariette (71 ans) a été tuée par son mari Pierre (71 ans) avec un fusil de chasse : 148^{ème} féminicide de l'année 2019 ! En tout, 149 féminicides en 2019.

3) Pierre FOURNIE, Alexandra HAUCHECORNE (coord.) *Présumées coupables*, Archives nationales, 2016.

4) Cf. p. 101.

5) Cf. p. 103.



LES FEMMES AUSSI VONT EN PRISON



Gwenola Ricordeau vient de publier *Pour elles toutes*. Le livre comporte un sous-titre : *Femmes contre la prison*.

L'auteure nous y apprend que ce sont pour des raisons personnelles qu'elle s'est intéressée à la prison. Des proches ont été incarcérés. Elle a découvert assez tôt ce que c'était que d'être « une femme de parler ». Horrifiée par la prison et son inhumanité, elle est rapidement devenue militante. Nous l'avons connue à Ras-les-Murs sur Radio Libertaire, lorsqu'elle était étudiante en sociologie. Aujourd'hui professeure assistante en justice criminelle à la California State University, à Chicago. Elle a quitté la France et vit aux États-Unis.

Féministe, elle n'a pas tardé à devenir abolitionniste. Tout à fait dans la ligne d'Angela Davis, Loïc Waquant, Louk Hulsman et Alain Brossat, elle a effectué des recherches qui lui permettent de présenter la liste exhaustive des arguments qui expliquent pourquoi la prison doit être abolie. Cela part d'une position théorique de l'abolitionnisme pénal. Elle met en évidence le fait que punir obtient

l'effet inverse de ce qui est recherché. La prison est l'école du crime, selon la formule consacrée.

Elle ne dissuade personne de commettre des crimes, à commencer par les détenus eux-mêmes. La récidive le prouve. En effet, le principe de la peine repose sur une méthode pédagogique qui n'a jamais fait ses preuves, la punition. Au contraire, si nous observons les catégories sociales qui se retrouvent majoritairement en prison, nous constatons que cela va dans le sens du suprématisme blanc qui correspond à l'événement totalitarisme.

Ce sont les émigrés et les pauvres qui peuplent majoritairement les maisons d'arrêt et les centrales. L'abolition du système pénal entraîne automatiquement la fin des prisons, comme l'avait déjà démontré Louk Hulsman. La prison ne peut pas se réformer. Elle est inhérente au concept de punition qui constitue le socle du système judiciaire. Elle sert, avec l'école, l'usine, l'armée, la police et la psychiatrie, de pilier à la société capitaliste.

Les luttes abolitionnistes ont vu le jour dans les années 70, aussi bien aux États-Unis, au Canada qu'en Europe, France et Amérique Latine. Elles s'inscrivent dans la ligne de l'abolition de l'esclavage.

Gwenola Ricordeau distingue, mais n'oppose pas les thèses réformistes et radicales. Elle estime, à juste titre, que tous les combats doivent aboutir à l'éradication de la prison. C'est ainsi qu'elle insiste avec force sur les luttes LGTBQ (incluant les Queers). Cela décentre le débat de l'angle d'attaque hétérosexuel et l'élargit aux personnes trans et queers qui posent la question de l'identité individuelle et du caractère social de l'infraction à la loi. A partir de là, l'auteure finit par dénoncer le recours au pénal. Elle souligne la nécessité d'un abolitionnisme féministe et queer. Ces constats débouchent sur une analyse incontournable. Au lieu de punir et enfermer, la société aurait tout intérêt à se tourner vers la justice transformative qui aboutit à une justice restaurative.

Heureusement de nombreux chercheurs l'ont compris et l'ont mise en application sous une forme qui a été popularisée par les rencontres entre auteurs et victimes. Gwenola nous met cependant en garde contre un risque jadis annoncé par Michel Foucault, dans *Surveiller et punir*, le contrôle de la société par l'État.

Jacques Lesage de La Haye

SALUT L'AMIE !

Sylvie Nazereau avait animé l'émission *Paroles d'associations* sur Radio libertaire, durant 17 ans. Elle s'en est allée discrètement dans la nuit du 25 au 26 janvier 2020. De nombreux animateurs et animatrices se souviennent d'elle en des termes très chaleureux. Nous reproduisons avec son accord, le témoignage de Laurent Nicolas de l'émission *Nuit Off*, une image d'amitié, un sourire de Sylvie. Hélène, émission Femmes libres

Tranche de vie, tranche de rire...

Je me souviens de son premier appel durant une Nuit off. Nous avons bavardé une heure au téléphone. « J'aimerais vraiment faire de la radio mais c'est compliqué, avait-elle dit, pour finir, je suis très handicapée. » « Pas de la voix, avais-je seulement répondu après notre longue conversation ».

Je suis allé chez elle pour la convaincre, l'aider à commencer. Il fallait la porter dans les escaliers du hall de la rue Barsacq, et nom de nom, elle n'était pas grande mais elle pesait son poids ! Entrer le fauteuil roulant dans la régie fut impossible et à l'issue de sa formation, j'avoue qu'il ne restait que rires et franche camaraderie...

(...) Nous avons trouvé des techniciens et techniciennes pour l'aider – et les lumbagos de Christelle entrèrent dans la légende – des taxis, des chutes, des blessures, des allers-retours, des solutions démontrant que rien à Radio libertaire n'est impossible. Puis Sylvie est devenue une référence, une « passeuse » de paroles, une amie, une petite sœur dont on n'oublie parfois de demander des nouvelles ; l'amitié est intemporelle... Merci Sylvie de ne jamais avoir renoncé !

Dire ma tristesse est sans importance, se souvenir de nos fous rires est une richesse.

Salut l'amie !

ALEXANDRE SKIRDA, UN PLAGIAT « SCIENTIFIQUE »

Le copié-collé de Marx

« Le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes intellectuelles et, dès que l'éclair de la pensée aura profondément labouré ce sol populaire naïf, l'heure sonnera de l'émancipation », Karl Marx, philosophe.

Le Manifeste communiste est la Bible du « socialisme scientifique » dont Karl Marx est le prophète.

Alexandre Skirda expose dans son ouvrage la diversité du socialisme du XIX^{ème} siècle et reconstitue dans quelles conditions Karl Marx s'est comporté en « copiste et copieur » pour écrire son Manifeste communiste. Paru anonymement en 1848 au nom du parti communiste allemand, il est revendiqué par Marx et Engels en 1872, afin d'accompagner leur tentative de mainmise sur l'Association internationale des travailleurs et d'exclusion de la tendance anti-autoritaire.

Son originalité est mise en doute vers la fin du XIX^{ème} siècle par le germaniste français Charles Adler : « L'instinct d'imitation est le fléau de la littérature allemande, nation de penseurs, ils enveloppent de jargon philosophique leurs formules d'emprunt et affectent des airs de supériorité ». Marx disait déjà, dans une lettre à sa fille du 11 avril 1868 : « Je suis une machine à dévorer les livres, pour les rejeter ensuite sous une forme changée sur le fumier de l'Histoire ». Les preuves détaillées du plagiat du Manifeste de la démocratie de Victor Considérant sont apportées par une série d'articles du journal anarchiste « Les Temps nouveaux », écrits par le libertaire

géorgien Vaarlam Tcherkessov. Celui-ci percevait les effets délétères de l'idéologie « socialo-métaphysique-autoritaire » du Parti social-démocrate allemand : « Au nom de quoi ces rêveurs de caserne, d'armée du travail, de discipline et de subordination, veulent-ils priver l'humanité social-démocratique de liberté, d'initiative et de solidarité ? ». Ce que dénoncent aussi les textes, également publiés par Alexandre Skirda dans « Le socialisme des intellectuels », de l'anarchiste polonais Jan Wacław Makhajskyt : « Le socialisme scientifique, incarné par le marxisme, représente en fait l'idéologie la plus adaptée à une nouvelle classe dirigeante, celle des "travailleurs intellectuels" que nous avons baptisés "capitalistes du savoir" ».

Élan Noir

Alexandre Skirda sur Radio Libertaire, le 13 janvier 2020 :
<http://trousnoirs-radio-libertaire.org>

Alexandre Skirda, Un plagiat « scientifique » : Le copié-collé de Marx - Victor Considérant, Le Manifeste de la démocratie (1843) - Karl Marx, Le Manifeste communiste (1848), Vétché, 2019 (237 pages)



En avoir ou pas ? A propos du livre de

FRANÇOIS LE MÉNAHÈZE DÉSObÉIR EST PARFOIS UN DEVOIR.

Qu'on ne se méprenne pas sur ce titre viriliste, en achevant le livre de François le Ménahèze, l'expression m'est venue, se battre, tenir bon face à sa hiérarchie, face aux pressions, aux blâmes, aux retraits de salaire n'a rien d'une sinécure, c'est un combat de chaque instant qui ramène à la question posée par son témoignage : à quel moment décide-t-on de désobéir ?

Une des grandes qualités de l'ouvrage est de ne pas s'arrêter uniquement au cas personnel de François le Ménahèze, mais d'engager une réflexion sur la désobéissance, et sans doute paradoxalement sur le vrai problème de notre société : l'excès d'obéissance, notre aptitude presque infinie à la servitude que dénonçait déjà La Boétie, notre soumission à la hiérarchie, notre enfermement dans ce rapport de force qui nous fait abandonner nos propres valeurs, obéir à des ordres fussent-ils les plus ineptes, par facilité, lâcheté et habitude.

Les meurtriers de masse, les officiers nazis chargés de l'extermination se sont souvent réfugiés derrière la hiérarchie. La soumission à la hiérarchie a ceci de pratique qu'elle nous retire notre part de responsabilité et nous allègue une part de lâcheté supplémentaire nous poussant à perdre toute éthique professionnelle, à mettre sous l'éteignoir les valeurs de liberté, d'égalité de fraternité, de tolérance...

L'école fait partie de ces administrations qui devraient fonder notre responsabilité, une responsabilité incluant un devoir de désobéir à

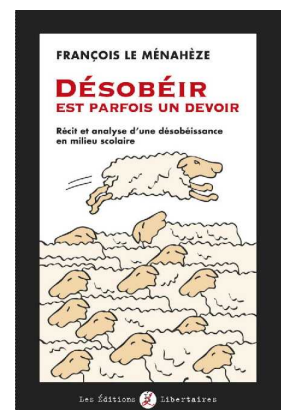
des ordres heurtant nos valeurs, et être de ceux qui refusent, comme l'a montré Thoreau, d'aliéner sa conscience à la raison d'État.

C'est à travers son combat contre une école inhumaine, de plus en plus inhumaine réforme après réforme, une école rentable, médicalisée, évaluée comme une entreprise du CAC 40, que depuis 2008 François le Ménahèze a résisté. Fort de son implication dans le mouvement Freinet, son engagement comme formateur IUFM, il a refusé d'appliquer les consignes, les fichages, et autres joyeusetés.

Le livre de François nous raconte par le détail cette lutte hallucinante, souvent kafkaïenne, contre une hiérarchie obtuse et décidée à vous faire entrer dans le rang. Un livre de lutte, d'espoir, et de courage devant un monstre insensible, prompt à étouffer la contradiction.

Thierry Guilabert

François le Ménahèze, *Désobéir est parfois un devoir*, Éditions Libertaires – 222 pages – 14 Euros
En vente à la librairie PUBLICO 145 rue Amelot – 75011 Paris



DANS LA TÊTE DE GABRIEL MATZNEFF

Qui aurait, aujourd'hui, envie d'être dans la tête de Gabriel Matzneff, que l'on découvre enfin dans toute l'ampleur de sa pédo-criminalité ? Pas moi, assurément ! Et bien c'est le pari de Chantal Montellier dans son dernier ouvrage.

« *Je suis Gabriel Matzneff, je suis un écrivain célèbre paraît-il. J'ai 13 ans et ILS m'ont mis à l'HP car ILS disent que je suis fou et que j'ai des "pulsions pathologiques" irrépressibles. Cela à cause de cet homme, un ami de la famille ? un parent ? qui m'aurait initié à ces ... "choses". C'est le psychiatre, Laurent Goris, qui me l'a dit... Il appelle ce mystérieux personnage, l'Initiateur ou le Prédateur.* »

Pratique d'être amnésique ou d'être fou, ne plus se souvenir des crimes commis sur des centaines d'enfants. Se dire écrivain, alors qu'on est un pédo-criminel qui se sert de ses carnets de rendez-vous fort bien remplis pour en faire des livres, non pas pour écrire des fictions, mais pour laisser trace des sodomies et des fellations sur de jeunes personnes qu'on s'imagine consentantes.

Cet opuscule de 52 pages, aux chapitres séparés par de très beaux dessins de Chantal Montellier, s'ouvre par une dédicace de l'autrice :

À Vanessa Springora,
dont la lecture du témoignage a déclenché
le processus de création de ce texte pour moi libérateur.
Avec mes remerciements et mon respect

*pour son courage, son talent, et sa force.
Solidairement.*

Non, Chantal Montellier ne s'est pas égarée sur LE sujet people du moment. Nous retrouvons tant dans le texte que dans les dessins la veine féministe, juste un peu décalée pour nous obliger à penser par nous-mêmes, en dehors de ce que la presse nous impose. D'ailleurs, celle-ci, après avoir encensé le pédo-criminel pendant des années, s'offusque à présent et laisse à croire que les années 1970 étaient tellement « libertaires » que cela expliquerait le soutien apporté à ceux qui péroraient sur ces « amours ». A tel point, que nous pourrions penser aux relations incestueuses que la presse entretient avec l'intelligentsia.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Chantal Montellier, *Dans la tête de Gabriel Matzneff*, Les Cahiers de l'Egaré, 2020

L'autrice sera l'invitée de Femmes libres, le 11 mars à 19 h 15, Radio libertaire, 89.4



UN FUTUR RENOUVELABLE

Tel est le titre d'un ouvrage auquel je rajouterai volontiers un point d'interrogation. C'est bien la question que posent les auteurs face au défi climatique et environnemental qui nous attend d'ici la fin du siècle. Le livre très didactique débute par un rappel des notions essentielles lorsqu'on prétend parler énergies renouvelables ou pas. Il se poursuit par des précisions sur les modes de production, de stockage, de distribution et de consommation de l'énergie et leurs limites. Quant au nucléaire, du fait de son coût réel (construction/démontage/gestion des déchets), de sa dangerosité et d'être aussi non renouvelable, il n'entre pas dans un modèle énergétique durable et renouvelé.

Après avoir dressé le constat de la fin prévisible des énergies fossiles disponibles et l'impossibilité des énergies renouvelables à les remplacer complètement malgré la baisse des coûts de production d'ici 2100 environ, il convient dès à présent de songer à un avenir moins énergivore. Ce qui implique pour les auteurs la fin du *consumérisme* (p.45) et la construction d'une société basse consommation ce qui impliquera de vivre autrement, habiter autrement, se nourrir autrement, se déplacer et produire autrement, etc. Quant à la production énergétique, elle devra probablement se réorganiser et passer d'un modèle centralisé contrôlé par l'État et/ou le capital à *quelque chose comme un réseau collaboratif de producteurs et de consommateurs d'électricité* (p.88) voire à des *logiques d'auto-productions individuelles* (p.109). Dans ce livre pointu, toutes les énergies alternatives sont étudiées avec précision : éolienne, hydrolienne, solaire ou issue de la bio masse. Reste qu'il nous faudra sans doute limiter nos consommations énergétiques pour satisfaire

aux besoins de tous. Une piste : réduire drastiquement tous les transports et les gaspillages inutiles.

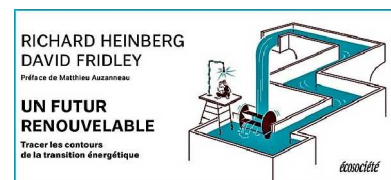
Si les auteurs pointent bien les risques économiques et politiques de la crise de l'énergie, on peut regretter leur naïveté quant à la volonté des gouvernements de réduire la précarité énergétique de nombreuses populations. De fait, ils en conviennent, rien ne se fera *sans des luttes et du militantisme social* (p.229).

Non seulement un autre monde est possible, mais il est essentiel, reste à savoir sur quelles bases il se construira, celle des « craties » autoritaires, rouges, vertes ou tricolores ou sur des bases auto-gestionnaires et libertaires. Là sont les enjeux, les dés ne sont pas jetés, il est donc temps de s'en emparer.

Hugues

Groupe Commune de Paris

Heinberg R., Fridley D. - 2019 - *Un futur renouvelable, tracer les contours de la transition énergétique* - Québec - Écosociété. À Publico 20 euros.



LES PLUMÉES : UNE COLLECTION

Dans la longue histoire de la littérature, les hommes seuls auraient-ils tenu la plume ? Au vu des textes patrimoniaux régulièrement réédités, du programme du Bac et des concours ou des manuels scolaires, on pourrait le croire et penser que femme et plume ne riment pas. A moins que, comme dans d'autres domaines, les femmes n'aient été dévalorisées, évincées, niées, censurées, rendues invisibles, spoliées, en un mot... **plumées** !

Les stratégies masculines pour « invisibiliser » les femmes qui écrivent sont nombreuses :

- s'inspirer : au XVIII^e comme au XIX^e siècle, les salonnières font émerger les idées, soutiennent les artistes, écrivent elles-mêmes et... s'effacent derrière leurs protégés ;

- s'approprier un travail collectif : l'effet Matilda identifié dans le domaine scientifique, existe aussi en littérature et on dit qu'Alexandre Dumas fut fort aise d'avoir une sœur... ;

- piller : les cas de plagiat répertoriés ne sont sans doute que la partie émergée de l'iceberg et pour un Willy démasqué par Colette, combien de cas restent ignorés ?

- stigmatiser par des propos ouvertement misogynes (Flaubert, Baudelaire...) ;

- décrédibiliser : les appellations de « précieuses ridicules », « bas-bleus » n'ont pas d'autre but ;

- omettre : Bourdieu lui-même, parlant de la domination masculine, oublie de citer Beauvoir dont il s'inspire pourtant largement.

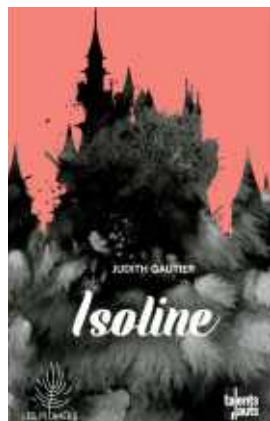
La spoliation n'est pas toujours active : bien des femmes intègrent l'illégitimité de leur place dans la littérature. Par modestie inculquée, complexe d'infériorité, beaucoup se sont volontairement effacées derrière l'homme de leur vie, père, frère, mari, amant. Prendre un pseudonyme masculin (George Sand, George Eliot...), porter le nom marital, publier anonymement (Jane Austen pour son premier roman *Raison et sentiments*) sont autant de stratégies qui en disent long sur l'intériorisation par les écrivaines de leur **sentiment d'imposture**.

Les conditions économiques, sociales et religieuses, tout concourt à empêcher les femmes d'écrire. Virginia Woolf en a fait la démonstration grinçante et glaçante dans *Un lieu à soi*, et mis en évidence que, Shakespeare eût-il eu une sœur, elle n'aurait eu aucune chance de faire la même carrière que son illustre frère.

Pourtant, des écrivaines ont réussi à émerger,

leur talent à éclore. Il ne nous a pas été difficile de dresser une longue liste de femmes de lettres du Moyen Âge au XX^e siècle, connues en leur temps puis oubliées, cachées par le grand homme de la famille ou du couple, ostracisées en raison de leurs orientations sexuelles.

Retrouver, rééditer, réhabiliter les femmes de lettres « plumées » a un double objectif : montrer aux jeunes lecteurs et lectrices d'aujourd'hui que la littérature s'est toujours conjuguée au féminin et leur faire prendre conscience de l'immense gâchis de talents que constituent la domination masculine et le patriarcat.



Talents Hauts

Avec l'aimable autorisation de Laurence Faron, éditrice.

www.talentshauts.fr

Neuf ouvrages de la Collection **Les plumées** sont parus depuis un an chez Talents Hauts, s'adressant à de jeunes adolescent-es, toujours préfacés pour reconsidérer l'œuvre dans son contexte.

Exemple : **Isoline** de Judith Gautier, fille de Théophile Gautier. Ce roman, conte, est paru en 1882. Judith Gautier a été la première femme membre de l'académie Goncourt, elle était poétesse, romancière, traductrice et journaliste. La préface est d'Isabelle Pasquet, professeur de Lettres.

« LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE »

Le mouvement anarchiste a toujours accordé une place importante à l'écrit que ce soit sous formes de journaux et revues que sous forme de livres.

C'est en 1957 que la FA décide d'avoir sa propre librairie, sous l'intitulé PUBLICO (PUBLICATIONS LIBERTAIRES COOPÉRATIVE), près de La République au 3 rue Ternaux.

Malgré les mises en demeure d'un propriétaire échaudé par l'attentat de l'OAS, Publico y restera jusqu'en 1980.

Et c'est en Mai 1981, que Publico déménage au 145 rue Amelot, où la Librairie du Monde Libertaire va pouvoir véritablement développer son activité de diffusion des idées anarchistes.

Depuis plus de 60 ans, elle propose des milliers de livres, des revues et périodiques francophone ou en langues étrangères, des supports audio et vidéos, des affiches, des autocollants, des T-shirts... Mais c'est surtout un espace militant et un lieu de débats, de projection de films, de concerts, d'expositions, de rencontres avec des auteurs et des activistes du monde entier.

C'est un lieu où la révolution que nous souhaitons toutes et tous s'est construit dans le passé et surtout continue aujourd'hui à se construire chaque jour.

Mais pour cela, il faut que PUBLICO vive en résistant à toutes les difficultés économiques et politiques qui menacent son existence. C'est pourquoi son Collectif de Soutien se mobilise pour y développer l'accueil et l'animation par : des ouvertures le dimanche, des tables de presses, mais surtout une multiplication des débats et animations.

Ce concert organisé avec le Collectif Contre Culture, s'inscrit dans une série d'actions de soutien à la Librairie, afin qu'elle continue la lutte après près de 65 ans de combats.

► SOUTENEZ LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE ◀

Ouverte du Mardi au Vendredi 14h-19h30 / Samedi 10h-19h30 /
Dimanche 14h-19h30

<https://www.librairie-publico.com> (vente en ligne)

[/https://www.librairie-publico.info](https://www.librairie-publico.info) (programme des animations)



ADIEU COMPAGNON

Michel Ragon est décédé dans la nuit du jeudi 13 février à l'âge de 95 ans. Nous avons perdu un compagnon. Plus que du romancier reconnu, du critique d'art et de l'historien de l'architecture, nous nous souviendrons de lui comme un homme libre et un anarchiste. Né par hasard à Marseille en 1924, il a passé son enfance en Vendée. Orphelin de père à 8 ans, il habite ensuite à l'âge de 14 ans avec sa mère à Nantes où il exerce divers petits métiers pour tenter d'échapper à la misère. Il se souviendra de la région qui l'a vu grandir pour écrire, entre autres, *Les Mouchoirs rouges de Cholet*, *La Louve de Mervent*, *Le Marin des sables* (1) ...

En autodidacte, il est curieux et s'intéresse à tout, surtout à la littérature et dévore les ouvrages qui lui tombent sous la main. Paris l'attire, il s'y installe en 1945 et enchaîne les petits boulots, période qu'il évoquera dans *Drôles de métiers*, avant de devenir bouquiniste sur les quais de la Seine (1954-1964). Michel Ragon y rencontre surtout Henry Poulaille qui lui fera connaître le monde des écrivains prolétariens (2). Orphelins, prolétaires et autodidactes l'un et l'autre, tous deux anars, ils ne pouvaient qu'être proches. Pour (re)découvrir ce formidable écrivain du monde ouvrier qui a propulsé de nombreux talents sur le devant de la scène, on peut se référer au numéro que lui a consacré la revue *Itinéraire* (3) ; Ragon y relate leur rencontre, leurs relations et leur brouille (4) parce que le « père » reprochait au « fils » d'abandonner la littérature prolétarienne au profit de la critique d'art. En effet, il est l'un des premiers en France à s'intéresser au mouvement Cobra, à l'art brut et à des artistes tels que Soulages, Hartung, Atlan ou Dubuffet. Il les présente et les défend dans de nombreux articles, se faisant le chroniqueur et l'historien de l'art abstrait. Il entamera, lui qui

n'avait que le certificat d'étude, une carrière d'universitaire à 50 ans, devenant professeur à l'École nationale des arts décoratifs de Paris et soutenant une thèse de doctorat à la Sorbonne sur *La Pratique architecturale et ses idéologies*. Mais, pour nous libertaires, Michel Ragon restera surtout l'auteur de *La Mémoire des vaincus* (1990), cette grande fresque romancée mais basée sur des faits réels qui relate les combats anarchistes au XXe siècle. Lorsque nous l'avons contacté pour contribuer au numéro de *Itinéraire* sur Henry Poulaille, il nous avait répondu favorablement et nous avait confié sa satisfaction pour l'accueil fait à son ouvrage par les compagnons et le succès rencontré : « *Comme vous l'avez compris j'ai voulu diffuser la mémoire libertaire, si mal connue hors de nos milieux, dans le grand public et la presse. Le résultat est plutôt bon. Beaucoup d'articles, étonnés que l'anarchie existe encore (sic)...* » Mais notre histoire commune date de vieux, en fait de son arrivée à Paris où il rencontre des militants de la Fédération anarchiste dont Maurice Joyeux. Il sera présent à chaque fois qu'on aura besoin de lui, lorsque Louis Lecoin lancera *Liberté* pour le soutien à l'objection de conscience, lors de sa grève de sa faim pour obtenir le statut, contre la guerre en Irak en septembre 1990 (5), pour défendre Radio-Libertaire...

Il faudrait rééditer son *Karl Marx* (La Table ronde, 1959), portrait au vitriol du père du communisme autoritaire, « *ténia du socialisme* » et « *dictateur du prolétariat* ». Il en fallait du courage à cette époque pour écrire ce pamphlet à contre-courant du milieu intellectuel de gauche majoritairement marxisant. Pour *Ils ont semé nos libertés* (1984), ouvrage publié par la CFDT et magnifiquement illustré qui relate « cent ans de droits syndicaux », Ragon a écrit un long texte d'introduction où

il constate l'évolution des conditions de travail, des mondes paysan et ouvrier, la mécanisation, la naissance des loisirs, les problèmes de logement... Rendant aussi hommage à Bernard Clavel pour avoir su faire revivre dans ses romans des métiers oubliés et à l'écrivain-mineur Constant Malva pour avoir démystifié le travail de la mine. Dans *La Voie libertaire*, paru en 1991, il indique les raisons qui lui ont fait prendre ce chemin, les rencontres (Rirette Maitrejean, Joyeux, Lecoin, Armand Robin), l'existence de plusieurs itinéraires (illégalisme, individualisme, pacifisme, esthétisme), le retour des libertaires (1968-1988), la décommunisation (1989-1991)... *J'en ai connu des équipages*, publié la même année, est un livre d'entretien avec Claude Glayman, où il évoque sa vie, son travail d'écrivain, la Vendée, l'art, l'architecture, l'anarchisme, ses choix. Citons également son *Dictionnaire de l'anarchie* (2008) où Ragon présente les personnages et les thèmes de ce courant de pensée. Il s'y laisse parfois emporter par sa fougue car, pour lui, « *l'anarchie est avant tout affaire de fidélité et d'amitié* ».

Il ne fit partie d'aucune coterie et, en dépit de ses connaissances quasi-encyclopédiques, il refusa toujours la posture de l'intellectuel en vue qui donne son avis sur tout et sur n'importe quoi. Il n'a jamais oublié ses racines prolétariennes et résuma sa vie en une ligne : « *J'ai voulu échapper à la misère, échapper à la pauvreté, échapper à l'obscurantisme et à un monde sans culture.* » Adieu compagnon.

Pascal Bedos (indiv. 93)

(1) Pour lui, l'insurrection vendéenne est avant tout une révolte paysanne et il refuse aussi bien l'interprétation jacobine que la récupération royaliste. On lui a reproché sa proximité avec Philippe de Villiers, l'« agité du bocage », il s'en défendit mais peut-être aurait-il dû être plus ferme.

(2) Selon Tristan Rémy, « *la vie du prolétariat racontée par des auteurs qui sortent de ses rangs, voilà la littérature prolétarienne* ». Michel Ragon est notamment l'auteur des *Ecrivains du peuple* (1947), ouvrage qui sera plusieurs fois revu, complété et mis à jour pour donner *Histoire de la littérature prolétarienne de langue française* (dernière édition en 2012).

(3) anarlivres.free.fr/pages/documents/Itineraire_Poulaille2.pdf

(4) Ils se sont réconciliés en 1978, peu de temps avant la mort de Poulaille le 30 mars 1980.

(5) Lire à ce propos son interview parue dans *Le Monde libertaire* n° 797, retranscrite dans *La Voie libertaire*, texte disponible sur <http://rousseauustudies.free.fr/articleragon.html> Par ailleurs, dans les années 1950-1955, puis en 1980-1990, il a écrit plusieurs articles pour le journal.

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 PARIS

TOUJOURS EN MOUVEMENT
Groupe itinérant **ligue.desjustes**
@federation-anarchiste.org

02 AISNE

- Groupe *Kropotkine* C/O Athénée libertaire 8 rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX

kropotkine02@riseup.net
Athénée Libertaire Le Loup Noir & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX

Permanence : 1er, 3ème et 5ème jeudi du mois de 18h à 20h
Athénée Libertaire L'Etoile Noire & Bibliothèque Sociale

5, rue Saint-Jean 02000 LAON
Permanences : tous les lundis de 14h à 19h30 et tous les premiers samedis du mois de 14h à 19h30

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE

- Liaison *Metchnikoff* **metchnikoff**
@federation-anarchiste.org

07 ARDECHE

- Groupe *d'Aubenas*.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr

09 ARIEGE

- Liaison *Ariège* **ariège**
@federation-anarchiste.org

12 AVEYRON

- Liaison *Ségala Aveyron*
segala-aveyron
@federation-anarchiste.org
- Liaison *Sud Aveyron* **sud-aveyron**
@federation-anarchiste.org
- Liaison *Millau* **jrv@riseup.net**

13 BOUCHES DU RHONE

- Groupe *Germinal*. **germinal**
@federation-anarchiste.org
- Liaison *La Ciotat*. **la-ciotat**
@federation-anarchiste.org

14 CALVADOS

- Groupe *Sanguin de Caen*
groupesanguinfa14@laposte.net

16 CHARENTE

- Liaison *Charente* **charente**
@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE MARITIME

- Groupe « *Nous Autres* » 35 Allée de l'angle Chaucre 17190 St Georges d'Oléron
nous-autres
@federation-anarchiste.org

20 CORSE

- Liaison *Corsica* **corsica**
@federation-anarchiste.org

21 COTE D'OR

- Groupe « *La Mistoufle* » Maison des Associations Les Voix sans Maître Boîte BB8 2, rue des Corroyeurs, 21 068 DIJON Cedex ou **lamistoufle**
@federation-anarchiste.org

22 COTES D'ARMOR

- Liaison *Jean Souvenance*
souvenance@no-log.org

23 CREUSE

- Liaison *Granite*
http://anarsdugranite23.
eklablog.com

24 DORDOGNE

- Groupe *Emma Goldman* (*Périgueux*) **perigueux**
@federation-anarchiste.org

25 DOUBS

- Groupe *Proudhon* c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
librairie l'Autodidacte 5 rue Marulaz, 25000 Besançon.
Ouvverte du mercredi au samedi de 15H00 à 19H00.

ou groupe **proudhon**
@federation-anarchiste.org
- Groupe *anarchiste solidaire* c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
ou groupe **anarchiste-solidaire**
@federation-anarchiste.org

26 DROME

- Groupe « *la rue rôle* »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE ET LOIR

- Groupe *Le Raffût*
fa.chartres@gmail.com

29 FINISTÈRE

- Groupe *Le Ferment* **leferment**
@federation-anarchiste.org

30 GARD

- Groupe *Gard-Vaucluse*
groupe-du-gard@federation-anarchiste.org

31 HAUTE GARONNE

- Groupe de Toulouse **toulouse**
@federation-anarchiste.org

32 GERS

- Liaison *Anartiste 32*
anartiste32@federation-anarchiste.org

33 GIRONDE

- Cercle *Barrué* c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet 33 000 Bordeaux
cerclelibertairejb33@riseup.net
- Groupe *Nathalie Le Mel*
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

34 HERAULT

Groupe *Montpellier-Hérault*
montpellier@federation-anarchiste.org
- Cercle *Barrué* c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
http://www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

35 ILLE ET VILAINE

- Groupe *La Sociale*. c/o local « La Commune », 17 rue de Châteaudun 35000 rennes
ou **contact@falasociale.org**
- Liaison *Vie A liaison-viea*
@federation-anarchiste.org
- Liaison *Redon* **redon@federation-anarchiste.org**

37 INDRE ET LOIRE

- Liaison *Libertalia* **libertalia**
@federation-anarchiste.org

38 ISERE

- Groupe de Grenoble
fagrenoble@riseup.net

40 LANDES

- Groupe *Euskal Herria* – Bayonne
euskal-herria@federation-anarchiste.org

42 LOIRE

- Groupe *Makhno* Bourse du Travail Salle 15 bis Cours Victor Hugo 42028 Saint Etienne cedex 1 ou
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE ATLANTIQUE

- Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org
- Groupe *Déjacque* **dejacque**
@federation-anarchiste.org

45 LOIRET

- Groupe *Gaston Couté*
groupegastoncoute@gmail.com

46 LOT

- Liaison *Lot-Aveyron* **liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org**
Actif dans la région de Figeac (Lot)/Villefranche de Rouergue (Aveyron)/Decazeville (Aveyron)/Mauris (Cantal)

50 MANCHE

- Groupe de Cherbourg **cherbourg**
@federation-anarchiste.org
ou **facherbourg@riseup.net**

51 MARNE

- Liaison *Reims* **reims**
@federation-anarchiste

53 MAYENNE

- Liaison *Stilgar* **stilgar**
@federation-anarchiste.org

54 MEURTHE ET MOSELLE

- Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman-nancy
@federation-anarchiste.org

56 MORBIHAN

- Groupe *Lochu Ferrer* c/o Maison
des associations 31, rue Guillaume
Le Bartz 56000 VANNES ou
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE

- Groupe de Metz c/o Association Cul-
turelle Libertaire BP 16 57645 Nois-
seville

ou **groupedemetz@federation-
anarchiste.org**

- Groupe *Jacques Turbin* - Thionville
**jacques-turbin@federation-
anarchiste.org**

- Liaison *Sarrebouurg* **stirner-
sarrebouurg@federation-
anarchiste.org**

58 NIEVRE

- Liaison *Pierre Malézieux*
**pierre.malezieux@federation-
anarchiste.org**

60 OISE

- Liaison *Beauvais* **scalp60@free.fr**

62 PAS DE CALAIS

- Groupe *Lucy Parsons in the Sky*
**bethune-arras@federation-
anarchiste.org**

63 PUY DE DÔME

- Groupe *Spartacus* **spartacus**
@federation-anarchiste.org

- Groupe « *Mauvaise Graine* »
**mauvaisegraine@federation-
anarchiste.org**

- Liaison *Combrailles*

**Liaison.Combrailles@federation-
anarchiste.org**

66 PYRENEES ORIENTALES

- Groupe *John Cage* **john-cage**
@federation-anarchiste.org
- Liaison *Pierre-Ruff* **pierre-
ruff@federation-anarchiste.org**

67 BAS RHIN

- Liaison *Bas-Rhin* **liaison-bas-
rhin@federation-anarchiste.org**
- Groupe de Strasbourg. **groupe-
strasbourg@federation-
anarchiste.org**

68 HAUT RHIN

- Groupe du Haut Rhin. **groupe-
haut-rhin@federation-
anarchiste.org**
- Liaison *Colmar* - *Maria Nikiforova*
**colmar@federation-
anarchiste.org** (Entre Colmar et
Mulhouse)

69 RHONE

- Groupe *Graine d'anar*. **graineda-
nar**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *Kronstadt* **kronstadt**

@federation-anarchiste.org

- Liaison « *Juste une étincelle noire* »
letincelle-noire@riseup.net

71 SAONE ET LOIRE

- Liaison « *La vache noire* »

**vachenoire@federation-
anarchiste.org**

73 SAVOIE

- Groupe de Chambéry

fa73@no-log.org

74 HAUTE SAVOIE

- Liaison *Haute Savoie* **haute-
savoie@federation-
anarchiste.org**

- Groupe *Lamotte-Farinet*

lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS

- Liaison *William Morris* **william-
morris@federation-
anarchiste.org**

- Groupe *Anartiste* **anartiste@sfr.fr**

- Groupe *Bernerli Publico* 145 rue

Amelot 75011 Paris ou

jacques.de-la-haye@wanadoo.fr

- Groupe *Salvador Segui*

groupesalvadorsegui@gmail.com

- Groupe *Botul Publico* 145 rue

Amelot 75011 Paris

botul@federation-anarchiste.org

- Groupe *Orange Publico* 145 rue

Amelot 75011 Paris ou

groupe.orange@gmail.com

- Groupe « *Commune de Paris* » Pub-
lico 145 rue *Amelot* 75011 Paris

ou **commune-de-paris**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *Louise Michel Publico* 145

rue *Amelot* 75011 Paris

ou **groupe-louise-michel**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *La Révolte Publico* 145 rue

Amelot 75011 Paris

ou **la-revolte**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *no name*. **no-name**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *Pierre Besnard*.

pierrebesnard@outlook.fr

76 SEINE MARITIME

- Groupe de Rouen. c/o Librairie l'In-
soumise 128 rue St Hilaire 76000

Rouen

ou **rouen@federation-
anarchiste.org**

78 YVELINES

- Groupe *Gaston Leval* **gaston-leval**

@federation-anarchiste.org

79 DEUX SEVRES

- Liaison *Bakounine*

plexdor@gmail.com

80 SOMME

- Groupe *Georges Morel*.
amiens@federation-anarchiste.org

81 TARN

- Groupe *les ELAF*
elaf@federation-anarchiste.org

84 VAUCLUSE

- Groupe *Gard-Vaucluse*
fa.30.84@gmail.com

85 VENDEE

- Groupe *Henri Laborit*
henri-laborit
@federation-anarchiste.org

86 VIENNE

- Liaison *Poitiers* **poitiers**
@federation-anarchiste.org

87 HAUTE VIENNE

- Groupe *Armand Beure*
**armand-beure@federation-
anarchiste.org**

92 HAUTS DE SEINE

- Groupe *Fresnes-Antony* **Fresnes-
antony@federation-anarchiste.org**

93 SEINE SAINT DENIS

- Groupe *Henri Poulaille* c/o La
Dionysversité 4 Place Paul Langevin
93200 - SAINT-DENIS

ou **groupe-henry-poulaille**

@wanadoo.fr

94 VAL DE MARNE

- Groupe *Elisée Reclus Publico* 145
rue *Amelot* 75011 Paris ou

faiivry@no-log.org

95 VAL D'OISE

- Liaison 95 **liaison95**
@federation-anarchiste.org

97 GUADELOUPE

- Liaison *Guadeloupe Caraïbes*
liaison-guadeloupe-caraïbes
@federation-anarchiste.org

98 NOUVELLE CALEDONIE

- Individuel *Albert*
**nouvelle-caledonie@federation-
anarchiste.org**

BELGIQUE

- Groupe *Ici et Maintenant*.
groupe-ici-et-maintenant
@federation-anarchiste.org

SUISSE

- Fédération *Libertaire des Montagnes*
(FLM) rue du Soleil 9 2300 La
Chaux-de-Fonds Suisse ou

flm@federation-anarchiste.org

ANGLETERRE

- Liaison *Coventry*
liaison-coventry
@federation-anarchiste.org

Une mine d'informations sur ces
groupes, sur leurs blogs, leurs
sites, leurs librairies, leurs ac-
tivités : Le site de La Fédération
anarchiste à la page suivante
[https://www.federation-anar-
chiste.org/?g=FA_Groupes](https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes)

Les dernières nouveautés de la librairie Publico



A voté
Isaac Asimov
Éditions Le passager clandestin
54 pages - 5 euros



Folgorite
Parcours de Sante Ferrini, anarchiste,
typographe et poète (1874-1939)
Pascal Dupuy
Éditions Atelier de Création Libertaire
348 pages - 18 euros

**Hétéro l'école ? Plaidoyer pour une
éducation antioppressive à la sexualité**
Gabrielle Richard
Les éditions du remue ménage
164 pages - 14 euros



**La Cagoule - Un fascisme à la fran-
çaise. Tome 1 : Bouc émissaire**
Scénaristes : Vincent Brugeas et Emmanuel
Herzet Dessinateur : Damour
Éditions Glénat
BD, Grand Format 64 pages - 14,95 euros



**La Cagoule - Un fascisme à la fran-
çaise | Tome 2 : La Patience de
l'Araignée**
Scénaristes : Vincent Brugeas et Emmanuel
Herzet Dessinateur : Damour
Éditions Glénat BD, Grand Format 56 pages
14,95 euros



**Lâchez-nous l'utérus ! En finir avec la
charge maternelle**
Fiona Schmidt
Éditions Hachette,
248 pages - 17,95 euros

**Moi, Silvio de Clabecq,
militant ouvrier**
Silvio Marra et Françoise Thirionet
Éditions Agone
160 pages - 12 euros



**Nous n'irons plus aux urnes
Plaidoyer pour l'abstention**
Francis Dupuis-Déri
Lux Éditeur
192 pages - 12 euros

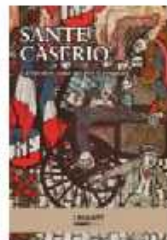


Ortiz, général sans dieu ni maître
José Manuel, Marquez Rodríguez, Juan
José et Gallardo Romero
Éditions Le Coquelicot
436 pages - 22 euros



**Révolte consommée. Le mythe de la
contre-culture**
Joseph Heath et Andrew Potter
Éditions L'Échappée
350 pages - 22 euros

Sante Caserio
Ce fut mon cœur qui prit le poignard
Éditions L'Assoitté
306 pages - 8 euros



**Viva l'Anarchie ! Tome 1 :
La rencontre de Makhno et Durruti**
Scénario et dessin : Bruno Loth
Couleurs : Corentin Loth
Éditions La Boîte à Bulles
BD Grand Format - 80 pages - 18 euros

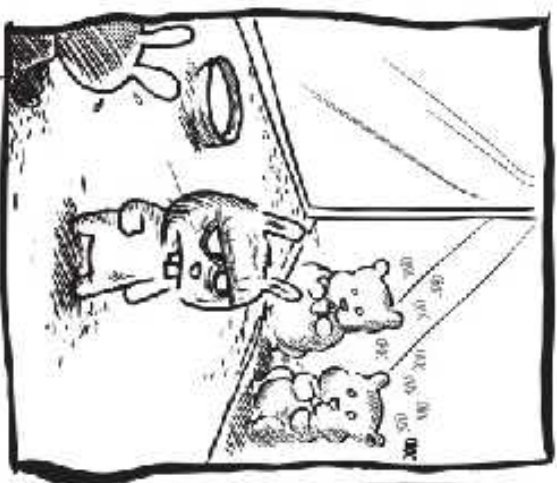
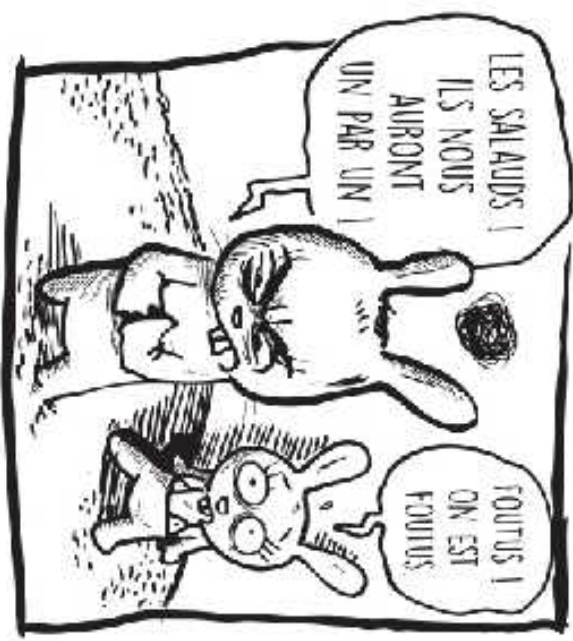
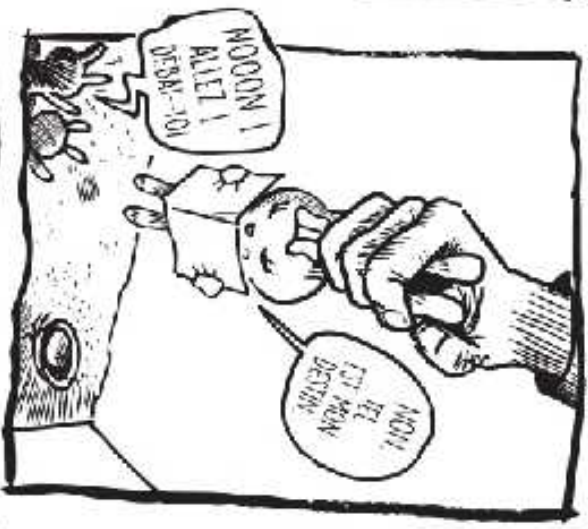
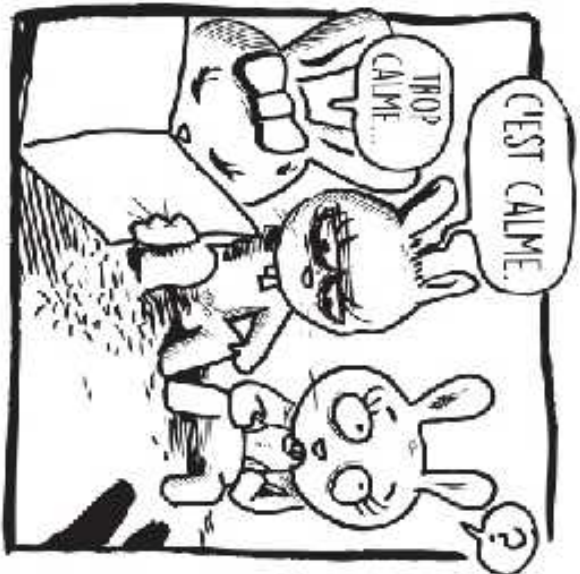


Vous voulez

acheter un ou plusieurs de ces livres ?

- Commandez par correspondance avec paiement par chèque (total du prix des livres + 15% pour le port) le tout adressé à :
Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris.
- Passez directement à la librairie ! Du mardi au vendredi : 14h-19h30 le samedi 10h-19h30 et le dimanche 14h-19h30.

BAD RABBIT



JMK

DIMANCHE 15 MARS 2020 - 17H.

SOIREE DE SOUTIEN POUR

« LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE »

Projection: « Publico , une librairie anarchiste aujourd'hui " puis débat/rencontre : " Passé, présent et futur d'une librairie anarchiste ". Diffusion en direct sur F.P.P. 106.3 Mhz.

Infos, tables de presse et musiques avec :

LES MEUFS

(chansons punko-gothico-poétiques - Paris/banlieue)

BARBARA ? NOT DEAD

(barbapunk - Paris/banlieue)

LES FRANÇOISES

(chansons - Paname)



CENTRE INTERNATIONAL DE CULTURE POPULAIRE

21 TER RUE VOLTAIRE 75011 PARIS - METRO:NATION

DE 17 A 22H - PRIX LIBRE - NO DOG NO MASTER, PAS DE VERRE, PAS DE CLOPES,
PAS DE PROPOS OU ATTITUDES DISCRIMINATOIRES, RACISTES,
SEXISTES, HOMOPHOBES, TRANSPHOBES, PHYSIQUES...

<https://collectifcontreculture.noblogs.org>